

هذا من اجل

UN « SEVESO » AMÉRICAIN

Grave pollution dans l'État de New-York
Des centaines de familles évacuées

LIRE PAGE 44

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ;
Autriche, 1,40 S ; Belgique, 14 sch. ; Brésil, 17 r. ;
Canada, 5,10 ; C.A.S. (France), 250 F ; C.F.A. ;
Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-
Bretagne, 30 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 120 r. ;
Italie, 200 L. ; Liban, 200 p. ; Luxembourg, 17 fr. ;
Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 30 esc. ;
Roumanie, 220 r. ; R.F.A., 3,20 M. ; Espagne, 2,75 M. ;
Suisse, 1,20 fr. S.A. ; 50 cts. Venezuela, 27 cts.

Tarif des abonnements page 3
5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 05
C.C.P. 6057 - 32 PARIS
Téléc. Paris 4 60572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La Conférence islamique et Moscou

Après plus de cinq jours de débats à Islamabad, la Conférence islamique a finalement adopté, le jeudi 22 mai, un communiqué final plus conciliant sur la question afghane. En janvier, au lendemain de l'invasion de l'Afghanistan, les pays musulmans, traumatisés, avaient suspendu le régime de Kaboul de la Conférence et exigé le retrait des forces soviétiques. Aujourd'hui, tout en maintenant cette exigence, dont se seraient bien passés les pays du Front de la liberté et l'O.L.P., absents en janvier, la Conférence a décidé la création d'un Comité spécial, mandaté pour mener les consultations appropriées en vue d'une solution à la crise afghane.

Formé du secrétaire général de la Conférence, le Tunisien Habib Chatti, et des ministres des affaires étrangères des deux pays voisins de l'Afghanistan, l'Irakien Sadegh Ghotbzadeh et le Pakistais Akbar Shah, le comité sera habilité à constituer une délégation qui prendra contact avec le Kremlin. Une conférence internationale pourrait aussi être convoquée. Un appel a été lancé au Mouvement des non-alignés pour qu'il aide à promouvoir une « solution globale ».

Pour maintenir son unité, la Conférence, pourtant largement dominée par des pays modérés hostiles à l'O.L.P., a dû tenir compte de la présence des représentants du Front de la liberté. L'O.L.P. — digne de voir l'affaire afghane éclipser la question de Jérusalem — a tenté fait pour convaincre les participants qu'il importait de distinguer entre « amis et ennemis » et que l'on ne pouvait nullement mettre côté à côté au banc des accusés les États-Unis et l'Union soviétique. « Carter est notre ennemi », déclarait le député palestinien. (...) Il ne peut être musulman ou algérien, alors qu'il n'a cessé de nous empêcher de combattre l'islam en Palestine et en Iran. L'O.L.P. a refusé de reconnaître l'existence d'un « impérialisme soviétique » en Afghanistan.

A l'instigation du M. Ghotbzadeh, les participants se sont efforcés de se placer à l'équidistance des deux Super-Grands, l'un étant critiqué pour sa politique au Proche-Orient et en Iran, l'autre pour l'intervention de Kaboul. Ils ont toutefois appelé Tchéran à « continuer d'œuvrer pour une solution à cette crise (des otages américains) dans l'esprit du Islam ». Ils ont aussi dénoncé la présence de troupes soviétiques et cubaines dans la corne de l'Afrique et condamné Israël et l'Égypte.

Les grands perdants d'Islamabad auront été les résistants afghans. Bien que inclus dans le communiqué final dans la délégation iranienne, ils n'ont pas obtenu le statut d'observateur qu'ils sollicitaient. Les moudjahidins, eux-mêmes démunis, se retrouvent au fait placés pratiquement sur le même pied que le régime pro-soviétique du M. Babrak Karmal comme parties « intéressées » avec lesquelles le comité spécial pourra discuter. Malgré consolation pour eux, alors que, pour M. Karmal, déclaré « persona non grata » en janvier, la porte est désormais entrouverte.

Les résistants afghans — qui se plaignent par ailleurs de n'avoir reçu ni un centime ni une arme de l'un quelconque des pays « frères » — ne pouvaient être satisfaits de cette nouvelle orientation. On est loin de l'intransigeance de la résolution de janvier, qui fait aujourd'hui figure de vœu pieux face à la volonté évidente de la conférence d'amorcer le dialogue avec le Kremlin. Celui-ci ne peut que se réjouir des résultats de cette réunion, empreinte de « réalisme » devant le fait accompli.

(Lire nos informations page 3.)

En Ouganda

PLUSIEURS MILLIERS DE PERSONNES SONT MORTES DE FAIM
(Lire page 4.)

Les émeutes en Corée du Sud

Seize villes sont touchées par la révolte, qui entraîne une sévère répression

La révolte, qui a éclaté dans la province de Cholla, en Corée du Sud, s'est étendue mercredi 21 et jeudi 22 mai à seize villes de cette région, d'où est originaire l'un des principaux chefs de l'opposition, M. Kim Dae-jung, arrêté samedi par les militaires. Cependant la répression s'aggrave.

Le nouveau premier ministre nommé à titre provisoire, M. Park Chung-hee, a fait une visite-éclair à Kwangju, la capitale de la province qui se trouve aux mains des insurgés auxquels il a demandé de déposer les armes. A Séoul, les journalistes ont entamé mercredi une grève pour protester contre la censure à laquelle est soumise la presse.

A Washington, le porte-parole du département d'État s'est dit « extrêmement préoccupé » par l'ampleur des émeutes. Les États-Unis ont lancé un « appel pressant » à toutes les parties concernées pour leur demander de « faire preuve de prudence et de modération ».

De notre envoyé spécial

Kwangju. — La situation dans la ville de Kwangju, qui se trouve depuis le mercredi 21 mai au bord d'insurrection, demeurait, jeudi, extrêmement critique. Toute la nuit, des tirs d'armes automatiques ont été entendus, rapportent les habitants arrivés dans les feutoungs de Ewa-Soon, petite ville située à une quinzaine de kilomètres des lieux de combats. La ville est désormais coupée de l'extérieur du fait à la fois des manifestants qui ont barré les routes menant à la cité, et de l'armée qui encercle la ville. Entre les deux camps existe une sorte de *no man's land*.

Dans Ewa-Soon, notre voiture a été arrêtée à plusieurs reprises par des réfugiés qui affirment que les militaires tirent sur tout véhicule s'approchant de Kwangju. L'armée ne laisse passer que les piétons. Elle aurait évacué le campus universitaire de Chonnam qui risquait d'être attaqué par les émeutiers.

Selon une femme qui a quitté

Kwangju jeudi matin et que nous avons interrogée, une rumeur circule en ville selon laquelle trois camions sur lesquels se trouvaient une centaine de manifestants ont été pris sous le feu des militaires à Han-Dyong, à une dizaine de kilomètres de la grande ville du Sud. Cette rumeur n'a pu être confirmée.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 6.)

L'AFGHANISTAN CRUCIFIÉ

Tandis que plus de sept cent cinquante mille réfugiés afghans ont trouvé un asile précaire dans les camps du Pakistan, les hommes valides sont retournés combattre le régime prosoviétique de Kaboul et l'armée d'occupation qui le soutient. Manquant de tout, ils poursuivent une lutte inégale et sans merci. « Nous ne voulons pas être des mendiants, gardes votre rôle en pitié », déclaraient-ils, des caravanes.

C'est ainsi que l'un des résistants s'est adressé à Mike Barry, qui a passé récemment plusieurs semaines à la frontière afghane, et dont nous commençons à publier, page 5, une série de trois articles.

« ÊTRE JUIF »

Malgré l'histoire

« Le judaïsme s'est maintenu non malgré l'histoire, mais par (d'après) l'histoire (1). » Comment Marx a-t-il pu avancer une aussi évidente contre-vérité ? De captivité en dispersion, de pogromes en génocide, le peuple juif a le plus souvent survécu à une tragédie que pour en affronter une autre. « Il n'y a jamais eu d'époque », nous a dit un jour Golda Meïr, où il n'ait pas, « en un endroit ou un autre, souffert de persécution ou de discrimination. L'humanité, vis-à-vis de lui, s'est toujours divisée en une minorité qui le persécutait et une majorité qui avait pitié de lui. »

par ANDRÉ FONTAINE
lui. Aujourd'hui, les gens peuvent être contre nous, mais au moins plus personne n'a pitié de nous (2). » C'est la raison d'être d'Israël : qu'il y ait sur la terre un endroit où les juifs puissent vivre et où ceux qui n'ont pas de pays puissent, à n'importe quel moment, se réfugier.

Trente-deux ans après la création de l'État juif, malgré quatre guerres victorieuses, malgré la

paix avec l'Égypte, malgré l'alliance de fait avec une partie au moins de la chrétienté libanaise, malgré une armée qui est peut-être la meilleure du monde, il n'est pas facile d'être juif. Il faut vraiment attendre. C'est que sur les quatre milliards et demi d'habitants de la planète, on ne compte guère que quatre millions de juifs, dont le tiers vivant sur le sol de leurs ancêtres, contre six ou sept cents millions de musulmans, dont un quart d'Arabes au point multiplié par le pétrole que la Providence a accumulé sous leurs pieds. Et que ces Arabes, dans leur immense majorité, considèrent les Israéliens comme des intrus, disons, dans la meilleure hypothèse, comme des squatters. Il ne sert de rien de s'en indigner. Le Livre sur lequel se fonde le retour à Sion n'est pas le leur.

(Lire la suite page 2.)

Car, aussi magnanimes qu'on voudrait l'être pour les perdants, il est à craindre que M. Bonnet ne se voie bientôt accusé d'avoir de l'honneur et de la vérité. Une conception hélas trop personnelle. Hélas pour lui ! Hélas pour nous !

M. Ducret, qui avait initialement, avec assez de sang-froid, tenu le rôle de bon émissaire dans cette affaire Poniatsowski, joue aujourd'hui, avec une égale froideur, le rôle de saint Jean Bouche d'Or. A moins qu'il n'ait, plus ordinairement, fait la réponse du berger à la bergère. N'aurait offert en victime expiatoire l'opinion par son ministre, la victime d'hier rend au ministre d'aujourd'hui le monnaie de sa pièce. Pourquoi ? Question d'ailleurs sans intérêt, puisque, bien sûr, elle ne recouvre pas de réponse ; qu'aucune question ne trouve la moindre réponse !

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

Dormez en paix braves gens

Voici ce qui est dit dans un article intitulé : « La protection des populations en cas de conflit armé », publié par le Bulletin d'information du ministère de l'Intérieur, en date du 16 mai : « L'alerte est assurée par des sirènes fixes et serait ensuite diffusée par des véhicules munis de haut-parleurs, ainsi que par le réseau radio-télévisé. »

Pour la mise à l'abri de la population, la priorité a été donnée au maintien sur place de la population, sauf cas exceptionnels, et à la protection par abris en utilisant certains immeubles existants. »

On a beau dire, mais cela fait vraiment plaisir de se sentir aussi bien défendus et protégés.

MICHEL CASTE.

« SAUVE QUI PEUT (LA VIE) », de Jean-Luc Godard

Retour aux sources

A la manière de Jean-Luc Godard, qui aime tant les chiffres, les numéros (son film est composé de quatre parties, quatre catégories, quatre éléments), disons que *Sauve qui peut (la Vie)* appartient au Godard n° 3.

Il y a eu le Godard n° 1, l'ancien critique devenu cinéaste, le briseur de règles, l'inventeur d'une écriture cinématographique qui ne ressemblait à aucune autre, l'auteur d'*A bout de souffle* et des *Caraïbes*, de *Pierrot le Fou* et de *Week-end*. Puis il y a eu le Godard n° 2, qui, après 1968, a rompu avec le « système » et s'est enfoncé dans son laboratoire de Grenoble pour travailler sur la matière filmique et les techniques nouvelles. De ce Godard-là nous recevons de temps à autre des messages plus ou moins déchiffrables : *Vent d'est*, *Tout va bien*, *Numéro deux*, *France tour détour deux enfants*. Autant d'essais de communication qui nous paraissent suicidaires.

Et voici le Godard n° 3, qui, sans oublier l'expérience acquise par le

n° 2, tend le main par-dessus les années (il a aujourd'hui cinquante ans le Godard n° 1. *De Sauve qui peut (la Vie)*, il a dit : « J'ai l'impression que c'est mon second premier film. » Et encore : « Comme à l'époque de la nouvelle vague, je propose à la fois un langage et l'analyse de ce langage. »

Des recherches de l'exilé grenoblois, le trace la plus frappante dans *Sauve qui peut (la Vie)* est la décomposition fréquente de l'image en plans fixes ou en plans lents, cette suspension du mouvement (et du temps) que Godard imprime au récit, plus particulièrement dans les scènes dramatiques. Ruptures du rythme visuel qu'il accompagne de non moins fréquentes ruptures du rythme sonore, et qu'on pourrait comparer aux variations de « tempo » dans une œuvre musicale.

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 3.)

POINT

Spectacles en crise

Les travailleurs du spectacle étaient appelés à la grève ce jeudi 22 mai par le C.G.T. Sans doute les effets d'un tel mouvement ne seraient pas très importants. Pour trois raisons au moins.

D'abord, le nombre des professionnels ne dépasse pas quelques cinquante mille personnes, la plupart travaillant par intermittence, et sur ce total, dont le C.G.T. revendique environ un tiers, toutes ne seront pas grévistes.

Ensuite, pour des raisons diverses, des établissements de prestige comme l'Opéra de Paris et la Comédie-Française ne sont pas touchés, et à la radio comme à la télévision le récent loi contre le droit de grève la rend peu sensible.

Enfin et surtout, le *culturo* n'est pas ressentie comme un besoin vital pour le pays et les conditions économiques faites à ceux qui le représentent n'intéressent pas beaucoup l'opinion.

On aurait tort cependant de ne pas prendre au sérieux cette manifestation de mécontentement. Au-delà de préoccupations corporatistes respectables, voire de situations personnelles souvent étonnantes, elle met en jeu, à travers l'avenir des activités artistiques, une certaine idée de la société, et peut-être de la France.

Comme d'autres industries, celle du spectacle traverse une phase de restructuration. Cela signifie des suppressions d'emplois. L'abandon des entreprises « non rentables », la déqualification d'une partie des personnels.

L'audiovisuel engage, à l'heure des techniques nouvelles, de puissants moyens financiers, tandis que des théâtres ferment leurs portes ou limitent leurs effectifs, et que, symbole d'une politique aux ambitions depuis longtemps oubliées, les maisons de la culture, par la voix de leurs présidents et des maires de quinze villes, lancent un appel au secours.

En dépit des erreurs imputables aux responsables de ces établissements, la responsabilité des pouvoirs publics est lourde. Ils n'ont cessé en effet de diminuer leurs efforts en faveur de la création authentique, préférant s'en remettre à ces « usines à rêves », qui, disait André Malraux, « ne sont pas là pour grandir les hommes, mais pour gagner de l'argent ». Les deux objectifs, dira-t-on, ne sont pas incompatibles. Encore faut-il ne pas les évaluer séparément le premier au second.

En réduisant le *culturo* à la portion congrue, on restreint chaque jour un peu plus l'espace des libertés.

Le Monde

idées

ÊTRE JUIF (suite)

« Juifs de France : une certaine crise », titre sur sa couverture le dernier numéro de *Tribune juive*. L'ampleur et la vivacité du courrier reçu à la suite de la page du 7 mai (« Être juif ») vont à l'appui de cette appréciation. L'article de M. Snoussi, de Tunis, (double nationalité, double allégeance), notamment, nous a valu des réactions dont M. André Wormser résume le ton. De toute façon, aux yeux de Léo Hamon, il n'y a pas, pour un israélite déterminé à demeurer français, de double appartenance concevable. Quant à Jean Waligora, il juge tout ce débat interminable : « Oubliez-nous un peu... »

SUR UNE CALOMNIE...

L'ON dit communément que, lorsqu'un homme vertueux et de grande rigueur morale fait un faux pas dans le vice, il s'y adonne avec un rare abandon. C'est apparemment ce qui est arrivé ces jours-ci au monde, à la consternation de ses amis.

Comment, au mépris de toute retenue, un article intitulé « Double nationalité, double allégeance » par M. L. Snoussi, pamphlet haineux et gratuit, d'une rare violence, a-t-il pu paraître ?

Son propos est d'abord de nous apprendre, malgré la dénégation catégorique du ministre des affaires étrangères, que « tout le monde, notamment le monde arabe, s'attendait que l'Élysée invite Yasser Arafat à Paris ». Deçu, il s'en prend aux juifs français, qu'il tient pour responsables par la menace de leur bulletin de vote et vole au secours d'un président de la République qui n'a à guère besoin, n'en demande certaine-

ment pas tant et, de surcroît, n'est pas le sien.

Mais il ne s'en tient pas là et continue par une agression véritablement infamante contre une partie authentique de la nation française, définie par ses origines religieuses et ethniques. Les juifs de France (tous sionistes ?) revendiqueraient, depuis l'apparition de la doctrine sioniste à Bâle en 1897, une double nationalité, et, proclame M. Snoussi, « cette double nationalité, surtout si l'on s'en tient à la lettre d'un État étranger, n'est-elle pas une forme de trahison ? Tous des traîtres, par conséquent, la preuve est faite. Tout cela, à coups de citations tronquées, d'erreurs historiques, qu'à elles seules auraient dû interdire la publication de ce texte.

Ce professeur d'histoire parle des juifs de France — qui n'ont pas droit au titre de juifs français — comme se considérant comme des citoyens entre guillemets, une fois la « naturalisation française acquise ». Or a-t-il pris que les juifs aient dû se faire naturaliser ? C'est vrai de ceux, arrivés en France survivants des pogromes de Russie, ou du génocide nazi, c'est stupide et faux pour tous les autres, Alsaciens, Provençaux, Girondins, Algériens, « pieds noirs ». Le rouge monte au front d'avoir à l'écrite, c'est peut-être ce que je puis le moins pardonner. Et pourtant M. L. Snoussi ne s'arrête pas en si beau chemin.

L'odieux atteint son comble lorsque, tranquillement, notre homme expose que les sionistes ont besoin de « déstabiliser la communauté juive, pour s'assurer de son soutien à Israël, et qu'à cet effet ils ont tenté, depuis des années, de provoquer des manifestations antisémites, pour une politique du pire, et notamment de l'attentat sanglant contre le foyer des étudiants juifs de la rue de Médicis, à Paris, le 26 mars 1979.

Il proclame que les responsables de la communauté sont des assassins et des assassins de leurs propres enfants, et qu'un attentat qui a fait cinq blessés graves parmi des adolescents, dont trois restent infirmes à vie, est leur œuvre. Et la preuve, c'est que la police française, manifestement « enjupée », s'est bien gardée de mettre la main au collet des criminels. On croit rêver, et c'est ce que le chapeau rédactionnel résume comme « s'entendre directement au problème du vote juif ».

Et qui profère ce délire d'insulte ? Membre du Conseil représentatif des institutions juives de France (C.R.I.F.).

tes, contre une part respectable de la communauté nationale, cet appel à la haine raciale contre des citoyens français ? Un étranger apparemment. Là encore régnait une équivoque voulue : M. L. Snoussi est présenté comme « professeur d'histoire-géographie à Tunis et écrivain ». Cet article relève des tribunaux, mais si son auteur n'est pas français, moi qui le suis, devant quelle instance puis-je réclamer réparation : auprès de la Ligue arabe ?

Or, l'article de M. L. Snoussi a paru sans la moindre précaution, puisque c'est dans la page d'idées qu'il est présenté sous le titre rédactionnel « Être juif », et avec la présentation suivante : « Attitude d'attente sur la situation des six cent mille juifs français dont beaucoup se sentent mal à l'aise... ». Sans doute en va-t-il de même de l'article « Au secours, papa ! » de M. Trigano sur la même page. Là-bas blesse la encore, car l'article de Trigano, comique d'emphase, ténérax, absurde et littéralement sans queue ni tête, doit par présomption répondre à l'autre et qui sait, au nom de toute la communauté juive.

Il est évident qu'est prise en compte en compte cette grave accusation (la lourde responsabilité d'accuser des citoyens d'être des traîtres en puissance — des stigmatisés de l'étranger, parce qu'ils se dressent contre une orientation politique du gouvernement qu'ils jugent néfaste sur une question qui leur tient particulièrement à cœur).

Combattre la politique de gouvernement, c'est-à-dire mettre en cause sa nationalité ? Lorsque sous le Second Empire, Léon Gambetta, le futur président du gouvernement de défense nationale en 1870, lorsque Georges Clemenceau, qui allait devenir le sauveur de la patrie, luttaient de toutes leurs forces pour la République, doutaient-ils de la légitimité de leur combat ? Je puis garantir qu'ils se sentaient bien dans leur peau, et l'on aura beau faire et insinuer, il en est de même aujourd'hui pour les « Français Israélites » (1).

(1) Cf. : *Francis Israëlites*, Georges Wormser, Éditions de Minuit, 1962.

De nombreux autres textes, relatifs à la prudence, c'est-à-dire à la prudence de M. Snoussi, « écrivain », à Constantin Jelenki, de Paris, qui précise qu'il n'est ni juif ni Français, espère que cet article « ignoble », suscitera en France une note juif ministériel.

Pour M. André Nahum, de Barcelles, il s'agit d'un « délire raciste ». Pour M. Cyrille Fluschnon, avocat à la Cour de Paris, l'article de M. Snoussi « est une déclaration de guerre à la communauté juive de France ».

Une seule appartenance

par LEO HAMON (*)

L'EMANCIPATION des juifs, telle qu'elle a été faite par leur intégration à la nation française, aura bientôt deux siècles. Cette intégration est-elle toujours la loi morale et civique des Français juifs ? C'est la question qu'il faut se poser, quand on entend appeler à la « constitution d'un lobby juif », discuter d'un prétendu « vote juif », ou résonner les surenchères extrémistes de certains propos.

Les descendants directs de ceux qui sont devenus citoyens français en 1790 sont peut-être moins nombreux parmi nous que les descendants d'immigrés venus d'Europe centrale ou orientale, ou du Maghreb, mais ils ont élaboré le modèle dit « du Français » de confession Israélite. — « Patrie et Religion » était la devise du Journal consistorial de l'époque, — qui a été repris au fur et à mesure par les nouveaux arrivés : nous sommes donc tous interpellés. Les esprits forts s'agitent aujourd'hui volontiers à l'évocation de ces termes. Ils valent le mérite de désigner, dans un langage approprié à l'époque, une famille de Français, entendant à la fois conserver leur spécificité, et la contenir dans le cadre d'une nationalité commune avec les Français d'autres confessions, de traduire ainsi l'équilibre fondamental de l'appartenance nationale et de la particularité distinctive incluse dans la commune appartenance.

L'émancipation révolutionnaire, l'engagement juif pour la France au Sankhédin de 1871, l'option française de tant de juifs alsaciens et lorrains en 1871, l'affaire Dreyfus, l'Union sacrée de 1914, la Résistance et les combats de deux guerres ont jalonné la longue route ainsi parcourue en commun.

Les innovations intervenues dans les données de l'équilibre ainsi réalisé sont, d'une part, le recul de la foi et de la préférence religieuse chez les juifs comme chez les chrétiens, en sorte qu'il est maintenant plus juste de parler d'une sensibilité que d'une « confession » ; d'autre part l'apartenance d'un État hébreu dans l'entourage Palestinien ; ses épreuves, ses périls et ses succès touchant naturellement, à travers le monde, tous ceux qui trouvent dans leur expérience personnelle ou dans leurs souvenirs familiaux le même foi, et les mêmes persécutions que les Israélites et leurs ancêtres. Mais cette nouveauté heureuse d'un État juif ne peut pas et ne doit pas pour autant remettre en cause en France l'équilibre fondamental sans lequel il ne saurait y avoir plénitude de la vie française.

Des sensibilités propres sont naturelles et légitimes ; un intérêt particulier me conduit à visiter les plus anciennes synagogues de France, celles du comtat Venaissin ; et il est vrai que je tiens aussi sans doute d'une tradition juive une exigence de justice, qui n'est pas heureusement — une exclusivité juive, mais qu'on rendue sans doute plus impérieuse la méditation enracinée de la Bible, et la souffrance des injustices subies.

Je professe également, plus profondément encore, moi aussi, une certaine idée de la France, celle-là même qui tend à lui reconnaître une mission et une vocation particulière, bref, à faire d'elle un peuple de l'Éternité, au sens biblique du terme. Mais le droit à la différence s'arrête là où pourrait s'entamer la réalité « communautaire ». Tout homme, dans les sociétés modernes, a des appartenances diverses : religieuses, philosophiques, professionnelles, culturelles, nationales, — et cette pluralité d'appartenances différentes est légitime ; mais, tout comme il ne peut y avoir qu'un seul État sur une terre donnée, il ne peut y avoir qu'une seule appartenance nationale pour un même homme : la plénitude des droits pour chacun, la cohésion de la société et la démocratie sont à ce prix.

« Être juif », il serait légitime dans son essence puisqu'il traduirait une singularité mêlant certains à part dans la communauté nationale (exaucant par là, d'ailleurs, la révélation biblique d'un ghetto moral), en fermant et séparant les juifs des « autres » ; et comment pourrions-nous, à la place de ce « être », qu'il n'appartiendrait pas en priorité à la vie à la même cité que nous ?

Un langage trop complaisant pour de tels dédoublements, à l'égard de ces « autres », ceux qui comme moi entendent s'en tenir à la patrie qui est la nôtre : celle de Jeanne d'Arc et de Marc Bloch, celle des rois et des communaux, celle de de Gaulle et de Léon Blum ; si je ne pense pas ainsi — si Israël était mon appartenance majeure, — je serais inexorable de ne point être parti pour vivre en Israël les combats et les dangers de ses citoyens ; puisque je demeure Français bien sûr, mais que par commodité ou moindre effort, le double appartenance que j'assume donc est celle par laquelle l'appartenance à ce pays, et par laquelle ce pays m'appartient.

* Ancien ministre.

MALGRÉ L'HISTOIRE

(Suite de la première page.)

I.O.P., dont le chef est des bras du chancelier juif — Kreisky pour tomber dans ceux de Michel Rocard, n'a toujours pas pris son parti de l'existence d'Israël. Des attentats qui frappent le plus souvent des innocents, voire des enfants, viennent périodiquement endeuiller une nation qui a frôlé la catastrophe en octobre 1973, doit consacrer une part énorme de son revenu à s'armer, ce qui contribue à expliquer le taux d'inflation de 120 % prévu pour 1980 et se trouve dans une dépendance croissante vis-à-vis du protecteur américain.

Les alliances d'hier ont fondu comme beurre au soleil. Israël avait misé sur la France : la diplomatie giscardienne est encore plus proche, que la gaulliste des positions arabes, et les autres pays de la Communauté européenne partagent de plus en plus ses vues. Sur l'Éthiopie, la voilà aux mains des Soviétiques que leur installation à Aden met à même de contrôler, avec le détroit de Bab-el-Mandeb, l'accès de l'État juif à l'Océan Indien et au Pacifique. Sur l'Iran : l'un des premiers gestes de Khomeiny a été de recevoir triomphalement Arafat, auquel il donne de larges subides. Le rapprochement avec l'Égypte lute sur la question palestinienne. Et rien n'assure que les États-Unis, après l'élection présidentielle, ne vont pas essayer de contraindre M. Begin à renoncer à l'un au moins de ses trois « non » : à l'annexion de la Cisjordanie, à la restitu-

tion de la Jérusalem arabe, à l'existence d'un État palestinien. Lundi dernier encore, le *Financial Times* invitait les nations occidentales à « pour fournir à M. Sadate l'aide dont il a le plus grand besoin, à faire quelque chose pour les Palestiniens ».

Lorsqu'un groupe humain se sent menacé, il est fréquent qu'il réagisse en resserrant les rangs et, au moins pendant un temps, en se raccrochant à ses valeurs propres. On s'affirme en se désignant : l'indivisibilité du pays, qui n'allait pas de soi, a été proclamée l'année même de l'occupation de Rome par les armées italiennes mettait fin à son pouvoir temporel. Rien de surprenant à ce que le gouvernement d'Israël se raidisse sur toute la ligne et, plus que jamais, appelle la Diaspora à se mobiliser pour le soutenir. Rien d'étonnant à ce que cet appel soit largement entendu, notamment en France, où vivent, depuis que l'Algérie est indépendante, plus de six cent mille juifs, formant la communauté israélite la plus importante, numériquement, du monde occidental, après celle des États-Unis. D'autant plus que beaucoup se sont détachés du marxisme qui prétend résoudre leur problème en le niant, puis, qu'en dernière analyse il réduit la vérité des individus à la place qu'ils occupent dans les rapports socio-économiques. Nombre de ceux-ci, en rompant leurs liens avec le parti communiste, ont soudain repris conscience de leurs racines juives. A moins que ce soit cette conscience qui les ait amenés à rompre.

« La reconnaissance de l'autre »

Moyennant quoi il reste beaucoup de juifs au P.C., comme, en général, dans toutes les organisations de gauche, des trotskistes au M.R.G., en passant par le P.S. Mais Simone Veil est giscardienne, et giscardienne aussi Olivier Stirn et Lionel Stoléru. Le R.P.R. compte, de son côté, plusieurs députés juifs. Alain Gelsman a raison de noter : « La communauté juive en France est certainement politiquement la plus divisée du monde entier, il y a vraiment tout le bulletin (2) ».

Cette division s'étend, bien entendu, à l'attitude à l'égard de la religion : de l'orthodoxie juïque à l'athéisme militant ou à la conversion à une autre religion, aucune nuance ne manque à la palette. A tort ou à raison, le sionisme : celui-ci, à priori les juifs français, des partisans acharnés et des détracteurs non moins acharnés. Les partisans eux-mêmes se divisent en deux catégories. Ceux qui adaptent à Israël la vieille formule britannique : « My country, right or wrong » ; et ceux qui, tout en proclamant leur attachement à cette seconde patrie, n'entendent pas renoncer pour autant au droit de la critiquer. Et puis, il y a la masse des juifs qui ont choisi une fois pour toutes l'assimilation mais ne se cachent pas d'éprouver pour Israël — admiration, solidarité ou agacement — des sentiments plus vifs que pour tout autre pays étranger.

Trop de gens dans ce pays ont témoigné depuis des siècles, et témoignent encore aujourd'hui, d'une allégeance à une autre patrie, idéologique, religieuse,

voire mercantile, pour que les Français non juifs soient fondés à critiquer ceux des juifs qui se sentent davantage solidaires d'Israël que de l'actuel gouvernement de la France. Les principes démocratiques sur lesquels repose la République — comme le « pluralisme » dont se réclament chacun à sa manière, les membres de la « bande des quatre » — exigent de toute façon que chacun soit laissé libre de ses choix et de son discours. De même, les autorités de l'Hexagone doivent-elles veiller à ce que le caractère facilement passionné du débat en cours ne contribue pas à ranimer les braises de cet antisémitisme dont le général de Gaulle déclarait, dès le temps de la libération, redouter le retour (4).

Mais le pluralisme appelle le pluralisme, et la tolérance la tolérance. La liberté laissée aux Français juifs ou non juifs de critiquer la politique proche-orientale de leur gouvernement implique qu'Israël et ses amis reconnaissent aux Français, juifs ou pas, le droit de ne pas penser comme eux. « Ce qu'il y a de propre à une certaine forme de pensée juive, la reconnaissance de l'autre, dit encore Alain Gelsman, déjà cité, il faudra bien que ça sorte un de ces jours ».

« L'autre » juif comme « l'autre » Arabe.

ANDRÉ FONTAINE.

(3) Dans Luc Rosenzweig, *La Jeune France juive*, Éditions Libres Éditions.

(4) *Propos tenus à Compiègne*, devant les soldats juifs de la 1^{re} armée, et cités par Lucien Lazarus dans le livre de Harris et Sédout, *Juifs et Français* (Grasset).

NOUS sommes quelques-uns

Francis juifs, en juifs français, comme vous voyez, je m'en moque — à en avoir plus qu'assez des articles de presse sur les juifs. De grâce, cubilez-nous un peu. Cette page du monde, c'est le ponton ! Passons sur la prose obscure de Trigano et les exhortations ridicules de Giscard, qui ne représente que lui. Mais votre introduction ! Mais l'article de Snoussi ! Vous affirmez que beaucoup de juifs français se sentent mal à l'aise face aux positions de Giscard sur la Palestine. Quelle idée ? Qu'est-ce qui vous permet d'affirmer une pareille ineptie ? Le président de la République a bien le droit d'avoir une opinion qu'il estime être l'intérêt de la France. Et j'ai bien le droit de juger qu'il a raison en tout et s'en tenir compte pour mon vote, mais pourquoi devrais-je être mal à l'aise dans une démocratie où opinions et votes sont libres ?

Venons-en au Snoussi. Curieuse idée déjà d'interroger un Tunisien sur le problème des relations des juifs français avec leur patrie. Et bien sûr vous direz que cet homme a le droit d'exprimer son opinion comme quiconque. Son opinion, oui, mais il ne représente que lui. Mais votre introduction est un tissu de calomnies antisémites que vous publiez sans aucune note rectificative ou réprobatoire. On apprend ainsi :

— Que les juifs français se considèrent en lobby comme à New-York ? Comment ? Adresse S.V.P.

— Que depuis le congrès sioniste de Bâle en 1897 (dont huit juifs sur dix ignorent l'existence, mais cela ne fait rien), nous alléguons doublement avec avantage à Israël.

— Que les juifs ont la mainmise sur les mass media de ce pays. N'est-ce pas messieurs Farverstein et Fontaine et Co ?

— Que les sionistes ont suscité

par JEAN WALIGORA

l'attentat contre le foyer israélite sépharite. La preuve, c'est qu'on n'a pas trouvé les instigateurs (presque) sion.

— Que la majorité des juifs de France enfin sont des immigrants. Merci, mais la France, c'est la France, elle n'a pas de juifs immigrants. Merci pour les « pieds-noirs » algériens nés dans des départements qui étaient juifs ? Merci encore pour

les fils d'immigrés nés en France. Jusqu'à quelle génération n'a pas trouvé les instigateurs (presque) sion ?

— Que la majorité des juifs de France enfin sont des immigrants. Merci, mais la France, c'est la France, elle n'a pas de juifs immigrants. Merci pour les « pieds-noirs » algériens nés dans des départements qui étaient juifs ? Merci encore pour

l'attentat contre le foyer israélite sépharite. La preuve, c'est qu'on n'a pas trouvé les instigateurs (presque) sion.

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de

PARFUMS

Accessoires Haute-Couture — Produits de beauté Maroquinerie — Chemises Lacoste — Porcelaine — Cadeaux

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION

de 9 h à 18 h 30 - samedi jusqu'à 18 heures

261-71-71



Cela vous énerve tellement

ce vote juif ? Laissez-moi dire, 600 000 juifs = 300 000 électeurs. La moitié évidemment déjà dans l'opposition comme leurs compatriotes. Sur les 150 000 restants, la moitié au moins sont des députés, se moquent d'Israël et voteront comme toujours en fonction de critères personnels. Les autres ne sont pas assez sots pour voter avec des juifs, puisque je demeure Français bien sûr, mais que par commodité ou moindre effort, le double appartenance que j'assume donc est celle par laquelle l'appartenance à ce pays, et par laquelle ce pays m'appartient.

Je vais vous dire ce que je vais faire, moi et quelques autres :

1) Je voterai pour qui je voudrai et, puisque le vote est secret, je ne vous dirai pas pour qui.

2) Je continuerai à aider de mon mieux Israël, même si je n'approuve pas toujours sa politique, car, si la France est ma patrie, Israël c'est ma famille, et lorsque sa famille est en danger, ce qui est le cas, on la soutient du mieux possible.

3) J'élèverai mes enfants dans la méfiance comme je l'ai toujours fait. Je leur ai raconté comment, quand j'avais dix ans, des gendarmes français ont essayé de me prendre pour me faire assassiner, envoyés par un gouvernement français. Je leur montrerai que cette sorte de gens, envoyés et envoyés, est toujours là, tapie, parfois même dans les journaux apparemment les plus respectables.

Et comme aurait pu dire mon regrette collègue P. Dac, moi au moins je suis représentatif de tous ceux qui pensent la même chose que moi.

(*) Chirugien.

OUBLIEZ-NOUS UN PEU !

Le Monde

République

M. Charles Haughey a proposé de nouvelles s...

M. Charles Haughey, ministre irlandais de l'Intérieur, a proposé de nouvelles élections générales en Irlande du Nord...

De nos...

Thatcher...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le...

Le Monde

République d'Irlande

M. Charles Haughey, premier ministre a proposé à Mme Thatcher de nouvelles solutions pour l'Ulster

M. Charles Haughey, premier ministre de la République d'Irlande, a rencontré Mme Thatcher mercredi 21 mai à Londres, pour lui exposer ses positions sur la situation en Ulster. L'entrevue, qui avait été demandée par Dublin, n'a duré que quarante-cinq minutes. La veille, aux Communes, le premier ministre britannique avait assuré qu'il n'était pas question de négocier l'avenir de l'Irlande du Nord - avec un autre pays -.

Il semble que cet entretien n'ait produit aucun résultat concret, mais, des deux côtés, on souhaite poursuivre la dialogue, et Mme Thatcher a indiqué qu'elle avait écouté - avec sympathie - l'exposé des thèses de M. Haughey. Celui-ci avait déclaré, lors de son arrivée au pouvoir, que la recherche d'une solution à la question d'Irlande du Nord serait une des priorités de son gouvernement.

De notre correspondant

Dublin. — Mme Thatcher et son gouvernement, estime-t-on à Dublin, ne se sont pas laissés décourager par l'échec des récents pourparlers sur l'Ulster, qui s'étaient ouverts dans un climat plus optimiste cet hiver à Belfast (le Monde date 6-7 janvier). Bien que le parti unioniste officiel de M. James Moynihan ait refusé d'y participer, on considère comme Londres, que des représentants des deux communautés d'Irlande du Nord aient tout de même accepté de se rencontrer et de discuter de la situation, même si ces pourparlers n'ont pas permis de progrès significatifs.

Quelles sont aujourd'hui les positions en présence ? Le parti travailliste et social-démocrate (S.D.P.) de M. John Hume exige que l'Ulster soit gouverné par une administration régionale intercommunautaire et demande d'y participer. Le pasteur Ian Paisley, leader du parti unioniste démocrate (D.U.P.), insiste au contraire sur les droits de la majorité protestante et loyaliste, qui, selon lui, qualifie pour gouverner la province tout en reconnaissant à la minorité catholique et nationaliste des droits qui pourraient s'exercer au sein de comités parlementaires.

Tout porte à croire que le gouvernement britannique a l'intention de proposer, dans le texte qu'il publiera prochainement, ce sujet, une solution de compromis, par exemple, un cabinet formé par le parti ayant le plus grand soutien électoral, c'est-à-dire la formation de M. Paisley, ou celle de M. Moynihan. Pour permettre à la minorité nationaliste de s'exprimer, le S.D.P. participerait à un comité dont l'objectif serait le développement économique et social de la province. Il paraît certain que M. Hume a déjà rejeté un tel compromis lors de sa récente visite à Mme Thatcher. Mais d'autres formules pour sortir de l'impasse sont encore possibles.

M. Haughey, pour sa part, est ambivalent. Il est de ceux qui, au sein du Fianna Fail, se sont opposés à la politique de modération de son prédécesseur, M. Jack Lynch. L'ancien premier ministre, peu avant sa démission, à la fin de l'an dernier, avait déclaré qu'il fallait rechercher une solution qui rapprocherait les deux communautés en Irlande du Nord. Il n'insistait même pas sur la nécessité de liens institutionnels entre le nord et le sud de l'île. Son éloignement de la doctrine nationaliste de son parti avait certainement contribué à sa démission prématurée.

M. Haughey ne cache pas que, pour lui, la réunification de l'île est la seule solution viable à la crise. Il a d'ailleurs déclaré que la solution de cette crise était, pour lui, une « priorité nationale », mais n'a pas, jusqu'à

présent, révélé la solution qu'il envisage. Il a probablement insisté auprès du premier ministre britannique sur le fait que les gouvernements de Londres et de Dublin sont obligés de rechercher des formules qui ne soient pas rejetées par les unionistes d'Ulster.

Selon l'hebdomadaire britannique *The Sunday Times*, M. Haughey devait présenter à Mme Thatcher un plan qui, tout en reconnaissant l'autonomie de l'Ulster dans une Irlande fédérale, envisageait le rapprochement de l'Irlande et de la Grande-Bretagne. Les citoyens d'Irlande du Nord pourraient ainsi avoir deux nationalités : irlandaise et britannique. Les Britanniques résidant en Irlande du Sud auraient le droit de participer aux scrutins tout comme les ressortissants irlandais en Grande-Bretagne ont déjà le droit de vote dans ce pays.

A terme, Mme Thatcher pourrait se montrer intéressée par les propositions du premier ministre irlandais. Le montant élevé des dépenses publiques en Ulster (l'inflation y est plus élevée que dans le reste de l'Irlande) et le fait que l'initiative qui pourrait mettre fin à dix ans de violence sera la bonne venue à Londres, ont convaincu M. Haughey à besoin, lui aussi, de résultats positifs. Les son entreprise en faveur d'une solution à la question irlandaise. Mais il aura dû lui à convaincre les unionistes d'Ulster de ses bonnes intentions. Pour eux, il est le ministre qui a été renvoyé il y a dix ans du gouvernement, accusé d'avoir importé des armes pour l'I.R.A., et le fait qu'il a été acquitté par la cour de justice ne diminue pas leur méfiance.

JOE MULHOLLAND.

Italie

Démocrates-chrétiens et communistes recommencent à croiser le fer en vue des élections locales

De notre correspondant

Rome. — Pour la sixième fois en cinq ans l'Italie est en campagne électorale. Elle doit renouveler, les 8 et 9 juin prochains, la plupart de ses conseils régionaux, provinciaux et municipaux, à l'exclusion des régions à statut spécial (Sicile, Sardaigne, Val d'Aoste, Frioul et Trentin) et de quelques villes dont Rome et Gênes.

Comme toujours, des questions nationales dominent le scrutin et en constituent l'un des enjeux. On s'interroge autant sur l'avenir des alliances parlementaires à Rome que sur la coloration des futures « juntes » turinoises, napolitaines ou lombarde.

Les précédentes élections locales, en 1975, avaient été lourdes de conséquences. Dépassant toutes les prévisions, le parti communiste talonnait la démocratie chrétienne avec 33,4 % des suffrages et assurait le gouvernement de plusieurs régions et municipalités. Cette majorité donnée de la politique italienne devait se confirmer l'année suivante aux élections législatives et permettre au P.C.I. d'entrer dans la majorité parlementaire.

On n'en est plus là. L'Italie compte aujourd'hui une coalition de centre-gauche : les communistes ont regagné l'opposition. Les voix, à leur tour, sur la défensive : espérons que pas trop reculer dans le Midi où leur avance avait été la plus spectaculaire. Ils se satisfèrent d'un score de 30 %. Ce serait une grande victoire pour eux de conserver les municipalités importantes (Turin, Naples) et les régions (Piémont, Latium, Ligurie) conquises en 1975 et administrées souvent avec difficulté.

La démocratie chrétienne n'est plus déshonorée par le sursaut (dépassement). Entre premier et deuxième parti italien, l'écart semble trop grand désormais pour pouvoir être comblé. Les socialistes, eux, ne rêvent plus à de grandes victoires, même pour renverser leurs 12 % de 1975. Ils doivent se désemparer sans compter.

Le ton de la campagne est relativement dur. On avait fini par oublier à Rome que les démocrates-chrétiens, les communistes, les socialistes, les libéraux, les radicaux, les fascistes, au début du fer, de Carlo Donat Cattin, secrétaire général adjoint du parti gouvernemental, accusait carrément le P.C.I. de

financements illicites. Quelques jours plus tard, simple coïncidence ? — un journal procommuniste de Rome révélait que son fils était un terroriste.

Mais, dans l'ensemble, le débat politique n'attend pas la même violence qu'en France. S'ils échangent des piques, les partis communiste et socialiste ménagent l'avenir. Ne faudra-t-il pas collaborer, en tout cas, dans les régions « rouges » ? Le P.C.I. en contrôle six sur quinze actuellement. La D.C., qui gouverne les neuf autres, se garde bien d'attaquer ouvertement les socialistes, et, ceux-ci ayant un pied de chaque côté, ne veulent couper les ponts avec personne.

Les éléments les plus virulents ne dominent guère la campagne électorale. Si on met à part les territoires où l'un ou l'autre des deux camps a de graves difficultés en ce moment — les forces extrêmes du mal à se faire entendre. C'est le cas du Mouvement social italien de M. Almirante, qui ne compense pas le boycottage dont il est victime de la part de la presse par une activité souterraine. C'est aussi le cas des radicaux de M. Pannella, qui ont renoncé à participer à ces élections : ils auraient eu du mal à trouver des milliers de candidats et risqueraient surtout de devenir un parti comme les autres. Les socialistes espèrent bien récupérer leurs suffrages. Mais ce transfert n'a rien d'automatique. C'est-à-dire pas surtout au P.C.I. que les candidats libéraux des grandes villes avaient pris des voix l'an dernier.

Silvius leurs résultats, ces élections peuvent entraîner trois sortes de conséquences sur la politique nationale : soit une consolidation de la formule gouvernementale actuelle (démocrates-chrétiens, socialistes et libéraux) ; soit un élargissement de cette alliance aux socialistes-démocrates et aux libéraux ; soit, au contraire, une ouverture aux communistes. Ceux-ci continuent à réclamer « un gouvernement de solidarité démocratique », refusant toute formule de compromis. Mais il ne leur déplairait évidemment pas que la majorité parlementaire actuelle se déplace sur sa gauche plutôt que sur sa droite.

ROBERT SOLÉ.

Turquie

Après le 80^e tour de scrutin pour l'élection présidentielle

L'hypothèse d'une révision de la Constitution gagne du terrain

Après le quatre-vingtième tour de scrutin, l'Assemblée nationale turque n'est toujours pas parvenue, depuis le 22 mars, à élire le président de la République. Le premier ministre, M. Süleyman Demirel, a proposé le 21 mai que la Parlement procède à une réforme constitutionnelle qui permettrait que le chef de l'Etat soit élu au suffrage universel direct sans que le reste du système parlementaire soit modifié. L'opération serait possible, selon lui, en une dizaine de jours et permettrait de sortir de l'impasse.

Cependant, le terrorisme continue à sévir. Il a fait dix morts, dont cinq à Istanbul, dans la journée du 21 mai. L'auteur de l'attentat contre le général Sabri Demirel (« le Monde » du 21 mai) a été identifié : il s'agit, selon le journal « *Hürriyet* », d'Atilla Aydıçek, chef du mouvement extrémiste.

De notre correspondant

Ankara. — L'élection présidentielle turque est toujours dans l'impasse, aucun des candidats, soutenus respectivement par le Parti de la justice, au pouvoir, et le parti républicain, dans l'opposition, n'ayant réussi à dépasser 290 voix, alors que 318 sont nécessaires pour être élu. Le candidat soutenu par le parti républicain, M. Batur, ancien chef de l'aviation (cosauteur du mémorandum du 12 mars 1971 qui avait provoqué la chute du gouvernement de M. Demirel) et sénateur du contingent présidentiel, affilé au groupe du parti de M. Sevil, a été retiré. Une dizaine des élus du parti républicain avaient d'ailleurs boudé sa candidature en signe de protestation contre son rôle dans l'intervention militaire de 1971. Restait en piste un seul candidat, M. Bilgiç, président adjoint du Parti de la justice ; celui-ci n'a pu obtenir que 203 votes, ne réussissant donc même pas à faire le plein des voix des 264 élus de sa formation (188 députés et 76 sénateurs).

En fait de nouvelles candidatures, le nom de M. Caglayangil, du Parti de la justice, président du Sénat, qui assure à présent l'intérim du chef de l'Etat, ainsi que celui de M. Karakas, président de l'Assemblée nationale, sont souvent évoqués. Mais il ne peut y avoir élargissement des candidatures.

En marge de l'élection présidentielle, aussi bien le Parti de la justice que le Parti du mouvement nationaliste de M. Erbakan, récemment converti à la tenue d'élections anticipées, estimant que la composition actuelle de l'Assemblée est loin de refléter la véritable force des partis politiques au sein de l'électorat. Le Parti du salut national (extrême droite) n'y serait pas hostile, tandis que le parti républicain observe le silence sur cette éventualité.

Si les milieux de la gauche parlementaire ne considèrent pas la

Constitution comme un texte sacré et intouchable, en revanche, ils craignent que la révision souhaitée par les cercles gouvernementaux ne vise surtout à restreindre les libertés publiques.

Au Parti de la justice, une équipe formée par le professeur Yalcin, ancien député, jadis rival malheureux de M. Demirel pour la présidence du parti, et par M. Kafaloglu, sénateur du contingent présidentiel, a présenté des suggestions sur la révision constitutionnelle. Ils préconisent notamment l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel ; l'extension de la durée de chaque législature de quatre à cinq ans ; l'abandon du bicamérisme ; le Sénat devant être remplacé par un haut conseil de la République, où figureraient les anciens présidents de la République, les anciens chefs d'Etat-major des armées, ainsi que les anciens présidents des tribunaux suprêmes, comme membres de droit ; l'instauration du système de scrutin à proportionnelle, mais à deux tours.

Le président de la République, selon les deux auteurs de ces propositions, devrait disposer de compétences extraordinaires en des temps exceptionnels, à l'instar de l'article 18 de la Constitution française. Et cela, après consultation des présidents des Assemblées, du Conseil national de sécurité et du premier ministre.

Un Etat fort, un exécutif fort pour assurer la stabilité, tels sont les conditions posées par ce projet pour que le régime démocratique libre puisse être préservé. Le Parti de la justice estime en général que le gouvernement « fort et stable » dont le pays a besoin n'est possible qu'après une révision constitutionnelle. La campagne en faveur de celle-ci est donc bien amorcée, et la gauche ne manquera pas de faire connaître ses thèses à son tour.

ARTUN UNSAL.

Espagne

Les socialistes ont déposé une motion de censure au Parlement

De notre correspondant

Madrid. — Le parti socialiste a présenté une motion de censure contre le gouvernement Suarez, le mercredi 21 mai, en affirmant que celui-ci avait démontré « son incapacité à diriger le pays ». C'est la première fois qu'un tel mécanisme est mis en marche dans l'Espagne post-franquiste. La motion n'a pratiquement aucune chance de succès, étant donné le rapport des forces dans la chambre des députés. Le secrétaire général du PSOE, M. Felipe Gonzalez, a indiqué qu'il s'agissait surtout d'une « position morale ».

Pour la première fois depuis la formation de son troisième gouvernement en avril 1979, M. Adolfo Suarez avait accepté un débat de politique générale au Parlement. Ce ne fut pas sans mal, et la gauche avait pratiquement dû le forcer.

Le président du conseil a fait un long bilan de sa gestion, sans y mettre beaucoup de chaleur. M. Felipe Gonzalez n'a pas eu de mal en comparaison à apparaître comme un brillant orateur. C'est à la fin de son intervention, mercredi qu'il a annoncé le dépôt d'une motion de censure. Comme le stipule la Constitution, les socialistes ont dû présenter en même temps un candidat au remplacement de M. Suarez et ils ont choisi évidemment M. Felipe Gonzalez. Ils ont au moins cinq jours devant eux pour trouver des appuis parlementaires. Celui du parti communiste leur est assuré. Mais la formation gouvernementale, l'Union du centre démocratique, décline à elle seule 47 % des sièges à la chambre.

Les socialistes estiment que la société espagnole traverse une « crise très grave ». Ils reprochent à M. Suarez son « mépris » des règles du jeu parlementaire et affirment que, depuis un an, le niveau des libertés a diminué sans que la sécurité augmente pour autant, bien au contraire. Ils ajoutent que le gouvernement a failli à la plupart de ses engagements : l'administration bérée du franquisme n'a pas été transformée en profondeur ; il n'y a pas eu de relance de l'investissement, et le chômage a augmenté dans des proportions alarmantes ; il

n'exista aucune volonté pour mettre fin à la corruption ; la télévision qui relève de l'Etat ; les disparités sociales se sont accrues ; enfin, il n'y a pas de véritable politique des autonomies régionales.

Bref, le PSOE dresse un constat de faillite ou presque, alors que M. Suarez n'a accompli que le quart de son mandat. « Le gouvernement a perdu toute crédibilité », a dit M. Felipe Gonzalez. M. Santiago Carrillo avait tenu mardi le même langage.

En ouvrant le débat, M. Suarez a demandé qu'on lui accorde du temps pour répondre. « La démocratie est fragile », a-t-il dit, « parce qu'on ne peut pas réaliser en trois ans ce qui ne l'a pas été les cent cinquante dernières années ». Mais il n'a guère répondu aux accusations lancées par la gauche et la presse sur les réurgences du franquisme. Les procès contre les journalistes, le terrorisme d'extrême droite, les multiples atteintes aux droits des citoyens ont à peine été mentionnés dans son intervention.

M. Suarez a indiqué qu'il soumettrait au Parlement un statut des libertés publiques pour donner force de loi à ce qui a été sollicité par la nouvelle Constitution il y a un an et demi. En privé, ses collaborateurs reconnaissent que la situation n'est guère brillante à ce sujet. Ils citent la principale difficulté dans la volonté initiale de ne pas procéder à une quelconque « séparation ». L'appareil judiciaire, reste le même que sous le franquisme, explique-t-il, et se montre insensible aux critiques. L'administration travaille peu et manque du sens des responsabilités. La police est d'une efficacité douteuse.

Le premier ministre a présenté un bilan économique presque rassurant, mais n'y distingue que deux aspects vraiment positifs : la stabilisation de l'inflation aux alentours de 15 % (presque deux fois moins qu'il y a deux ans) et le relâchement des tensions sociales grâce à l'accord conclu entre le syndicat patronal et le syndicat socialiste, l'Union générale des travailleurs. Il est vrai qu'un tel accord est à mettre au crédit du P.S.O.E. plutôt que des autorités.

C'est au chapitre des autonomies régionales qu'on attendait surtout M. Suarez. Les revendications des régions de Catalogne, Pays basque et Catalogne ont été imputées à ses hésitations et à ses indécisions dans un tel domaine. Le chef du gouvernement a reconnu que la régionalisation du pays pouvait mener à « un échec grave ».

Il a malgré tout fourni une série de précisions qui permettent aujourd'hui à ses partisans d'affirmer que le cadre est tracé. Toutes les régions devront adopter d'ici à la fin de la présente législature, c'est-à-dire avant le deuxième semestre de 1983. Les différents territoires auront, s'ils le souhaitent, un niveau égal de compétences.

M. Suarez a annoncé que les élections régionales auront lieu désormais en même temps que les élections législatives ou municipales, ce qui répondra à 1983 le moment où les Andalous pourront élire leurs députés locaux, d'où les inquiétudes des nationalistes et des socialistes de cette région. En outre, les transferts de compétences seront désormais débattus sur le plan de la loi — alors qu'ils étaient jusqu'à présent au sein de commissions paritaires. Les nationalistes catalans et basques ne se sont pas encore prononcés sur le plan de M. Suarez. On saura bientôt s'ils sont aussi acceptés que les Andalous.

CHARLES VANHECKE.

Yougoslavie

● Un journaliste français espionné à Yougoslavie. — M. Michel Barthelemy, envoyé spécial de Radio-France-International, qui commençait un reportage en Yougoslavie par deux jours d'enquête à Zagreb, a été arrêté le mercredi 21 mai à l'aéroport de cette ville alors qu'il s'apprêtait à partir pour Sarajevo, seconde étape de son voyage. Puis il a été expulsé après que son passeport ait été revêtu d'une mention indiquant une interdiction de séjour de deux ans.

Elisabeth Badinter.
Et si l'instinct maternel n'existait pas ?

Histoire de l'amour maternel.
XVII^e-XX^e siècle.
376 pages.

FLAMMARION

Elisabeth Badinter l'amour en plus

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75221 PARIS - CEDEX 03
C.C.P. Paris 4207-33

ABONNEMENTS
3 mois 8 mois 12 mois
FRANCE - N.O.M. - T.O.M.
202 F 331 F 461 F 590 F
PAR VOIES ETRANGERES
367 F 561 F 794 F 1.250 F

ETRANGER
(par messagerie)
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
224 F 326 F 458 F 720 F
II. - SUISSE-TURQUIE
220 F 305 F 425 F 540 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) recevront bien entendu ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provisoires (à l'exception des abonnés à forfait) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande un mois avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PROCHE-ORIENT

Egypte

LE RÉFÉRENDUM ET LA RÉFORME DE LA LÉGISLATION « L'harmonisation de nos lois avec le droit islamique est en bonne voie » nous déclare le président du Parlement

Douze millions d'électeurs se rendent, ce jeudi 22 mai, aux urnes pour approuver par référendum — le cinquième en l'espace de cinquante ans — une série de réformes constitutionnelles dont la plus controversée vise à faire de la législation islamique — la source fondamentale de la loi — en Egypte (« Le Monde » du 22 mai).

Le Caire. — Président de l'Assemblée du peuple depuis 1978, ancien recteur de l'université du Caire, M. Soufi Abou Taleb, âgé aujourd'hui de cinquante-cinq ans, est connu en Egypte pour ses manières simples et ses idées. Docteur en droit de l'université de Paris en 1952, il est l'auteur de nombreux ouvrages dont l'un sur le statut juridique de la femme dans les pays arabes, publié en français à Beyrouth sous l'égide de l'UNESCO il y a dix ans. Proche du roi, M. Abou Taleb s'est fait, au sein du régime, le défenseur de l'islamisation des lois égyptiennes. Six commissions ad hoc travaillent sous ses ordres à cet effet depuis deux ans (« Le Monde » du 4/5 mai et 22 mai).

« Où en sont les travaux des commissions ?
— Ils sont en bonne voie. Les plus avancées sont celles visant à remplacer le droit civil d'inspiration française introduit en Egypte à la fin du dix-neuvième siècle. Viennent ensuite les travaux concernant le droit commercial, social, etc. Nous acheverons l'harmonisation de notre législation avec le droit islamique sans doute après quelques années, par le droit criminel qui est le toit de la maison. »

« Khoméini n'est pas l'islam »
« L'Egypte sera-t-elle alors semblable à l'Iran ou à l'Arabie Saoudite ?
— Non. Khoméini n'est pas l'islam. Par exemple, quand il révoque les femmes juges, il n'agit pas en tant que musulman, mais en tant que dirigeant. En islam, en dépit de l'épisode de la reine Khagaret Ed-Dou, qui régna sur l'Egypte quand y débarqua Saint Louis, la seule fonction qu'une femme ne peut exercer est celle de chef d'Etat. Il en va de même des non-musulmans fondés en Arabie pour voter l'alcool, ce n'est pas le droit coranique. Notre législation, une fois islamisée, restera, pour 95 % des textes, souple et adaptable. Mais il y aura des prescriptions immuables, rigides, pour tout ce qui a trait à l'homosexualité, au vol, à l'adultère, à la consommation du vin et du porc par les musulmans, l'apostasie de l'islam. »

« Un édile libyen, connu pour son opposition au colonel Kadhafi, a été découvert égaré mercredi 21 mai, dans son appartement dans la banlieue d'Alexandrie. Des inscriptions en arabe étaient portées sur les murs de la pièce. La victime, connue par ses compagnons de travail sous le nom d'Abdel Rahman, est le neuvième opposant libyen assassiné en trois mois. Quatre ont été tués à Rome, deux à Londres, un à Bonn et un à Beyrouth. La victime travaillait comme ouvrier dans une fabrique de meubles. » (Reuters)

De notre correspondant

— La minorité chrétienne sera-t-elle soumise à la charia (loi islamique) ?

— Les chrétiens, que vous traduisez en français par « protégés » et qui ne sont pas des citoyens diminués jouissent sous la charia de la liberté totale de croyance et sont à égalité avec les musulmans pour toutes les activités à cela près qu'ils ne peuvent accéder à la fonction de chef de l'Etat comme un non-musulman ne peut régner à Londres. La loi musulmane ne veut pas dire que les chrétiens seront soumis à tous les interdits islamiques, car il est prévu par exemple qu'ils pourront consommer librement du vin et du porc. Les sentences coraniques (pas de contrainte en religion) s'adressent aux chrétiens, mais ils ne peuvent en aucun cas changer de croyance.

Les copies pourront-ils librement bâtir des églises ?

— Ils devront, comme les musulmans pour les mosquées, obtenir un permis de construire. Mais vous ne pourrez, hélas ! jamais empêcher qu'il y ait des fonctionnaires tatillons.

Verra-t-on dans cette Egypte si indulgente des voleurs ayant le poing ou le pied tranché ?

— Jean Valjean au bagne pour un vol de pain est une chose impossible en islam, car le vol est nécessairement puni par la peine capitale, pas plus que le voleur d'un bien d'un secteur public car ce bien appartient à tous, donc aussi au voleur, on ne peut condamner quelqu'un qui se vole lui-même.

Peine capitale pour l'adultère

— La peine capitale sera-t-elle appliquée pour l'adultère ?

— Oui, car dans un pays régi par le droit islamique, l'adultère est un crime « public », c'est-à-dire contre la société. On ne peut donc pas le pardonner.

— Fournira-t-elle le chair est faible et le Coran parle sans cesse de miséricorde.

— Fournira-t-elle le chair est faible et le Coran parle sans cesse de miséricorde.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

Propos recueillis par J.-P. PERONEL-HUGOZ.

AFRIQUE

Maroc

Le roi Hassan II présente la réforme du Conseil de régence comme une mesure démocratique

Rabat. — Le roi Hassan II s'est adressé, mercredi 21 mai, au peuple marocain pour commenter à nouveau (« Le Monde » du 15 mai) le référendum constitutionnel portant sur la réforme du conseil de régence et l'abaissement de l'âge de la majorité du roi de dix-huit à seize ans. Ce premier référendum aura lieu le vendredi 23 mai. La prolongation de deux ans de l'actuelle législature fera l'objet d'une seconde consultation, le 30 mai.

Dans son discours, le souverain a fait appel à « la conscience » et à « la maturité » de ses sujets. Il leur a demandé de comprendre la réforme du conseil de régence comme « une mesure démocratique ». A l'appui de cette affirmation, il a cité le fait que, pour la première fois, non seulement les militaires, mais aussi les ouvriers marocains émigrés en Europe, ont le droit de voter.

Le sens de la réforme est clair, a-t-il dit en substance : si le roi meurt, son successeur pourra se préparer tout de suite à sa tâche au lieu d'attendre deux ans (le prince héritier Sidi Mohammed est âgé de seize ans et neuf mois). Le souverain a justifié aussi le choix du président de la Cour suprême pour présider le conseil de régence en rappelant que tous les membres de ce conseil ne devaient pas être forcément « des descendants d'Ala ». Ce passage était une allusion aux critiques de l'opposition socialiste contre la réforme.

Depuis que les deux référendums ont été annoncés, les formations politiques ont fait campagne en faveur du « oui ». Les deux grands partis, indépendant et islamique, en particulier, multiplient les meetings d'un bout à l'autre du pays et leurs journaux respectifs se transforment en tracts. Sur tous les murs des villes et des villages, des affiches de soutien au « oui » sont apposées, et la radio et la télévision diffusent tous les soirs des interviews des ministres ou des conseillers du roi qui se félicitent de la réforme. « On attend des élections », le thème général est toujours le même : « Voter oui, c'est voter pour la consolidation des liens qui nous unissent la monarchie et le peuple. »

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

Les électeurs marocains à renouveler le Parlement « avec une fréquence raisonnable ».

De son côté, l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.) a annoncé qu'elle laisserait ses électeurs libres de voter comme ils l'entendaient sur le premier point tout en faisant ressortir l'excès de pouvoir du président du conseil de régence qui sera le premier président de la Cour suprême.

En revanche, pour la deuxième consultation, la formation socialiste invite ses électeurs à boycotter tout simplement le scrutin.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

ROLAND DELCOUR.

مذا من الامل

ASIE

L'Afghanistan crucifié

I. - « Donnez-nous des armes »

par MIKE BARRY

Bien que les ministres des affaires étrangères des pays islamiques, réunis dans la capitale pakistanaise, aient adopté une position relativement plus modérée qu'il y a trois mois à l'égard de l'U.R.S.S. et qu'ils se soient prononcés pour la recherche d'une solution politique au conflit afghan, la résistance musulmane et nationaliste se déclare déterminée à poursuivre la lutte armée contre l'invasion soviétique. Mike Barry, auteur d'un ouvrage sur l'Afghanistan, qui a passé récemment plusieurs semaines à enquêter à la frontière pakistanaise, décrit dans une série de trois articles la situation dans les camps de réfugiés, la position des mouvements de résistances à l'extérieur, et, surtout, à l'intérieur du pays.

sent autour du visiteur, la main sur le cœur, en murmurant les formules rituelles de politesse. Tous sont très malgros mais restent fiers, camouflant soigneusement leurs frères sibouettes sous l'ample drapé du châle maron et sous les énormes volutes du turban. La stricte étiquette musulmane, dans ce cadre désolé,

gardez votre lait en poudre; donnez-nous des cartouches. Quelques rares réfugiés brandissent des Kalachnikov, prestidigités par la guerre. Depuis deux ans, les paysans afghans viennent au Pakistan vendre

de la zone montagneuse et difficile d'accès de Chitral, les rescapés récents de l'offensive soviétique au Khumar, sans l'excuse afghan vers l'Iran, enfin, d'une ampleur encore indéterminée: 30 000 nomades qui transhu-

pourrait être de l'ordre d'un million à la fin de l'année. Entre le 28 février et le 2 mars 1980, pour fermer une portion de frontière, l'armée soviétique a littéralement vidé la vallée du

Khumar de ses 130 000 habitants: le 10 mars, 37 754 survivants avaient été enregistrés dans les camps pakistanaï. Parmi eux, onze blessés graves seulement. Les fuyards sérieusement atteints n'ont pu survivre à une marche forcée de plusieurs jours par des cols enneigés de plus de 2 000 mètres.

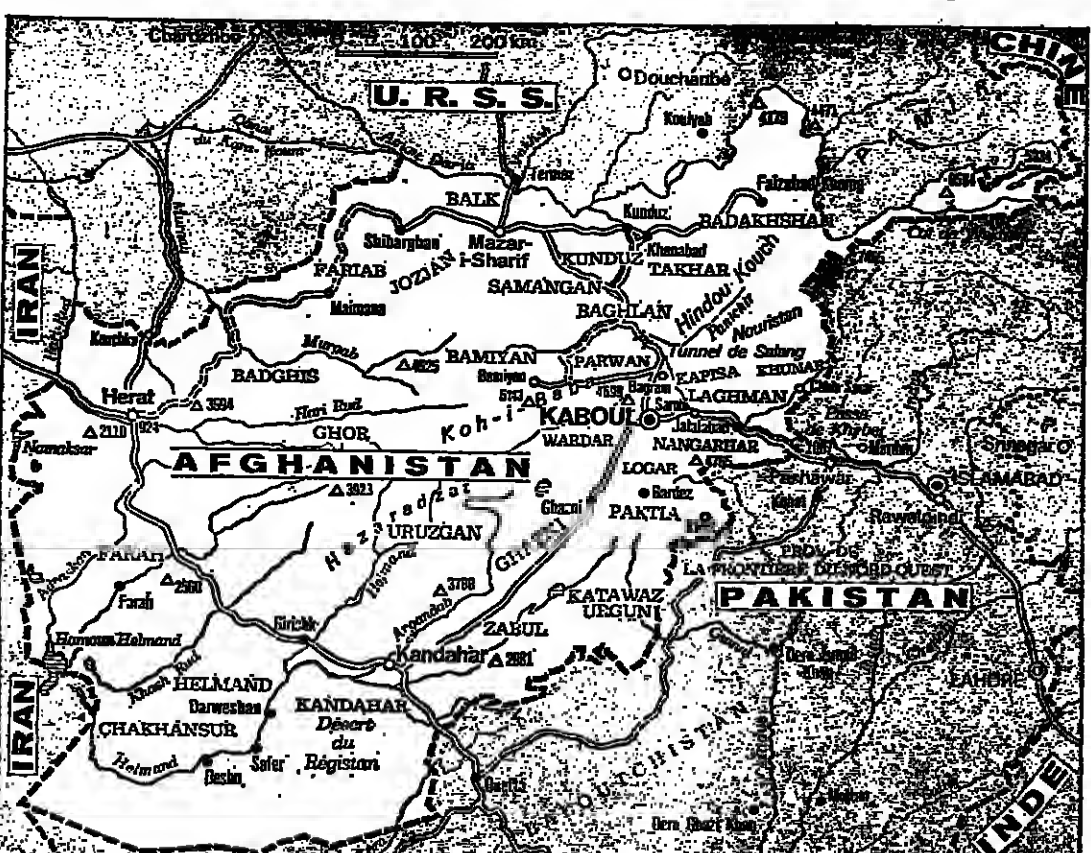
L'effort du Pakistan

Face à cet afflux, d'autres organisations que le H.C.R. (Haut Comité des Réfugiés, A.I.C.F. — Association internationale contre la faim) contribuent aussi en donnant des tentes, des médicaments et du lait en poudre, mais la charge la plus écumante échoit au Pakistan. Le gouvernement d'Islamabad alloue chaque jour 4 roupies (2 francs) à chaque réfugié recensé, avec un maximum de 50 roupies par famille — effort gigantesque pour un pays aussi pauvre. Dans les bureaux de poste, les banques et les écoles, la même affiche bleue multipliée — calligraphiée en caractères arabes pour les seuls lecteurs pakistanaï — sollicite les contributions. J'ai vu des Pakistanaï aïés abriter des familles réfugiées dans leurs propres demeures. Officiers de l'armée et agents de la compagnie aérienne nationale facilitent le déplacement des experts étrangers, consentent sous le manteau des réductions de transport, tout en déplorant tout haut l'abandon des Afghans par les puissances occidentales.

réfugiés afghans met le gouvernement d'Islamabad en situation délicate. Huit millions de Pakistanaï, dont certains occupent les plus hautes charges du pays, sont en effet pachouns, et donc de la même ethnique que 40 % de la population afghane. Le gouvernement du président Zia ul-Haq doit ménager à la fois les Soviétiques — envahisseurs potentiels, dont les Migs violent parfois des fins d'intimidation l'espace pakistanaï — et les chefs traditionnels pachouns, lesquels appellent à la guerre sainte pour secourir leurs frères de sang. Le gouvernement a opté pour la solution bâtarde: augmenter l'aide humanitaire aux réfugiés, tout en leur refusant une assistance militaire. Sans doute la frontière demeure-t-elle perméable, passant par crêtes et vallées en plein territoire tribal autonome pachoun — en quatre mois, l'armée soviétique a même, sous le nez, et les bombes, n'a pas réussi à la verrouiller. Les réfugiés la franchissent encore dans les deux sens, souvent pour échapper quelques coups de feu dérisoires avec les forces d'occupation qui campent sur leurs anciennes terres dévastées. Mais son fatal du lozin, le président Zia, dans un discours télévisé, a lui-même demandé, le 7 mars, aux Soviétiques de boucler cette frontière et de mettre un terme à leurs accusations contre le Pakistan. Peu à peu, l'état se resserre sur les résistants afghans, en passe de devenir ce qu'ils redoutent le plus: des mendiants internationaux vivant dans des camps, privés d'armes pour défendre leurs foyers.

Prochain article :

LES PARTIS EN EXIL



Peshawar. — « Nous ne laisserons qu'un million d'Afghans vivants. C'est suffisant pour construire le socialisme », aurait déclaré M. Sayed Abulhasan, commandant de la sinistre prison de Pôl-e Tchariki, à Kaboul, sous les régimes Taraki et Amin. Ceux-ci ont effectivement commis des atrocités dignes des Khmers rouges: enterrements de personnes vivantes, noyades en masse, exécutions par immersion dans les fosses d'aisance, etc. La présence à tous les échelons de l'administration de conseillers soviétiques n'implique-t-elle pas leur complicité? Moscou justifie son intervention militaire par l'activité de « bandits » contents, entraînés et armés par l'étranger. Or aucun observateur au Pakistan n'y a constaté l'existence de camps d'entraînement militaire pour les Afghans. Nul n'a vu d'armement américain ou chinois d'aucune sorte chez les maquisards.

de boue et de tentes, maintient encore quelques formes d'une civilisation qui meurt. Accroupis dans la gadoue, les hommes passent leur temps à discuter inlassablement de bombardements soviétiques, de leur propre manque d'armes, de l'abandon du monde. Sous une tente voisine, autour d'un feu de brossailles, les femmes s'affairaient à transformer en beurre clarifié le lait en poudre distribué par l'Union. D'autres, un bidon sur la tête, vont puiser à la rivière proche. Les guerriers chômeurs, les femmes resuscitent patiemment la vie quotidienne du village perdu.

La réalité de la résistance afghane, plus humble, est pathétique. C'est celle d'une population paysanne privée de son élite traditionnelle — clercs musulmans et intellectuels occidentalisés ont été exécutés par milliers — et profondément convaincue qu'on observe à l'extérieur. Après l'assaut brutal mené depuis deux ans contre sa culture et son indépendance, elle est sous le coup d'un traumatisme.

Au Pakistan, la résistance s'organise difficilement, dans un climat d'anarchie et de désespoir. Dans les nombreux camps de réfugiés de la zone frontalière — Badkhan, Khabulian — le visiteur voit d'abord des lignes uniformes de tentes neuves, dons d'organisations internationales, posées à même le sol que les pluies diluviennes du printemps transforment en cloaque. Des hommes barbus en pyjama kaki se pres-

sent autour du visiteur, la main sur le cœur, en murmurant les formules rituelles de politesse. Tous sont très malgros mais restent fiers, camouflant soigneusement leurs frères sibouettes sous l'ample drapé du châle maron et sous les énormes volutes du turban. La stricte étiquette musulmane, dans ce cadre désolé,

gardez votre lait en poudre; donnez-nous des cartouches. Quelques rares réfugiés brandissent des Kalachnikov, prestidigités par la guerre. Depuis deux ans, les paysans afghans viennent au Pakistan vendre

toutes leurs possessions, les produits de leurs récoltes et leurs animaux domestiques, pour acheter des vieux fusils anglais Lee-Enfield, des munitions pour Kalachnikov (15 F la balle), ou des armes à feu fabriquées de la main dans les échoppes du marché libre de Landi-Kotal, et qui exposent parfois entre les doigts du tireur. Les camps sont peuplés d'anciens habitants des villages anéantis par l'armée soviétique, venus mettre leurs familles en sécurité pour retourner au pays, fuir des envahisseurs et se replier dans la zone frontalière. La requête se transforme en cri de désespoir: « Si vous ne nous aidez pas, nous mourrons ».

Un clerc musulman à courte barbe noire prend sa tête à deux mains, le second docement, dit: « Nous retournerons chez nous pour mourir. Personne, personne ne nous aide. » Les réfugiés poussent en avant un ancien soldat de l'armée afghane, vêtu des loques de son uniforme. Il a déserté en février. Ayant perdu toute notion du temps au camp de Khabulian, Abdollah-Djan embrouille les dates en racontant son histoire:

« Nous sommes partis et puis nous sommes entrés dans un village nommé Seti-e Kandao. Les maisons des moujahidin (résistants) étaient toutes détruites par les bombes. Dans notre corps d'armée, trois cents Soviétiques sont morts, et deux cents des nôtres. On a capturé quatre blessés. De mes yeux je l'ai vu, on les a enterrés vivants. — Qui a donné l'ordre? — L'officier soviétique. Le Russe lui-même. De mes yeux je l'ai vu, ils étaient étouffés et blessés, on les a enterrés avec un bulldozer, il l'a ordonné. Moi il m'a giflé. Il m'a demandé de lui apporter à manger. Je lui ai dit: Infamie, donnez-moi à La'ana! Tu me bats! Et je lui ai dit aussi: l'Islam même tu l'as détruit! Tout ce que j'avais sur le cœur, je le lui ai dit. Tu m'as fait taire. Plus tard j'ai fui au Pakistan. »

Un adolescent aux yeux vitreux, qui a vu l'Apocalypse tomber sur sa vallée du Khumar s'appuie sur sa Kalachnikov: « Tu sais, nous n'avons pas une chance. Nous y retournerons pour mourir. » Il incline le visage: « Pour notre pays et notre foi. Pour notre nom, notre nom d'honneur. Pour être martyrs. » Défil mystique lancé du fond des âges? L'adolescent enchaîne d'une voix monocorde: « Tu ne déja vu un bulldozer enterrer des prisonniers vivants? Tu as déjà vu une bombe à fragmentation tomber sur ton village? Tu as déjà vu l'attaque des MIG-21? » Non; je ne l'ai jamais vu; sous son regard glacé, vieilli, c'est moi qui fais figure d'arrière-dignitaire. Ce patre médiéval connaît la guerre coloniale sous sa forme la plus impitoyablement moderne.

Au début du printemps, le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (H.C.R.) dénombrait plus de 750 000 fuyitifs afghans enregistrés dans les camps du seul Pakistan. C'est compter sans les clandestins, les fuyards égarés dans les neiges

maient entre l'Afghanistan l'hiver et le Pakistan l'été ont vu leurs troupeaux détruits, la frontière fermée, leur mode de vie anéanti et campent « clochardisés » au Pakistan. On obtient aujourd'hui un chiffre supérieur et, en tout cas, une des populations réfugiées les plus importantes du globe. Il

La solidarité viscérale des Pakistanaï frontaliers avec les

Delta les nouveaux guides



25 pays

pris sur le vif



distribués en librairies par Armand Colin

HOMMES GRANDS - HOMMES FORTS



CAPEL

74, bd de Sébastopol Paris 3^e • 28, bd Malesherbes Paris 8^e • Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e

RODOLPHE LINDT MONSIEUR CHOCOLAT

Lindt

ASIE

Corée du Sud

Seize villes sont touchées par la révolte

(Suite de la première page.)

A Kwangju même, les insurgés ont réquisitionné tous les véhicules qu'ils ont pu trouver pour organiser une énorme manifestation au moment de l'arrivée, annoncée pour jeudi, du nouveau premier ministre, M. Park Choong-hoon. On voit mal, étant donné la confusion qui règne dans la ville, où les émeutiers, fortement armés, sont dans un état d'intense excitation, comment le chef du gouvernement pourra arriver à un compromis. Il va devoir affronter, en effet, une atmosphère de guerre civile et d'anarchie totale.

« Plus cruels que les communistes »

Non seulement l'insurrection populaire ne semble pas avoir la moindre direction, mais, surtout, c'est la première fois que des ma-

M. PARK CHOONG-HOON

Le nouveau chef du gouvernement, M. Park Choong-hoon, nommé mercredi 21 mai par le président Choi, est né le 18 janvier 1913 dans l'île de Cheju, située au sud de la péninsule coréenne. Il fait une partie de ses études au Japon et obtient ensuite un diplôme de l'école supérieure de défense de Corée du Sud. En 1948, il commence sa carrière dans l'administration, au ministère de l'Industrie et du Commerce.

De 1953 à 1961, il est secrétaire général de l'armée de l'air. Placé dans le cadre de réserve en 1961, il devient ministre du Commerce en 1962. De 1967 à 1969, il occupe la fonction de ministre du Plan économique et des finances en même temps que celle de vice-premier ministre. Démis en juin 1969, il réapparait en 1973 au sein du gouvernement de Corée du Sud, en tant que ministre de l'Industrie et du Commerce.

De 1963 à 1961, il est secrétaire général de l'armée de l'air. Placé dans le cadre de réserve en 1961, il devient ministre du Commerce en 1962. De 1967 à 1969, il occupe la fonction de ministre du Plan économique et des finances en même temps que celle de vice-premier ministre. Démis en juin 1969, il réapparait en 1973 au sein du gouvernement de Corée du Sud, en tant que ministre de l'Industrie et du Commerce.

nifestants disposent d'armes et notamment de plusieurs automitrailleuses. En milieu de journée, nous avons été témoins d'échanges de coups de feu nourris entre l'armée, qui était alors retranchée dans le campus universitaire, et les insurgés.

C'est à 3 heures du matin mercredi que la capitale de la province de Cholla est tombée aux mains des insurgés. Depuis, tous les postes de police ont été désertés. Il n'y a plus aucune autorité dans cette ville de sept cent mille habitants, où selon les combattants, le tiers de la population participe à la révolte. Contrairement à ce qui s'est passé à Séoul, les habitants, apparemment exaspérés par les exactions qu'aurait commises l'armée et la fouille systématique des maisons par les parachutistes, s'étaient joints de lundi aux étudiants.

« Ils sont plus cruels que les communistes pendant la guerre de Corée », nous a dit, hurlant presque, un commerçant, parlant des troupes spéciales en action dans la ville.

C'est dans la nuit de mardi qu'a débuté l'insurrection et que l'armée a commencé à tirer sur les manifestants. Depuis mercredi, la ville est sillonnée en tous sens par des véhicules militaires et des autobus aux vitres brisées, roulant à tout allure. Ils sont pleins de crachats de manifestants, le visage caché par un linge pour se protéger contre les gaz lacrymogènes dont l'odeur flotte dans les rues. Pour la plupart, il s'agit de très jeunes gens.

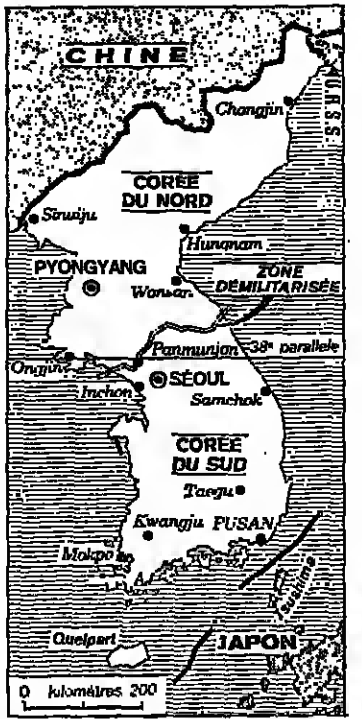
C'est dans la nuit de mardi qu'a débuté l'insurrection et que l'armée a commencé à tirer sur les manifestants. Depuis mercredi, la ville est sillonnée en tous sens par des véhicules militaires et des autobus aux vitres brisées, roulant à tout allure. Ils sont pleins de crachats de manifestants, le visage caché par un linge pour se protéger contre les gaz lacrymogènes dont l'odeur flotte dans les rues. Pour la plupart, il s'agit de très jeunes gens.

Les détonateurs de l'émeute

A plusieurs reprises, notre voiture a failli être « réquisitionnée » ou incendiée bien qu'il y ait eu à bord deux jeunes manifestants descendus d'une jeep pour nous escorter. La population, semble-t-il, très montée contre la presse qu'elle accuse de cacher la vérité, les manifestants ont, à l'exception de la presse, particulièrement facile, certains tirant sans discontinuer des rafales dans l'air. Dans les grandes artères de la ville jonchées de débris divers et parsemées de

carcasses de véhicules carbonisés, s'est massée une foule énorme de citoyens qui applaudissent le passage des jeunes gens.

La répression, samedi, de M. Kim Dae-jung, le principal dirigeant de l'opposition, et les excès de l'armée (inverifiables dans la confusion qui règne) semblent avoir été les détonateurs de l'émeute. A cela s'ajoute sans doute comme toile de fond le sentiment traditionnel de frustration des habitants de la province de Cholla, un pays discriminé par le reste du pays. Les personnes ori-



ginales de ce « grenier à riz » de la Corée passent, en effet, pour des gens à qui « on ne peut pas faire confiance ».

Au cours des dernières vingt-quatre heures, l'insurrection a fait, selon les manifestants, des centaines de tués et plus de deux

mille blessés. A l'hôpital Chon-Nam, mercredi après-midi, les médecins nous ont montré quinze cadavres, dont ceux de quatre soldats tués la nuit précédente. La plupart ont été tués par balle ou à coups de baïonnette. Pendant les deux heures que nous avons passées à l'hôpital bloqué en raison des échanges de coups de feu dans la rue, nous avons assisté à l'arrivée de quatre blessés dont trois par balles.

« L'armée commet un massacre »

Un étudiant d'une vingtaine d'années, victime d'un traumatisme crânien, expira sous nos yeux. Selon ses camarades, il avait été battu à coups de crosse par les soldats. Deux autres cadavres étaient dirigés vers la morgue, où s'alignent les corps à même le sol.

Les salles d'urgence étant comblées, les nouveaux arrivants sont placés sur des brancards dans le hall de l'hôpital. Sur la quinzième de personnes qui s'y trouvent, la plupart sans connaissance et sous perfusion. Sept sont blessés par balle, l'une d'entre elles spatulant complètement le visage. Les événements, fait penser à un hôpital en temps de guerre. Des femmes affluant pour donner leur sang. Les médecins déclarant qu'ils sont dans l'incapacité, étant donné le nombre de blessés, de leur apporter les soins adéquats.

« L'armée commet ici un massacre », nous dit un jeune interne, visiblement à bout de nerfs. En roulant vers le sud, nous avons croisé une dizaine de convois de deux à trois camions chargés de jeunes et parfois même d'enfants. Armés de fourchettes, de bâtons, de barres de fer, et parfois de carabines, ils se dirigeaient vers Kwangju à vive allure.

PHILIPPE PONS.

« IL FAUT BALAYER LE RÉGIME DICTATORIAL » déclarent des exilés coréens en France

Le Groupe d'études sur la nation, le « Gueun-ni », de M. Chung Sung-beh, auteur de l'étude la République de Corée depuis 1945 et ancienne victime du régime Park, nous a fait parvenir une déclaration, dont nous donnons ci-dessous des extraits.

« Le 17 mai 1980, à minuit, l'armée, à l'instigation du général Chon Too-hoon, chef des services de renseignements, s'est emparée du pouvoir en Corée du Sud. (...) Voté donc le peuple sud-coréen engagé dans une nouvelle épreuve de force contre les éléments les plus rétrogrades du pays. L'heure n'est plus de démentir tout au long de son histoire contre les oppresseurs au dedans et au dehors. Nous ne doutons pas que cette fois-ci encore son expérience et sa sagesse lui permettent d'arrêter le processus de démocratisation engagé depuis la fin désastreuse de Park Chung-hee. »

Le 17 mai 1980, à minuit, l'armée, à l'instigation du général Chon Too-hoon, chef des services de renseignements, s'est emparée du pouvoir en Corée du Sud. (...) Voté donc le peuple sud-coréen engagé dans une nouvelle épreuve de force contre les éléments les plus rétrogrades du pays. L'heure n'est plus de démentir tout au long de son histoire contre les oppresseurs au dedans et au dehors. Nous ne doutons pas que cette fois-ci encore son expérience et sa sagesse lui permettent d'arrêter le processus de démocratisation engagé depuis la fin désastreuse de Park Chung-hee. »

Le 17 mai 1980, à minuit, l'armée, à l'instigation du général Chon Too-hoon, chef des services de renseignements, s'est emparée du pouvoir en Corée du Sud. (...) Voté donc le peuple sud-coréen engagé dans une nouvelle épreuve de force contre les éléments les plus rétrogrades du pays. L'heure n'est plus de démentir tout au long de son histoire contre les oppresseurs au dedans et au dehors. Nous ne doutons pas que cette fois-ci encore son expérience et sa sagesse lui permettent d'arrêter le processus de démocratisation engagé depuis la fin désastreuse de Park Chung-hee. »

Le 17 mai 1980, à minuit, l'armée, à l'instigation du général Chon Too-hoon, chef des services de renseignements, s'est emparée du pouvoir en Corée du Sud. (...) Voté donc le peuple sud-coréen engagé dans une nouvelle épreuve de force contre les éléments les plus rétrogrades du pays. L'heure n'est plus de démentir tout au long de son histoire contre les oppresseurs au dedans et au dehors. Nous ne doutons pas que cette fois-ci encore son expérience et sa sagesse lui permettent d'arrêter le processus de démocratisation engagé depuis la fin désastreuse de Park Chung-hee. »

Le 17 mai 1980, à minuit, l'armée, à l'instigation du général Chon Too-hoon, chef des services de renseignements, s'est emparée du pouvoir en Corée du Sud. (...) Voté donc le peuple sud-coréen engagé dans une nouvelle épreuve de force contre les éléments les plus rétrogrades du pays. L'heure n'est plus de démentir tout au long de son histoire contre les oppresseurs au dedans et au dehors. Nous ne doutons pas que cette fois-ci encore son expérience et sa sagesse lui permettent d'arrêter le processus de démocratisation engagé depuis la fin désastreuse de Park Chung-hee. »

Le 17 mai 1980, à minuit, l'armée, à l'instigation du général Chon Too-hoon, chef des services de renseignements, s'est emparée du pouvoir en Corée du Sud. (...) Voté donc le peuple sud-coréen engagé dans une nouvelle épreuve de force contre les éléments les plus rétrogrades du pays. L'heure n'est plus de démentir tout au long de son histoire contre les oppresseurs au dedans et au dehors. Nous ne doutons pas que cette fois-ci encore son expérience et sa sagesse lui permettent d'arrêter le processus de démocratisation engagé depuis la fin désastreuse de Park Chung-hee. »

Le 17 mai 1980, à minuit, l'armée, à l'instigation du général Chon Too-hoon, chef des services de renseignements, s'est emparée du pouvoir en Corée du Sud. (...) Voté donc le peuple sud-coréen engagé dans une nouvelle épreuve de force contre les éléments les plus rétrogrades du pays. L'heure n'est plus de démentir tout au long de son histoire contre les oppresseurs au dedans et au dehors. Nous ne doutons pas que cette fois-ci encore son expérience et sa sagesse lui permettent d'arrêter le processus de démocratisation engagé depuis la fin désastreuse de Park Chung-hee. »

Le 17 mai 1980, à minuit, l'armée, à l'instigation du général Chon Too-hoon, chef des services de renseignements, s'est emparée du pouvoir en Corée du Sud. (...) Voté donc le peuple sud-coréen engagé dans une nouvelle épreuve de force contre les éléments les plus rétrogrades du pays. L'heure n'est plus de démentir tout au long de son histoire contre les oppresseurs au dedans et au dehors. Nous ne doutons pas que cette fois-ci encore son expérience et sa sagesse lui permettent d'arrêter le processus de démocratisation engagé depuis la fin désastreuse de Park Chung-hee. »

AMÉRIQUES

Uruguay

Création d'un « comité français pour la libération du général Seregni »

Un « comité français pour la libération du général Seregni » vient d'être créé 15, rue du Couchant, 93176 Savigny-le-Temple. (tel. : 063-03-03)

Ancien candidat du Front élargi (gauche) aux élections de 1971, le général Seregni a été arrêté après le coup d'État militaire de 1973. Il a été inculpé d'« attentat à la Constitution » et condamné pour ce chef, en 1976, à quatorze ans de prison.

Parmi les fondateurs de ce comité figurent les généraux Jacu Becarn, Fran. Blincoe et Paris de Bolandier, l'amiral Antoine Sauguier, et le colonel Henri Noguères. Les autres signataires sont MM. Guy Aurenche, Costa-Gavras, Jacques El. André Jacques, le rabbin Kaplan, Mme Alfred Kastler, Jacques Maury, Mgr Ménager, X. Louis Petit et M. André Stil et Bernard Stas.

Les signataires déclarent : « Tout au long de sa vie de militaire et d'homme politique, le général Seregni s'est montré le défenseur de la démocratie et des droits de l'homme. En 1968, alors commandant en chef de la région militaire la plus importante du pays, il démissionne de son poste, refusant de faire jouer ses forces armées un rôle répressif et antidémocratique. En 1971, il est nommé président du Frente Amplio, nouvelle force politique regroupant des formations issues des partis traditionnels Blanco et Colorado, la démocratie chrétienne, le parti socialiste, le parti

communiste, ainsi que d'autres formations politiques. Lors du coup d'État de 1973, le général Seregni est arrêté et dégradé. Remis en liberté provisoire, il est à nouveau arrêté en janvier 1976 et condamné à la suite d'une période de procès, victime de la répression comme des milliers de prisonniers de disparus et d'exilés, symbole de la démocratie en Uruguay. C'est pourquoi, réunissant notre soutien à la lutte pour la défense des droits de l'homme dans ce pays, nous demandons la libération du général Seregni. »

Un « groupe de convergence démocratique de l'Uruguay » a été créé le lundi 19 mai à Madrid, par plusieurs personnalités des différents partis politiques uruguayens qui veulent ainsi œuvrer de façon conjointe au renversement de la dictature dans leur pays. C'est la première fois depuis le coup d'État de 1973 que les différentes formations d'opposition, des conservateurs à l'extrême-gauche, s'unissent contre le régime.

Ces personnalités, qui ne représentent pas officiellement leurs formations au sein du groupe, collaboreront, selon leurs déclarations, à « l'élaboration d'un projet politique responsable » qu'ils opposeront au programme mis en œuvre par le régime pour institutionnaliser la dictature. — (A.F.P.)

La violence en Amérique centrale

Nicaragua, El Salvador, Guatemala : la violence sévit quotidiennement en Amérique centrale à l'intérieur de chacun de ces pays, mais aussi, de plus en plus, aux frontières.

● **Nicaragua.** Deux soldats de l'armée populaire sandiniste ont été tués et un troisième blessé dans l'attaque d'une patrouille nicaraguayenne par un groupe armé venu du Honduras à déclaré le mardi 20 mai à Managua le commandant Luis Carrion, vice-ministre de la défense. Le groupe, formé d'ex-gardes nationaux, se serait ensuite réfugié au Honduras. Les responsables sandinistes ont plusieurs fois affirmé que des anciens gardes sandinistes avaient cinq camps d'entraînement au Honduras, où ils attendaient des armes pour opérer des incursions au Nicaragua.

● **El Salvador.** Le colonel Guillermo Garcia, ministre de la défense, a démenti mardi que ses troupes aient été mises en état d'alerte le 21 mai, le long des frontières. « Je suis sûr », a-t-il déclaré, « que l'éventuelle intervention de trois mille « mercenaires » entraînés au Nicaragua, à que le gouvernement de ce pays ne se mêlerait pas de ce genre de choses. »

On apprend d'autre part que M. Ricardo Castro, dirigeant du Syndicat des travailleurs de l'industrie des transports, a été tué par des inconnus. Vingt-cinq personnes sont mortes, victimes de la violence politique, dans la plus petite des républiques d'Amérique centrale.

● **Guatemala.** Un ancien dirigeant du Syndicat des travailleurs de l'entreprise agricole El Salto a été assassiné dans la nuit du lundi au mardi 21 mai, dans la ville de Escuintla, à 60 kilomètres au sud de la capitale guatémaltèque. José Alfonso Perez, qui avait quitté son poste depuis dix jours à peine, était, selon les milieux informés, distingué dans la lutte pour l'indemnisation de nombreux ouvriers licenciés par la direction de l'entreprise.

D'autre part, un jeune professeur de l'université, M. Otto Dieck, a été assassiné le 20 mai par des inconnus. Le père de la victime, le colonel Oscar Dieck, ancien chef de la police nationale, a affirmé que son fils avait été tué en raison de ses idées anti-communistes et parce qu'il était fils de militaire. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

● **DOUZE DIRIGEANTS SYNDICAUX ONT ÉTÉ LIBÉRÉS** le mercredi 21 mai. Ils avaient été arrêtés ces dernières semaines pour incitation à une grève illégale, qui a paralysé, durant quarante et un jours, jusqu'au 11 mai, les industries métallurgiques de la ceinture industrielle de Sao Paulo. Parmi eux, figure M. Luis Ignacio da Silva, dit « Lula », ex-président du syndicat de Sao-Bernardo, qui avait été arrêté le 19 avril. — (A.F.P.)

États-Unis

● **UN CALME RELATIF EST REVENU À MIAMI** après les émeutes raciales de ces derniers jours (le Monde du 20 mai). Le couvre-feu a été levé mercredi 21 mai et les gardes nationaux ont commencé à se retirer des quartiers majoritairement noirs, où avaient eu lieu des scènes de violence et de pillage. La Maison Blanche a annoncé d'autre part que le président

Philippines

● **LES AUTORITÉS MILITAIRES PHILIPPINES** ont annoncé, mercredi 21 mai, que vingt-deux rebelles avaient été tués dans des affrontements avec l'armée qui se sont produits dans le sud du pays. Depuis trois semaines, le nombre des victimes au cours d'escarmouches avec la rébellion (moro musulmane) s'élève à soixante-trois. — (U.P.I.)

République Sud-Africaine

● **LA POLICE** a tiré sur les émeutiers noirs près de Bloemfontein, mercredi 21 mai. Selon les premières informations, un homme aurait été tué et deux femmes auraient été blessées après que des manifestants noirs eurent commencé à brûler des voitures et à lancer des pierres sur les véhicules qui passaient. — (Reuters).

Tchécoslovaquie

● **EXCLUSION D'UN PROFESSEUR D'OXFORD.** — Mlle Catherine Wilkins, professeur au

incroyable
UNE TONDEUSE QUI FERTILISE VOTRE GAZON

BOLEUS
2 temps et 4 temps

Une gamme complète de 3 à 5 cv en tondeuses hachecoises ou avec bac de ramassage. Grâce à un double système de coupe, l'herbe PUVÉRISE est projetée sur le sol et se transforme en humus qui fertilise votre gazon. Finies les courbes de ramassage ! AUTOTRACTABLE, le BOLEUS se faufile partout.

Documentation GRATUITE Tondeuses BOLEUS
YVAN BEAL & Co
BP 00747 - 21, av. de l'Agriculture
63014 CLERMONT FERRAND CEDEX
TEL. 031 91.93.51 — TELEX : 390 909
NOM :
ADRESSE :

destination ISLANDE
Pays des Amoureux de la Nature.
Découvrez l'Islande selon vos goûts et votre tempérament. Voyage indépendant ou circuit accompagné ; choisissez votre formule.

Glaciers, geysers, cascades, volcans, phénomènes géologiques. En voiture ou en véhicule tout-terrain, en circuit accompagné ou en expédition, en camping ou à l'hôtel.

Découvrez les merveilles de l'Islande.

ALANT'S TOURS
Spécialiste de l'Islande, vous propose l'ensemble des possibilités de découverte.

Demandez, sans engagement de votre part, la brochure destination ISLANDE « harmonies islandaises 80 » à votre agent de voyages ou à :

ALANT'S TOURS 1053
296.59.78 - 17, rue Molière 75001 Paris.

R.-P. PARINGAUX.

LA MAISON
qui vous transforme

ELEMENTS EN VRAI BOIS
Avec nos ensembles (en laté) toutes les combinaisons sont possibles :
rangement, armoires, lits, billards, tables, secrétaires, armoires, Style ou contemporain, toutes essences.

CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE PARIS XI
Métro Parmentier Parking assuré
TEL. 357.46.35

LA MAISON
qui vous transforme

ELEMENTS EN VRAI BOIS
Avec nos ensembles (en laté) toutes les combinaisons sont possibles :
rangement, armoires, lits, billards, tables, secrétaires, armoires, Style ou contemporain, toutes essences.

CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE PARIS XI
Métro Parmentier Parking assuré
TEL. 357.46.35

LA MAISON
qui vous transforme

ELEMENTS EN VRAI BOIS
Avec nos ensembles (en laté) toutes les combinaisons sont possibles :
rangement, armoires, lits, billards, tables, secrétaires, armoires, Style ou contemporain, toutes essences.

CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE PARIS XI
Métro Parmentier Parking assuré
TEL. 357.46.35

LA MAISON
qui vous transforme

ELEMENTS EN VRAI BOIS
Avec nos ensembles (en laté) toutes les combinaisons sont possibles :
rangement, armoires, lits, billards, tables, secrétaires, armoires, Style ou contemporain, toutes essences.

CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE PARIS XI
Métro Parmentier Parking assuré
TEL. 357.46.35

SCIENCES PO.
Préparations

Documentation sur demande

IPP
Téléphone

LA DÉCLARATION DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Première explication officielle et relativement circonstanciée du sommet de Varsovie, la déclaration faite mercredi 31 mai par M. François-Poncet devant l'Assemblée nationale a très visiblement tenu compte de la vague de critiques suscitée par l'initiative du président de la République, notamment en France. Selon le ministre des affaires étrangères, l'objectif premier de cette rencontre avec M. Brejnev était de faire passer les mises en garde nécessaires à l'égard de la situation, non seulement en ce qui concerne les deux pays sur la cause des tensions, mais aussi leurs réactions si celles-ci devaient se maintenir ou s'accroître. -

Autrement dit, M. Brejnev aurait reçu un avertissement en bonne et due forme : il devra renoncer, en particulier, à ses tentatives de « légitimer par quelque biais une situation inacceptable » (il a agit sans doute de la dernière proposition de M. Karmal, qui demande la reconnaissance de son gouvernement avant toute négociation) ainsi qu'« une aggrava­tion de l'intervention militaire ». Faut-il qu'il lui faudra procéder — et c'est là, selon Paris, le mérite des entretiens de Varsovie — à une juste appréciation des conséquences de ses décisions.

C'est donc un langage particulièrement dur qui aurait été

tenu au dirigeant soviétique ; il est frappant que M. François-Poncet n'ait employé à aucun moment de son explication le mot « détente ». Il a été question seulement de « dialogue » — et qui n'ait pas parlé non plus du projet de sommet des « principales puissances » en 1981 ; il faut croire, que cette suggestion est, pour le gouvernement aussi, « sans objet véritable » dans les circonstances présentes, comme l'a fait remarquer M. Corvo de Muxilla.

Il reste à savoir si M. Brejnev a retiré de la rencontre la même impression. Même entre partenaires parfaitement loyaux, les entretiens diplomatiques donnent très souvent lieu à malentendu, chacun ne retenant que ce qu'il avait envie d'entendre. L'incertitude, on peut avoir quelques doutes sur la manière dont le message - à travers la barrière de la courtoisie propre au président français et à ce genre de rencontre. Mais eurent, son interlocuteur soviétique avait sa religion faite bien avant d'arriver à Varsovie ; pour lui, le premier et probablement unique bénéfice de ce sommet était qu'il ait lieu, que l'on passât de l'absence à la présence, que l'on eût pu constater un dirigeant occidental comme avant l'Afghanistan. Tous les commentateurs de la presse de Moscou ne laissent aucun doute là-dessus.

Les réponses de M. François-Poncet aux critiques sur l'absence de consultation ont permis d'utiles mises au point sur l'indépendance de la politique étrangère française, mais elles laissent subsister quelques doutes sur la mise en œuvre. Pour autant que l'on sache, aucun gouvernement allié n'avait critiqué publiquement l'invitation faite à M. Gromyko de se rendre à Paris, en avril; en outre, l'on ne saurait mettre sur le même plan la rencontre Muskie - Gromyko, de Vienne, et le sommet Breinev-Giscard d'Estaing, de Varsovie, à moins d'admettre que les superpuissances ont une échelle protocolaire différente des autres, ce qui n'était certainement pas dans les intentions du ministre français. Enfin, il puisque M. Carter était averti la vendredi 16 mai du projet de rencontre à Varsovie, M. François-Poncet aurait pu tout aussi bien glisser un mot à ce sujet à M. Muskie, la veille le même jour, à Vienne. Le précédent de la rencontre avortée de Bonn, en janvier, entre les quatre ministres occidentaux (des fuites avaient eu lieu à ce sujet à Bonn et à Washington) n'est pas décisif, et M. Muskie, à qui une leçon était faite sur la nécessité de la consultation, eût sans nul doute été sensible à cette courtoisie, à l'occasion de son premier contact.

MICHEL TATU.

M. FRANÇOIS-PONCET, ministre des affaires étrangères, estime que la rencontre de Varsovie représente « une étape importante et nécessaire » dans le cadre de la politique « de fermeté et de dialogue » de la France, indiquant qu'il souhaite « réfuter » les interprétations douteuses et en tout cas erronées qui ont été données ici et là de l'événement, et dont certaines ont de quoi surprendre quand on voit où le trouble.

Il rétorque la thèse selon laquelle la rencontre de Varsovie serait née d'une « improvisation », rap-
pelle que le 10 mai 1955, le mi-
nistre de M. Giersek et ajoute :
« Elle s'inscrit, au surplus, dans
le prolongement d'un dialogue
qui, depuis le début de la crise,
a eu lieu entre la France et l'URSS
et la France et l'Allemagne ». Le
ministre insiste ensuite sur
l'importance de la crise interna-
tionale en déclarant : « Ne
pas se laisser distraire par les
événements qui se produisent
en présence d'événements dont
les conséquences mettent en
cause les fondements même de la
paix est une attitude nettement stig-
matiquement et grossièrement
incroyable en croyant s'être en-
gagé sur des méthodes et des rou-
tines de la diplomatie courante »,
et ajoute : « Ce n'est pas au mo-
ment d'une crise, telle que celle
actuelle, dans laquelle nous sommes
moment d'ailleurs, venu pour elle (la
France), alors que le monde est
engagé sur une pente dangereuse
de la solution de la guerre
et de la paix, que l'on se livre à
des écarts, des éloquentes, que soit
le langage des faits, il risque de
n'être pas entendu si personne

«*nos le prêtai sa mort. En s'y décidant, la France est dans sa vocation.* »

M. François-Poncet assure que le président de la République «*a voulu mettre tout le poids de la France dans la balance de la paix et déclarer d'autre part que l'il n'est pas d'exemple que la puissance militaire soit venue à bout de l'esprit de résistance de tout un peuple quand il est soutenu par le sentiment qu'a la France en matière internationale.* »

«*Il n'est pas d'exemple que la justice, de sa cause... J. Toutis formule, en particulier, qui vise-rait à légitimer par quelque biais une situation de fait inacceptable,*

Le ministre rappelle que M. Giscard d'Estaing a prévenu MM. Carter, Schmidt et Mme Thatcher que la rencontre n'avait pas pour objet « une négociation devant aboutir à des décisions » et précise que ces informations, qui ont été bien reçues, c'est en raison de précédents fâcheux, notamment celui de la réunion des quatre ministres occidentaux qui avait été envisagée en janvier dernier et dont les participants, bien qu'ils ne s'en rendaient pas leur origine à Paris, ont dénaturé le caractère. » Le but de cette rencontre, indique-t-il, était « de permettre à deux puissances, qui exercent des responsabilités de premier ordre, de se connaître avec exactitude leur position sur les causes des tensions actuelles et leur réaction

ne pourrait que conduire à une impasse. Toute aggravation de l'intervention militaire sur le terrain ne pourrait qu'accroître les tensions (...). » L'Afghanistan, poursuit-il, « ne doit pas devenir une place d'armes dirigée contre le peuple afghan, ni servir de base à un dommageable déploiement de forces d'armes soviétique qui serait inévitablement une menace pour d'autres. Mettre le peuple afghan en mesure de déterminer librement son avenir, enlever les nuisances politiques ou militaires à reconnaître sous souveraineté, telle est l'unique voie qui permette une solution. »

M. Muskie

si celles-ci devaient se matérialiser, le cas échéant, s'aggraver ». Il ajoute : « Lors de l'intervention de l'Union soviétique en décembre dernier, on a pu mesurer à quel point la communication avait fort défect. Il est important de combler cette lacune. C'est pourquoi, en France, c'est fait (...). Il est naturellement trop tôt pour apprécier les conséquences qu'en tireront les autres pays de l'Europe. En suite, Je constate que le point de vue français leur a été exposé dans complaisance et sans ambiguïté. On a donc pu conclure, selon toutes les apparences, compris. La rencontre a, d'autre part, confirmé que l'Union soviétique n'a pas encore compris une mesure plus exacte des dimensions de la crise et une

conscience plus claire de la nécessité de lui trouver une issue politique. Ceci ne signifie pas qu'elle en conçoive le règlement d'une manière que nous pouvons juger satisfaisante. Il est clair, comme on pouvait d'ailleurs s'y attendre, que les positions sont et demeurent

réitéré, souligne que les critiques qui se sont manifestées à propos de cette rencontre à témoignage d'une méconnaissance profonde des principes de l'action diplomatique de la France, des raisons qu'elle poursuit dans ses « efforts internationaux. La France, observe-t-il, conduit une politique étrangère indépendante. Elle poursuit des conversations avec qui elle l'entend et quand elle le juge utile pour le maintien de l'autorisation de personne. Le note d'ailleurs que la nécessité de maintenir le dialogue avec l'Union soviétique est unanimement reconnue. Rappelle que pour le moment, le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Alexander Haig, a dit qu'il n'est pas nécessaire à l'entretien qu'il a eu à Vienne avec M. Gro-

myko, le ministre indique : « Pourquoi ce qui est jugé, à juste titre, utile et nécessaire quand il s'agit de M. Muskie et de M. Gromyko deviendrait-il nuisible ou superflu quand il s'agit du président de la République et de M. Brejnev ? »

Le dialogue en conclusion s'adresse à la communauté internationale, et invite au dialogue indispensable sur les moyens d'éliminer les causes de la tension internationale, c'est aussi prendre le risque d'enfoncer les relations internationales dans un cycle d'incompréhension et de méfiance, de se laisser aller à ne s'occuper que d'abandonner soi-même au mouvement aveugle d'un engrenage qui pourrait être fatal. A moins, bien entendu, qu'il ne faille considérer que ce dialogue peut être réservé à une élite d'experts, et que ce n'est pas son rôle, le point de vue de la France. Il ne suffit pas cependant de le proclamer en paroles. Cette proclamation serait désoeur si nous acceptions de soumettre nos démarches à nos propres interrogations, à nos propres inquiétudes du premier « franchement de soucils ».

Londres (A.F.P.). — M. Giscard d'Estaing a dépêché, le jeudi 23 mai, à Londres, M. Patrick Leclerc, conseiller diplomatique à la présidence, pour informer le gouvernement britannique de la teneur de ses entretiens à Varsovie avec M. Breznev, x-à-on avis de source officielle dans la capitale.

**UNE RÉUNION DES P.C.
EUROPÉENS
AURA LIEU A BRUXELLES**
(De notre correspondant.)

M. Louis Van Geyt, a adressé, jeudi 22 mai, une invitation à tous les partis communistes d'Europe occidentale, pour une réunion qui aura lieu à Bruxelles au début de l'automne prochain, probablement pendant la première quinzaine d'octobre.

Le parti communiste français a confirmé sa participation.

Max Gallo/L'Express

Patrick Rotman

quelle va être la suite de cette réunion ?

Répondant au ministre, M. COUVE DE MURVILLE (R.P.R., Paris) se félicite de la volonté du gouvernement d'informer l'Assemblée « sur, indique-t-il, un événement que nous avons tout lieu de tenir pour important ». S'adressant à M. François-

Le ministre des affaires étrangères a répondu qu'il « appartient

Au CIC, vous tomberez moins souvent sur un distributeur de billets en panne.

Quand on est à court d'argent, les distributeurs automatiques de billets c'est bien pratique. Le problème, c'est qu'ils sont souvent en panne quand on en a le plus besoin.

Le Groupe CIC a mis au point un système de contrôle permanent de 19 de ses distributeurs, dont vous trouverez la liste ci-dessous, pour qu'ils vous rendent service le soir après l'heure et le week-end aussi. Ce service sera étendu dans l'avenir à tous les distributeurs du Groupe CIC dans Paris.

La réparation d'un appareil en panne intervient rapidement. Chaque distributeur est relié électroniquement à un central de contrôle qui détecte automatiquement chaque panne. Une équipe de techniciens est alors aussitôt envoyée sur place. Et ceci, du lundi au vendredi de 8 h à 23 h 30, le samedi et les jours fériés aux heures de plus fort débit.

Au CIC, nous voulons vous simplifier la vie. Nous sommes convaincus que nous pouvons rendre certaines opérations bancaires plus rapides, plus automatiques. C'est notre manière de construire la banque de demain, la banque libre-service.

28, rue du Quatre-Septembre - Paris 2^e
2, boulevard Raspail - Paris 7^e
26, avenue Franklin-Roosevelt - Paris 8^e
3, place Clichy - Paris 8^e
8, boulevard de la Madeleine - Paris 9^e
64, rue de la Chaussée d'Antin - Paris 9^e
98, rue Saint-Lazare - Paris 9^e
54, rue de Provence - Paris 9^e
Gare du Nord - Paris 10^e
188, avenue Daumesnil - Paris 12^e
Gare de Lyon - Hall des billets
111, avenue d'Italie - Paris 13^e
202, boulevard Raspail - Paris 14^e
280, rue de Vaugirard - Paris 15^e
12, place Victor-Hugo - Paris 16^e
35 bis, rue Joffroy - Paris 17^e
6, place des Ternes - Paris 17^e
4, place Jean-Baillet - 92 La Garenne
153, bd Jean-Jaurès - 92 Boulogne

**Un banquier à votre service
et une banque libre-service.**

CICE

destination
ISLANDE
L'Islande
au gré de votre fantaisie
swan + voiture

ALANT'S TOURS 296.59
17, rue Molière 75001 Paris

"Excellente enquête" Max Gallo/L'Express

Hervé Hamon Patrick Rotman

**L'effet
Rocard**

Collection "Les Grands Leaders"
dirigée par Claude Glayman

Stock



AUX BAHAMAS
c'est toujours l'été!

Camino vous propose
3 départs garantis chaque semaine.
durée des séjours au choix
(du long week-end aux vraies vacances)
grand éventail d'hôtels :
(du Tourisme au Grand Luxe)

de 2990 F à 5280 F* selon hôtels et dates choisies
(pour une semaine Paris/Paris transport, transferts et hôtel)
nouveau: garantie des prix. En cas de paiement total à l'inscription,
exonération des hausses ultérieures.
Tous renseignements et documentation chez votre agent de voyages ou
CAMINO, 21, rue Alexandre Charpentier
75017 Paris - tél. 755.77.90 - 380.55.58

*prix révisibles en fonction des hausses carburant.

Camino AIR BAHAMA

A VARSO

M. Lecannel
d'une conférence
avant la « gran

M. Mitterrand : il ne faut pas se laisser de s'exposer au ca
l'absence

M. ELANC (P.R.)
EST « CONSTERNÉ »
LES PRÉFÉCTIONS DU P.D.P.

Jacques Chirac, secrétaire
 général du parti, a déclaré
 à la presse : « Il n'y a pas
 de doute sur les intentions
 de M. de Gaulle. Il n'a
 jamais voulu que la France
 soit gouvernée par des
 hommes d'extrême droite
 et d'extrême gauche. Il
 veut une France libre et
 démocratique, une France
 qui se gouverne elle-même
 et qui ne soit pas le jouet
 de quelques hommes
 politiques. Il veut une
 France qui soit capable
 de défendre ses intérêts
 et de respecter ceux des
 autres. Il veut une France
 qui soit libre et
 démocratique. »

Le Monde

politique

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE BROGLIE

Selon M. Ducret, M. Poniowski en savait plus qu'il ne l'a dit

L'audition de M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire, a fourni deux éléments nouveaux d'information, mercredi 21 mai, à la commission spéciale chargée d'étudier la proposition de résolution socialiste tendant à mettre M. Michel Poniowski en accusation devant la Haute Cour de justice à la suite de l'affaire de Broglie. La commission ne devait examiner que le premier des trois motifs d'accusation socialistes (violation du secret de l'instruction, dissimulation de documents à la justice, non assistance à personne en danger). L'audition de M. Ducret lui a permis d'aborder le second, dont il ne devait être question que mercredi 22 mai.

Les socialistes reprochent à M. Poniowski de n'avoir pas communiqué à la justice deux rapports de police, publiés par le *Cinquantenaire*, le 2 avril dernier, selon lesquels des projets d'assassinat de M. Jean de Broglie étaient en préparation. L'ancien ministre de l'Intérieur a toujours nié avoir eu connaissance de ces rapports avant l'assassinat du 24 décembre 1976. Son successeur, M. Christian Bonnet, a juré sur l'honneur, le 9 avril, à l'Assemblée nationale, que M. Poniowski ne savait pas.

Or M. Ducret a révélé en répondant, devant la commission, à une question de M. Louis Odru, député communiste de Seine-Saint-Denis, que le 24 décembre 1976, après l'assassinat de Jean de Broglie, il avait, par téléphone, son supérieur hiérarchique, M. Maurice Bouvier, directeur central de la police judiciaire, de l'existence des deux rapports de police, publiés par le *Cinquantenaire*, le 2 avril dernier, selon lesquels des projets d'assassinat de M. Jean de Broglie étaient en préparation. Cette première indication est contradictoire avec les assurances données par M. Bonnet à l'Assemblée nationale. Selon M. Ducret, le directeur central de la police judiciaire, au moins, a eu les documents entre les mains.

M. Maurice Bouvier en ayant pris connaissance, il est raisonnable de penser qu'il les a communiqués, par la voie hiérarchique, au ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Ducret, précisant à ce sujet que le 28 décembre 1976 au soir, quatre jours après le meurtre, et la veille de la conférence de presse, au cours de laquelle M. Poniowski a annoncé l'arrestation de toutes les personnes impliquées dans le meurtre, il a participé, dans le cabinet du ministre de l'Intérieur, à une réunion qui rassemblait autour de M. Poniowski et de son directeur de ca-

binet, M. Jean Paolini, MM. Bouvier, Ottavio, chef de la brigade criminelle, Robert Pandraud, directeur général de la police nationale et Sommeville, préfet de police. Ce soir-là, a déclaré M. Ducret, aucun des participants à la réunion ne paraissait ignorer l'existence des documents et leur contenu.

Avant ou après

Cette seconde indication ne contredit pas la première déclaration, le 3 avril, de l'entourage de M. Poniowski, selon lequel l'ancien ministre de l'Intérieur « n'a jamais eu connaissance d'aucune note, document ou information concernant un éventuel projet d'assassinat du député Jean de Broglie avant la disparition de celui-ci ». Avant, non ; après, oui, selon M. Ducret. Avant ou après, M. Poniowski ne le précisait pas lorsqu'il déclarait, le 8 avril, à l'Assemblée nationale, qu'il n'avait jamais vu ni lu un document, une note, une information sur ce sujet et qu'aucune information n'avait été « portée à sa connaissance dans ce domaine ».

La révélation de M. Jean Ducret devrait au moins appeler une mise au point de M. Christian Bonnet. Il serait utile que le ministre de l'Intérieur dise si le serment solennel qu'il a prêté, le 9 avril, à l'Assemblée nationale, s'applique à la période qui a précédé le meurtre ou à celle qui l'a suivi.

Or M. Ducret a répondu : Ce point de chronologie est essentiel pour éclaircir les travaux de la commission spéciale sur le troisième motif d'accusation formulé par les socialistes : « Non-assistance à personne en danger ». Cette accusation ne serait fondée que dans l'hypothèse où M. Poniowski aurait eu connaissance des rapports de police avant l'assassinat, ce qu'il continue de contester avec force. En revanche, le fait qu'il ait su ce qu'il contenait seulement après, comme M. Ducret semble l'admettre, suffit à nourrir le second motif d'accusation : dissimulation de documents à la justice. La commission spéciale poursuivra ses travaux sur ce point le mercredi 22 mai. Elle entendra une nouvelle fois M. Ducret.

Secret de l'instruction

La commission a entendu, mercredi 21 mai, deux autres « témoins », MM. André Braunschweig et Olivier Guichard, sur l'accusation de violation du secret de l'instruction. M. André Braunschweig, conseiller à la Cour de cassation, ancien président de l'union syndicale des magistrats a répété ce qu'il avait dit à l'époque, le 4 janvier 1977, à savoir que les « propos tenus lors de la conférence de presse du 29 décembre 1976 par MM. Poniowski, Ducret et Ottavio, constituaient une violation « grave » du secret de l'instruction.

Les policiers et le ministre de l'Intérieur avaient annoncé l'arrestation de six personnes à la suite de l'assassinat de Jean de Broglie et exposé le mécanisme financier qui, selon eux, étaient à l'origine de l'assassinat. M. André Braunschweig s'était alors étonné qu'un ministre de l'Intérieur « prenne la liberté de donner des renseignements sur des procès en cours qui appartiennent seulement au juge ».

Pour sa part, M. Olivier Guichard, garde des Sceaux à l'époque des faits, a paru accablé par la thèse défendue par M. Braun-

schweig. Au lendemain de la conférence de presse du 29 décembre 1976, la chancellerie avait fait connaître « officieusement » sa « surprise » et répété qu'il est contraire au code de procédure pénale de présenter comme coupables des personnes qui n'ont pas encore fait l'objet d'une inculpation. M. Guichard a précisé, devant la commission, que la dépêche A.P.F. du 30 décembre, qui prenait en compte ces indications « officieuses » était, en fait, un communiqué rédigé par son directeur de cabinet et diffusé avec son accord.

À la suite de cette audition, les socialistes considèrent que la violation du secret de l'instruction est flagrante. « C'est impudique », a déclaré M. Pierre Guindon (Aude). Les communistes en sont d'accord. La majorité n'est pas de cet avis. L'un de ses juristes les plus éminents remarque que les faits révélés par M. Poniowski et les policiers au moment de la confé-

rence de presse n'étaient plus qu'un « secret de polichinelle » dans la mesure où la presse — le *Monde* notamment — en avait fait état auparavant.

Le même juriste remarque que l'article 11 du code de procédure pénale dispose que « la procédure au cours de l'enquête est secrète ». Toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel dans les conditions et sous les peines de l'article 378 du code pénal. Selon lui, cet article pourrait s'appliquer à M. Ottavio, chef de la brigade criminelle, puisqu'il agissait sur commission rogatoire du juge d'instruction, mais certainement pas au ministre de l'Intérieur, qui ne « concourt » pas à la procédure. À moins, ajoute-t-il, de considérer M. Poniowski comme complice d'un délit qu'aurait commis M. Ottavio.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Des ignorants qui savaient tout

(Suite de la première page.)

La mensonge est avéré : l'homme sur qui reposait tout l'édifice bâti par l'Assemblée nationale, d'un coup de pied en démentant ce que son supérieur affirmait.

L'impudence est patente : le ministre de l'Intérieur a sciemment trompé l'Assemblée en ayant la conviction qu'il ne lui serait pas demandé compte de sa tromperie.

Le mépris, dès lors, apparaît une fois de plus comme l'âme du gouvernement. Mépris à l'égard de l'Assemblée, de la magistrature, et de quiconque ose douter des déclarations de l'exécutif.

Mépris, impudence, mensonge, que voilà de grands mots. Malheureusement pour le titulaire du portefeuille de l'Intérieur, ils n'auront pas de conséquences. Le portefeuille demeurera la propriété de celui à qui on l'a remis. Puisque, visiblement — cette constatation ne va pas sans que pour M. Bonnet — tout est permis quand on a le soutien du Prince.

En d'autres temps, ou sous d'autres cieux, le ministre, aussi publiquement convoqué d'être un menteur, aurait songé à remettre sa démission. Pourquoi ? Pour l'honneur.

PHILIPPE BOUCHER.

LES DÉCLARATIONS DE M. CHRISTIAN BONNET A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Voici ce que déclarait M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, le mercredi 9 avril, à l'Assemblée nationale, en réponse à une question de M. Emmanuel, député socialiste des Landes :

« Après le meurtre de Jean de Broglie, le 24 décembre 1976, en compagnie de l'informateur, le commissaire se présente le 26 janvier 1977 au cabinet du juge d'instruction. Ils l'informent alors verbalement de la totalité des renseignements fournis par cet indicateur. Verbalement, en effet, puisqu'une règle de déontologie policière veut que l'identité d'un informateur soit toujours préservée. Il ne s'agit pas de porter une appréciation sur la suite de l'affaire, en raison du secret de l'instruction. En revanche, j'ai le devoir, pour lever toute ambiguïté de préciser que les deux notes n'ayant été transmises ni à l'autorité administrative ni à l'autorité judiciaire, la première ne saurait être considérée comme cachée, quelque chose à la seconde. M. Ducret n'a pris ses responsabilités. Je lui

garde ma confiance. Que celui qui ne s'est jamais trompé lui jette la première pierre ! Après lui, j'ai été avec gravité et sur mon honneur que ni le préfet de police, ni le directeur central de la police judiciaire, ni le directeur général de la police nationale, ni le cabinet du ministre de l'Intérieur de l'époque, ni le ministre lui-même, n'ont eu connaissance de ces deux notes, et que toutes les institutions à ce propos sont totalement dénuées de fondement. »

L'indépendance des Nouvelles-Hébrides

M. DIJOU RECEVRA A NOUMÉA UNE DÉLÉGATION DE COLONS FRANCOPHONES

M. Dijoud, qui est arrivé le 21 mai en Nouvelle-Calédonie, recevra, à Nouméa, une délégation de colons, néo-hébridaise appartenant à la minorité francophone du condominium francobritannique, qui doit accéder prochainement à l'indépendance. Selon toute vraisemblance, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM s'entretiendra aussi avec le chef du gouvernement des Nouvelles-Hébrides, le pasteur prêtre Walter Lina, chef de la minorité anglophone, président du Vanuatu Pétit (VAP), afin de rechercher avec lui les moyens de dénouer la situation politique. Celle-ci est bloquée par les divergences sur la nature du futur Etat, opposant le courant majoritaire à la minorité francophone (le *Monde* du 10 mai).

AU SÉNAT

Le projet de loi d'orientation agricole est voté en seconde lecture

Le Sénat a voté en seconde lecture, jeudi 22 mai à 1 heure du matin, par 173 voix contre 104 (P.C., P.S., rad. de g.), l'ensemble du projet de loi d'orientation agricole. Les deux Assemblées n'ayant pu se mettre d'accord sur un texte définitif, une commission mixte paritaire a été aussitôt convoquée.

Les modifications apportées par les sénateurs au projet voté par l'Assemblée concernent principalement les pouvoirs du Conseil national d'orientation de l'économie agricole, le statut des épouses d'exploitants, la révision des prix de base de préemption par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER), le contrôle des structures lors des successions et la liberté de discussion des baux de carrière.

Avant le scrutin final, deux sénateurs ont expliqué leur vote. M. CHAMPELLE (Cotéor), président du groupe socialiste, a indiqué que ses amis se prononceraient contre un texte qui omettait notamment d'inscrire dans la loi la notion de « garantie de prix minimum », M. JARGOT (P.C.,

Isère) annonce que son groupe votera contre un projet qui ne donne aucune assurance que la politique agricole de la France serait décidée en France.

Le Sénat avait repris au début de sa séance de l'après-midi l'examen des dix derniers articles du texte, qui intégraient les successions, le statut du fermage et l'aménagement rural.

L'extension du champ d'application du statut du fermage (article 26 bis) a donné lieu à un large débat et au vote, par 188 voix contre 88, d'un amendement du rapporteur, M. RUDLOFF (Un. cent., Bas-Rhin), mais combattu par le rapporteur de la commission des affaires économiques, M. SORDEL (R.I., Côte-d'Or). En première lecture, le Sénat avait prévu plusieurs dérogations à la législation, notamment les « mises à disposition à titre gratuit » ; dérogation supprimée par l'Assemblée nationale et que les sénateurs ont voulu rétablir. Au même article, un autre amendement de M. Sordel celui-là, a été adopté : il prévoit une dérogation pour les « éleveurs situés à proximité d'une habitation ou contigus à celle-ci et en constituant l'accessoire ».

Le « bail de carrière »

et le droit de préemption des SAFER

Longue discussion ensuite à propos de l'institution d'un « bail de carrière » (dont la durée coïncide avec celle de l'activité professionnelle de l'exploitant), que M. CHAUVIN (un. cent., Val-d'Oise) voudrait voir supprimer ; ce qu'il n'obtient pas.

De même, M. LEDERMAN (Val-de-Marne), au nom du groupe communiste, aurait voulu supprimer le dernier alinéa de l'article prévoyant la progressivité des prix pour ces baux. Mais il est battu par 206 voix contre 88.

estime le prix du vendeur exagéré, elle peut faire une offre d'achat à ses propres conditions. Le vendeur peut alors retirer son bien de la vente (ou en appeler à l'arbitrage du tribunal de grande instance). Si, dans les trois ans qui suivent, il remet son bien en vente, la SAFER ne peut refuser de l'acquiescer aux conditions qu'elle avait elle-même fixées. — A. G.

Un amendement du rapporteur, M. SORDEL, est en revanche adopté : il enlève à la commission départementale paritaire consultative des baux ruraux la possibilité d'autoriser les parties à fixer librement le taux des baux de carrière.

Par 223 voix contre 57 et 296 contre 43 (vote par division), un amendement à l'article 14 bis B sur le droit de préemption des SAFER est adopté. Cet amendement est à l'initiative du rapporteur, M. SORDEL, complété par une disposition proposée par M. DE MONTALEMBERT (R.P.R., Seine-Maritime), prévoit notamment que, si la SAFER

Le Centre d'études et de recherches égalitaires et libertaires (CEREL), dont le secrétaire général est M. Jean Guion, rappelle que M. Roland Nungesser, député R.P.R. de Val-de-Marne, n'est plus adhérent du CEREL depuis trois ans et qu'il n'a, à aucun titre, le droit d'utiliser ou de s'approprier le sigle du Centre. Le CEREL s'inspire, selon M. Guion, « des principes de la Nouvelle Société de Jacques Chaban-Delmas ». Ce n'est donc pas au titre du CEREL que M. Nungesser participera au Club des clubs organisés le 22 juin à l'initiative de M. Jean-Pierre Fourcade, président du club giscardien Perspectives et Réalités (le *Monde* du 11-12 mai).

L'ANCIEN MINISTRE DE L'INTÉRIEUR : les déclarations de M. Jean Ducret confirment les miennes.

M. Michel Poniowski nous a déclaré jeudi 22 mai : « M. Ducret a confirmé tout ce que j'ai dit jusqu'à maintenant, c'est-à-dire que je n'ai jamais été informé (des rapports de police faisant état de projets d'assassinat de Jean de Broglie) avant le meurtre. Je ne pouvais pas prendre des mesures pour une affaire au sujet de laquelle je n'étais pas informé ». M. Poniowski considère les interprétations selon lesquelles les déclarations de M. Ducret sont contraires à ses propres prises de position comme une « dérive manipulatrice non admissible ».

VIENT DE PARAÎTRE FRANCIS LEFEBVRE 15, rue Viète Paris 17^e

MÉMENTO PRATIQUE FISCAL 1980
Prix en notre librairie : 145 F - Franco 156 F

Bahamas îles incomparables !

Les Bahamas

- où 700 îles au soleil vous attendent...
- où tous les sports nautiques sont pratiqués...
- où le farniente des "out islands" voisine avec la vie brillante de Nassau.

Les Bahamas, îles incomparables : les plaisirs conjugués du soleil et de la mer.

Les Bahamas :

- porte ouverte sur HAÏTI, LA JAMAÏQUE, LA FLORIDE, et bien d'autres destinations.

Que vous souhaitiez un billet d'avion au prix le plus intéressant ou un séjour complet (aller-retour + hôtel + excursions...) AIR BAHAMA vous conseille au mieux de vos intérêts. L'éventail de ses propositions est grand et peu s'adapte à tous les budgets. Fidèle à sa tradition d'accueil et de service AIR BAHAMA vous reçoit à bord. Ses hôtesses parlent français.

Tout renseignement et documentation : AIR BAHAMA, 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris - Tél. : 742.32.26.

AIR BAHAMA

Asie : des prix dingues pour les fous du voyage.

□ Bangkok : A.R. départ Paris, à partir de 3350 F

□ Bali : A.R. de Paris, 1 à 6 semaines de séjour, à partir de 5660 F

□ Découverte de l'Indonésie : transports, accompagnateur, hôtels. 22 jours 8160 F

□ Irian Jaya - Les Moluques : transports, accompagnateur, hôtels. 28 jours ... 12310 F

Pas de frais de dossier

Delta :
les voyages, passionnément.

Delta voyages, 54 rue des Ecoles, 75005 Paris, Tél. 329.21.17

VIENT DE PARAÎTRE FRANCIS LEFEBVRE 15, rue Viète Paris 17^e

MÉMENTO PRATIQUE SOCIAL 1980
Prix en notre librairie : 130 F - Franco 141 F

20 mai 1980

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La convention de Lomé II

Mercredi 21 mai, l'Assemblée nationale examine le projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 31 octobre 1979 entre la Communauté économique européenne et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), et l'approbation des deux accords internes afférents à cette convention, conclus le 20 novembre 1979 à Bruxelles.

M. COUSTEY (app. R.P.R.), rapporteur de la commission des affaires étrangères, rappelle que la convention de Lomé II définit, pour les cinq prochaines années, « les rapports économiques et commerciaux dans le domaine de la coopération entre deux ensembles régionaux qui représentent respectivement 260 millions (C.E.E.) et 300 millions d'habitants (pays A.C.P.). » Il souligne que, de 1973 à 1978, les exportations des pays A.C.P. vers la Communauté européenne ont augmenté de 92,3 % ; leurs importations ont progressé de 185 % (en valeur). Il observe que le Nigeria reste le premier partenaire commercial de la C.E.E. (28 % du total), devant la Côte-d'Ivoire. Le rapporteur indique que les échanges sont concentrés essentiellement sur quatre produits (le pétrole, le cuivre, le café et le caoutchouc), qui représentent en moyenne plus de la moitié des recettes d'exportation des pays A.C.P. vers la C.E.E. M. FRANÇOIS-PONCET assure que la convention est « une réalisation exemplaire », d'autant plus indiquée si l'on songe aux « échecs » de la réunion de la CNUCED à Manille, au printemps, et la conférence de l'ONUDI à New-York, en janvier. Après avoir précisé que parmi les pays associés se trouvaient vingt et un des trente et un États classés parmi les plus pauvres, il estime que Lomé II est « un modèle d'aide au développement ».

parce qu'il conjugue quatre politiques : le libre accès au marché de la Communauté, une coopération financière et technique renforcée, des mécanismes sans équivalent de régularisation des marchés des matières premières, une politique spécifique d'aide aux pays les plus pauvres et d'encouragement aux organisations régionales. Il ajoute que l'aide de la Communauté à ses partenaires passe, d'une convention à l'autre, de 3,4 à 5,6 milliards d'ECU, soit en francs, de 184 à 32,8 milliards. La charge que la France aura à supporter au titre de Lomé II, poursuit-il, a été fixée à 25,8 %, ce qui représente pour les cinq années à venir une somme de l'ordre de 7 milliards de francs. Évoquant la situation des DOM-TOM face à la concurrence des pays A.C.P., il déclare que deux mesures sont prévues pour protéger le marché intérieur de ces départements.

M. DENIAU (apparenté R.P.R., Loiret) demande quels critères président à l'entrée des pays au sein de la convention et s'inquiète du sort de Haïti. M. François-Poncet indique que si la France fait preuve d'un maximum de flexibilité, certains sont hostiles à cette entrée en raison notamment du caractère exemplaire que revêtirait le cas haïtien par rapport à d'autres pays de la même région.

Dans la discussion générale, M. FONTAINE (N.-L., de la Réunion), favorable au renouvellement de la convention, évoque le sort des productions essentielles des DOM, comme le rhum et le sucre, et déplore « l'absence de tout contenu social dans la convention ». Il regrette également que la France n'ait pas su « mettre un terme à l'action subversive contre les DOM ». Mme GOUTMANN (P.C., Seine-Saint-Denis) estime que l'objectif de la C.E.E. est notamment « la recherche systématique des faibles ressources des pays les moins développés et l'augmentation du sous-développement pour les pays les plus pauvres ». M. SABLÉ (apparenté U.D.F., Martinique) déplore l'absence d'une mention relative aux droits de l'homme dans le cadre de l'accord, et se félicite de la compréhension dont ont fait preuve les pays A.C.P. à l'égard de la concurrence qu'ils font peser sur les productions des départements d'outre-mer.

En séance de nuit, sous la pré-

sidence de M. DELBECQ (P.S.), M. ALAIN VIVIEN (P.S., Seine-et-Marne) estime que Lomé II « marque une étape sans doute positive mais aussi un certain désenchantement ». Il regrette qu'aucun progrès n'ait été fait en matière de respect des droits de l'homme et indique que les relations entre la C.E.E. et les pays A.C.P. sont marquées par « la persistance d'une telle supériorité économique qu'elles conservent, malgré leur caractère multilatéral, bien des traits de sujétion, voire des relents de néo-colonialisme, en ce qui concerne des produits comme l'uranium, le nickel ou les diamants ».

M. FORCQ (P.C., Meurthe-et-Moselle) estime que la préoccupation majeure de la C.E.E. est d'obtenir des garanties pour ses investissements en Afrique et ajoute : « Le principal obstacle au développement réside dans l'instabilité des cours qui découle de l'anarchie soigneusement entretenue par les pays capitalistes ». Il observe que rien dans la convention ne permet de mettre fin à l'endettement des pays sous-développés. M. LAGOURGUE (U.D.F., La Réunion) souhaite que la France

« prenne des sanctions contre certains pays A.C.P. qui tendent à provoquer dans nos départements des actions subversives ». Après M. FRANCISCHINI (P.S., Val-de-Marne), qui estime que les effets de la convention seront négatifs pour les DOM, M. MARIN (P.C., Vaucluse) évoque la situation des populations d'outre-mer en soulignant que, dans certaines régions, le chômage « approche quelquefois 50 % de la population active ». Il ajoute : « Depuis le traité de Rome, ces peuples ont constaté ou l'ineffi-

cacité ou l'inapplication de toutes les clauses ou dispositions de sauvegarde ». Enfin, M. FORGUES (P.S., Hautes-Pyrénées), suppléant M. LEMOINE (P.S., Eure-et-Loir), évoque les résultats du sommet franco-africain de Nice, se demandant si ce n'était pas « beaucoup de bruit pour rien ». Après une intervention de M. BERNARD-REYMOND, secrétaire d'État aux affaires étrangères, l'Assemblée adopte l'ensemble du projet, le groupe communiste s'abstenant.

Le Chili et la R.F.A.

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 21 mai, le projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres entre le gouvernement français et le gouvernement chilien, qui, signé le 2 décembre 1977, a pour conséquence d'exonérer les compagnies de transport aérien de chacun des deux pays des impôts sur le revenu et des impôts immobiliers auxquelles elles sont soumises dans l'autre pays, évitant en cela la double imposition sur les bénéfices.

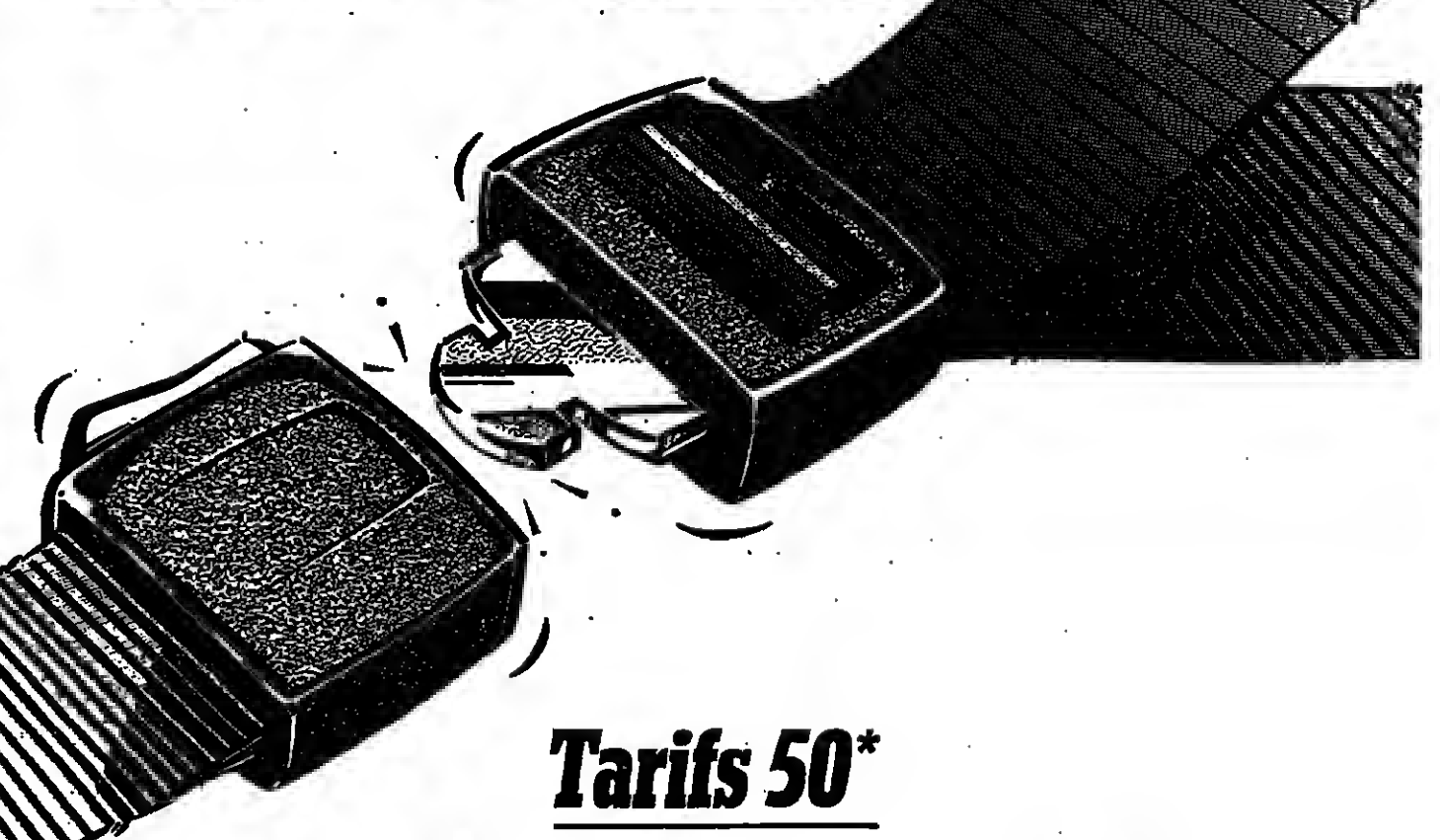
ces qu'elles réalisent dans les deux pays. L'opposition a voté contre ce texte « par solidarité avec le peuple chilien, victime du régime fasciste de Pinochet ».

Les députés ont ensuite adopté le projet de loi autorisant la ratification de la Convention franco-allemande additionnelle à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1958 (exécution de commissions rogatoires, remise

de documents judiciaires, procédure de dénonciation aux fins de poursuite). L'Assemblée repousse par 397 voix contre 87 une exception d'irrecevabilité sur ce texte présentée par M. MONDAR-GENT (P.C., Val-d'Oise). Le député communiste a estimé que ce texte « est contraire à la Constitution et porte atteinte à la souveraineté française dans le champ judiciaire ». Ce texte a été adopté par la majorité et le groupe socialiste, le groupe communiste votant contre.

L'Assemblée a enfin adopté le projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la France et l'Allemagne fédérale sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves, signée à Paris le 3 février 1977. Le texte vise essentiellement à assurer une base juridique à des opérations d'assistance mutuelle en cours desquelles la France et la R.F.A. sont amenées à joindre leurs moyens, en hommes et en matériel, pour faire face à un événement d'une particulière gravité et qui requiert la mobilisation rapide d'efforts importants. — L. Z.

Ne vous serrez pas la ceinture.



Tarifs 50*

Paris-Toulouse:	94 ^F
Paris-Lille:	35 ^F
Paris-Biarritz:	104 ^F
Paris-Metz:	48 ^F
Paris-Nantes:	53 ^F
Strasbourg-Marseille:	108 ^F

Profitez des tarifs 50.

Le train c'est moins cher. Jugez vous-même.

* Ces prix sont des allers simples en 2^e classe avec 50 % de réduction. Ils sont valables dans les conditions suivantes :

- vous voyagez en famille, trois personnes au moins, et vous avez une carte "Famille" (gratuite et valable 5 ans). Dès la deuxième personne, vous bénéficiez de ces prix en périodes bleue et blanche, 346 jours par an ;
- vous voyagez tous les deux ensemble et vous avez une carte "Couple" (gratuite et valable 5 ans). L'un d'entre vous bénéficie de ces prix en période bleue, 250 jours par an ;
- vous êtes titulaire d'une carte "Vermeil 50". Vous bénéficiez de ces prix en période bleue.

Il suffit de bien choisir ses dates. Demandez le calendrier 50 dans les gares et agences de voyages.

Voyagez mieux en période bleue.



JEAN BAELINSTEIN

Histoire du communisme 1917-1945

180 Illustrations choc : « une iconographie remarquable... » (Le Monde 16/5/80).

ÉDITIONS JANNINK

Cette semaine dans :

les nouvelles littéraires

vers L'EXPLOSION...

par Jean-François KAHN

Asie : des prix dingues pour les fous du voyage

les voyages pas-sionnés

MONTREZ-VOUS BEAU JOUEUR!



Amateur ou pro, ne ratez pas la rencontre de l'année : le tennis aux Galeries Lafayette... Au 1^{er} étage sur 450 m², tous les grands noms sont là, prêts pour la compétition : Adidas, Coq Sportif, D. Hechter, Fila, J. Connors, Lacoste, L.C., Newman, Olympic, Pierre Cardin, Tacchini, Ted Lapidus. Les 7 plus grandes marques de chaussures trépident d'impatience. Les meilleures raquettes n'attendent que les beaux jours : Adidas, Davis, Dunlop, Fischer, Gauthier, Head, Lacoste, Major, Prince, Rossignol, Slazenger, Snouwert, Spalding, Volk, Wilson, Yamaha. Et les Galeries Lafayette ont hâte de vous offrir les meilleurs services : poser un cordage dans la journée, graver gratuitement vos initiales sur votre raquette... Un stand Tennis Magazine annoncera les résultats de Roland Garros... (Hausmann)

Galeries Lafayette

POLITIQUE

M. Crépeau pose des conditions à sa candidature à l'élection présidentielle

La réunion à Paris du bureau national du M.R.G., mercredi 21 mai, a permis à M. Michel Crépeau, président du Mouvement, de répondre aux critiques qui sont adressées à l'égard du projet de « manifeste » qu'il a rédigé, et de la stratégie présidentielle qu'il préconise. Le dirigeant du M.R.G. semble désormais vouloir poser des conditions précises à sa candidature au scrutin de 1981.

Les critiques formulées par la Fédération des Hautes-Pyrénées du M.R.G., et notamment par MM. Billères et Abadie, respectivement sénateur et député de ce département (Le Monde du 21 mai), ont motivé la réunion du bureau national. Si l'absence de MM. Billères et Abadie a été jugée regrettable par les participants (les responsables du M.R.G. et la plupart des parlementaires étaient présents), leurs critiques ont été d'autant mieux explicitées qu'elles rencontrent l'assentiment de nombre de radicaux de gauche.

Deux sortes d'arguments sont opposés à M. Crépeau. En ce qui concerne le projet de manifeste, ce sont les dispositions par trop inspirées des thèses des écologistes ou de celles des radicaux (la gauche notamment) en ce qui concerne l'évolution des mœurs de la société, qui sont le plus souvent mises en cause. En ce qui concerne l'échéance de 1981, M. Crépeau doit faire face à des contestations convergentes de la part de deux groupes aux intérêts pourtant fondamentalement différents.

Le reproche qui est adressé au président du M.R.G. est de prendre trop ouvertement parti en faveur de la candidature de M. Rocard. Les uns, tel M. Billères, refusent de donner des chances à M. Rocard, et continuent d'espérer en celles de M. Mitterrand. Les autres, en revanche, tel M. Thierry Jeannot, membre du secrétariat national, redoutent de voir M. Crépeau renouer in fine

à la candidature du fait de la désignation de M. Rocard par le parti socialiste. Outre que le président du M.R.G. considère, en effet, que le « crâneau » politique des radicaux de gauche serait des plus réduits au député des Yvelines venant à être désigné, M. Crépeau ne se sent pas suffisamment soutenu pour tenter l'aveuture. Il apparaît pour le moment comme le seul candidat possible du M.R.G., mais il n'entend pas l'être sans le soutien actif des élus du parti et notamment de ses parlementaires. Il devrait donc être conduit, lors du prochain congrès (7 et 8 juin), à poser des conditions à sa candidature, la principale étant une approbation sans réserve de sa stratégie. M. Crépeau souhaite, en effet, mettre les parlementaires du Mouvement au pied du mur.

Quant à l'élaboration du manifeste, le président du M.R.G. s'est montré sensible à certaines critiques et paraît décidé à en tenir compte, mais il a insisté sur le caractère particulièrement démocratique de la procédure d'élaboration qui avait été retenue : il n'a écrit le projet que sur la base des rapports établis par différentes commissions.

Il n'est pas impossible que le congrès se tienne en deux temps. Les 7 et 8 juin seraient consacrés exclusivement à l'approbation, après d'éventuelles modifications, du manifeste. Un second congrès, convoqué à l'automne, réglerait la question de la candidature.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. MITTERRAND : le P.C. ne doit plus continuer à « briser l'espérance ».

M. Mitterrand a évoqué, mercredi soir 21 mai, au milieu de France-Inter, les relations entre socialistes et communistes. Répondant à une question de M. Stasi, président du C.D.S., qui lui reprochait d'avoir engagé sans pari avec le parti communiste et qui lui demandait « quel serait le point précis qui le conduirait à reconnaître que les socialistes se trouvent désormais dans une impasse ? », il a notamment indiqué : « Je ne me reconnais pas dans ce que vous avez énoncé. Je ne suis pas un parieur. (...) Le problème est l'égard du parti communiste est de le placer dans une situation telle qu'il soit tenu par un contrat. (...) Il se trouve que pendant plusieurs années le P.C. a été effectivement tenu de respecter son contrat. C'était son intérêt comme c'était le nôtre car l'un ou l'autre profitait à deux partenaires. Aujourd'hui, le P.C. a décidé de changer de route. Les dirigeants socialistes prônent l'union de la gauche. M. Mitterrand a précisé : « Notre stratégie de recherche ne peut être de traiter avec la droite faite de pouvoir traître avec le P.C. Nous traitons notre combat. Regardez les élections chaque dimanche. La volonté populaire de rassemblement autour des idées de la gauche commande encore le vote des citoyens. (...) Le P.S. a pour mission de rassembler les forces populaires. Il faut laisser tomber et, puis, on se laisse tomber. Il faut aller de l'avant de telle sorte qu'il sera impossible au P.C. de continuer à briser l'espérance de la majorité des Français. »

M. Mitterrand a paré des problèmes internes au P.S., soulignant que les socialistes resteront ensemble, meneront leur combat ensemble et remporteront ensemble leur victoire. A côté de la formation de la majorité, le P.S. a pour mission de rassembler les forces populaires. Il faut laisser tomber et, puis, on se laisse tomber. Il faut aller de l'avant de telle sorte qu'il sera impossible au P.C. de continuer à briser l'espérance de la majorité des Français. M. Mitterrand a paré des problèmes internes au P.S., soulignant que les socialistes resteront ensemble, meneront leur combat ensemble et remporteront ensemble leur victoire.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 21 mai 1980, au palais de l'Élysée sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Selon les termes du communiqué publié au terme de la séance, il a examiné les questions suivantes : la rencontre de Varsovie ; les sanctions contre l'Iran ; les mesures en faveur des agriculteurs et le minimum vieillesse. (Voir nos dernières éditions datées 22 mai.) Il a en outre étudié les sujets ci-dessous :

● LA RECHERCHE EN AGRICULTURE

Le ministre de l'Agriculture a présenté les grandes orientations des actions à engager au cours des cinq prochaines années dans le domaine de la formation initiale et permanente, de la recherche, de l'expérimentation et du développement agricoles. Ces orientations, qui résultent de la conférence annuelle agricole de novembre 1979 et vont faire l'objet d'une directive du ministre, visent à développer progressivement le niveau de formation et d'information des agriculteurs, à développer la recherche et à mieux diffuser ses résultats, à coordonner efficacement l'ensemble des activités de recherche appliquée, d'expérimentation et de développement au bénéfice des agriculteurs.

La réalisation de ces objectifs, qui sont fixés par la loi d'orientation agricole, doit permettre à l'agriculture française, qui restera fondée sur l'exploitation familiale à responsabilité personnelle, d'atteindre le haut niveau technique dont dépendent, à la fois, son avenir, au sein de l'Europe et dans le monde, et sa capacité de répondre à la vitalité du milieu rural.

● LES INDUSTRIES DE LA SANTÉ

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale et le ministre de l'Industrie ont fait le point du développement des industries de la santé et ont pris des mesures pour soutenir ces industries et favoriser les exportations. La France dispose d'un potentiel scientifique et technique de pointe et d'équipes médicales de pointe qu'il convient d'utiliser pour aider le développement des industries françaises.

Les liaisons entre la recherche publique et l'industrie française du matériel biomédical seront renforcées. Comme l'ont proposé les professeurs G. Jacob et R. Boyer dans le rapport « Sciences de la vie et société », un comité des technologies et de l'industrie, ce comité proposera les orientations du développement industriel et technologique. Les organismes de recherche publics et privés seront encouragés à développer leurs efforts pour favoriser les transferts de la recherche vers l'industrie.

D'ores et déjà, un certain nombre d'activités se réalisent par la mise à disposition de matériels et de technologies de pointe : imagerie médicale, matériel biomédical, analyse biochimique notamment. Le renforcement des entreprises de production de matériel et des capacités de commercialisation des petites et moyennes industries sera favorisé par l'Etat, afin de permettre à ces sociétés d'accroître leur croissance sur le marché national et de développer leurs exportations.

Parallèlement, l'organisation des achats de matériels dans les hôpitaux sera améliorée. Les centres hos-

pitaux régionaux disposeront progressivement d'ingénieurs biomédicaux pour coordonner leurs achats et animer des groupements d'achat hospitaliers régionaux et départementaux. Un nouveau centre national des équipements médicaux et de santé mettra à la disposition des hôpitaux publics et privés des études comparatives des différents matériels, sous l'angle des performances et du coût.

Les industries importantes pour l'exportation. Des maintenant, les entreprises françaises exportent la moitié de leur production, et la mise en place d'un régime d'intérêt économique hospitaliers de France permet de vendre à l'étranger le savoir-faire des grands hôpitaux publics français. Pour faire connaître aux visiteurs étrangers les réalisations françaises, un hôpital témoin, entièrement équipé de matériel français, sera mis en service à Versailles au cours de l'année 1980. Un programme d'exportation de matériels et de techniques sanitaires sera mis au point. (Lire page 41.)

● LES PROFESSIONS MÉDICALES

Conformément aux dispositions du traité de Rome, la législation française relative aux professions médicales doit être adaptée depuis plusieurs années d'adaptations pour harmoniser, sur le plan européen, les conditions d'accès à ces professions et leur exercice. Des modifications ont ainsi été adoptées par le Parlement en 1976 pour les médecins. A la suite de deux directives européennes de 1978 intervenues en matière de reconnaissance mutuelle des diplômes et de pratique de l'art dentaire, le conseil des ministres a adopté un projet de loi modifiant les dispositions du code de la santé publique relatives aux professions de dentiste.

● LA SOCIÉTÉ EURODIF

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant l'approbation de la convention intergouvernementale relative à la société européenne de diffusion (Eurodif). Cette convention a été signée le 28 mars 1980, conformément aux engagements pris entre les Etats associés au capital d'Eurodif lors du choix du site de construction d'une usine d'enrichissement d'uranium dans le Tricastin. Cette convention concerne, d'une part, l'ensemble des dispositions fiscales et financières dérogatoires au droit commun qui sont accordées à la société Eurodif, et, d'autre part, des dispositions de contrôle et de garantie du non-prolifération.

● LA COMMISSION DES SONAGES

La loi n° 77-815 du 19 juillet 1977 a fixé les règles qui régissent la publication et la diffusion des sondages électoraux. Une commission, composée de trois membres du Conseil d'Etat, trois membres de la Cour de cassation et trois membres de la Cour des comptes, est chargée de les faire respecter. Cette commission ayant été nommée le 1^{er} février 1978, le garde des sceaux a dressé le bilan de deux ans de son activité.

La commission a eu à intervenir à plusieurs reprises, notamment à l'occasion des élections législatives de mars 1978 et des élections à l'Assemblée des Communautés européennes de juin 1979. Les mises au point de la commission ont été publiées dans les JOURNALIS qui avaient publié les sondages contr-

tés et ont été diffusées par les médias qui les avaient repris. L'action de la commission des sondages aura ainsi contribué à la moralisation de la pratique des sondages électoraux, qui avait été recherchée par la loi de 1977.

● LA PUBLICITÉ POUR LES BOISSONS ALCOOLIQUES

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale a fait approuver par le conseil des ministres un projet de loi relatif à la publicité des boissons alcooliques.

Il a pour objet, à la suite d'une instance contentieuse, de rendre notre réglementation compatible avec nos obligations européennes. La publicité en faveur de l'ensemble des boissons alcooliques autres que les boissons fermentées et non distillées comme le vin, les vins doux naturels, le cidre et la bière, sera dans ce but soumise à un régime unique, quelle que soit l'origine de ces boissons alcooliques.

Désormais, toute publicité sera interdite à la radio, à la télévision, au cinéma et par voie d'affiches en faveur des boissons alcooliques autres que les boissons fermentées non distillées. La surface consacrée dans la presse écrite à la publicité en faveur de ces boissons sera également limitée, comme c'est le cas pour la publicité en faveur du tabac. Enfin, les sanctions prévues en cas d'infraction à cette réglementation seront aggravées.

Ce projet constitue une première contribution au nouveau programme d'actions pour lutter contre l'alcoolisme qui va être défini à la suite du décret, fin juin, des propositions du groupe présidé par le professeur Jean Bernard. (Lire page 44.)

● ACCORDS FRANCO-COMORIENS

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant l'approbation de trois accords entre la France et les Comores.

Le premier accord fixe le cadre dans lequel la France concourt au développement économique et social des Comores ; le second concerne la coopération monétaire entre les deux pays ; le troisième définit les modalités de concours technique que la France s'engage à apporter pour la formation, l'organisation et l'équipement des forces armées comoriennes.

● SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi aux termes duquel le mandat des conseillers généraux du département de Saint-Pierre-et-Miquelon, soumis à renouvellement en septembre 1980, est prorogé jusqu'à la date du prochain renouvellement des conseils généraux.

● LE MEXIQUE

Le président de la République a informé le conseil de la visite officielle qu'il effectuera, du 16 au 18 mai, au président des Etats-Unis du Mexique.

Il a souligné que le Mexique constitue, pour la France, un interlocuteur important, jouant, dans un contexte international, un rôle désormais reconnu. Il s'est félicité que les entretiens avec M. Lopez Portillo aient confirmé l'identité des préoccupations, une volonté de coopération dans la recherche de solutions aux grands problèmes actuels, enfin la détermination à développer les relations entre les deux pays, compte tenu des vastes possibilités qui s'offrent à eux.

LA
ET

La formation permanente...
Les formations de...
Le ministère de l'Éducation...
Dans le développement...
La formation des...
A côté de la formation...
Un bilan de l'ensemble...
Ouvert aux professionnels...
une responsabilité dans...
du dispositif de formation...
national interprofessionnel...
permettre aux participants...
sur les orientations...
années 80.

Collo
Mons

Le S
char

et
Sec
d
charg

par Mo
Prés

Rensse
Tour Europe C

LA FORMATION PERMANENTE ET L'UNIVERSITE

La « formation permanente » va fêter son dixième anniversaire. Le dispositif mis en place par la loi de juillet 1971 est né en effet d'un accord interprofessionnel entre le patronat, les syndicats et les pouvoirs publics, intervenu en 1970.

Les établissements d'enseignement public — de second degré et universitaires — ont depuis cette date mission de participer aux actions de formation continue destinées aux salariés. Les entreprises doivent obligatoirement consacrer à ces actions de formation 1,1 % de la masse salariale. Mais depuis 1971, à côté de l'enseignement public s'est développé un marché « privé » de la formation qui semble rencontrer davantage de succès.

Le ministère de l'éducation annonce par exemple avoir assuré 6 % des actions de formation continue en 1978 dans 1 700 établissements — lycées d'enseignement professionnel et collèges — sur les 4 600 qui appartiennent à un Greta (Groupement d'établissements pour la formation continue). La grande majorité (80 %) des heures d'enseignement assurées par les professeurs de ces établissements l'ont été en plus de leur service, donc en heures supplémentaires.

Dans l'enseignement supérieur, le bilan est difficile à faire. A partir des indications fournies par le service de l'information continue du ministère on peut estimer que les universités assurent en « heures stagiaires » 4 % à 5 % du marché financé par les entreprises et moins de 4 % de celui financé sur les fonds publics.

La conférence des présidents d'université a proposé, au début de l'année, un certain nombre de « mesures d'urgence », passant notamment par une meilleure information, l'ouverture de négociations entre le ministère des universités et le secrétariat d'Etat à la formation professionnelle, une dotation complémentaire de postes.

A côté de la formation directement rentable pour l'entreprise et pour la promotion éventuelle des salariés, un secteur qui figure pourtant dans la loi, est loin de trouver la place qu'il devrait avoir : celui de la formation pour l'épanouissement de l'individu.

Un bilan de l'ensemble des dispositifs de formation devrait être fait à l'occasion d'un colloque organisé du 23 au 25 juin par le secrétariat d'Etat à la formation professionnelle sur le thème : « La formation 80 : bilan et propositions ». La séance d'ouverture en sera présidée par le premier ministre.

Le Centre de coopération économique et sociale de Nancy à l'écoute des problèmes régionaux et des travailleurs

Le Centre universitaire de coopération économique et sociale de Nancy (CUCES-Universités) a suivi, quant à la formation professionnelle qu'elle dispense, un itinéraire proche de l'environnement socio-économique de sa région. Période d'expansion, puis période de crise ont modelé tant son action pédagogique que sa structure.

Le Centre de coopération économique et sociale de Nancy (CUCES-Universités) a suivi, quant à la formation professionnelle qu'elle dispense, un itinéraire proche de l'environnement socio-économique de sa région. Période d'expansion, puis période de crise ont modelé tant son action pédagogique que sa structure.

La structure associative de type 1901 est conservée afin de garder une certaine souplesse. Cela permet notamment de recruter des gens qualifiés professionnellement, mais n'ayant pas de titres universitaires.

En plus des cadres moyens cherchant une formation adaptée à une future responsabilité, les anciens élèves des grandes écoles de Nancy trouvent aussi au CUCES la possibilité d'obtenir dans un organisme par-universitaire des compléments de formation dans les domaines des sciences économiques et humaines qui n'étaient pas, alors, assurés dans les formations d'ingénieurs.

La structure associative de type 1901 est conservée afin de garder une certaine souplesse. Cela permet notamment de recruter des gens qualifiés professionnellement, mais n'ayant pas de titres universitaires.

Cette double prise en charge va s'affirmer avec l'arrivée, en

1980, de M. Bertrand Schwartz, polytechnicien, ingénieur des mines, qui prend la direction technique de l'Ecole des mines. Pour lui, la formation donnée aux futurs ingénieurs n'est pas adaptée. Il s'entoure donc de psychologues et de pédagogues spécialistes des méthodes psycho-sociologiques américaines. Avec leur aide, il transforme l'organisation des études de son école d'ingénieurs.

Riches de cette expérience, le professeur Schwartz décide de l'appliquer à la formation des études dispensées par le CUCES, dont il assurera la direction à partir de 1980.

JEAN-LOUIS BEMER.
(Lire la suite page 14.)

POINT DE VUE

Apprendre à vivre ensemble

par YVON CHOTARD (*)

Nous ne devons pas ignorer qu'avec une démographie intelligemment organisée l'augmentation et la diffusion du savoir constituent l'une des clefs essentielles du progrès des civilisations, voire tout simplement de leur survie.

Grâce à l'accord paritaire historique de 1970, les partenaires sociaux ont su s'accorder pour faire de la formation professionnelle une « obligation nationale » (1), organisée pour tous, jeunes ou adultes en activité, et identifier l'entreprise comme étant, à côté de l'école, un lieu d'élaboration, d'utilisation et de diffusion de connaissances.

Ce fut le mérite du ministre des universités de formuler clairement cette nécessité, pour les établissements dont elle a en charge le devenir, d'être présents aux rendez-vous qui s'annoncent et qu'il faut la redistribution actuelle des efforts économiques et politiques. On peut remarquer son courage d'avoir su, sans renier aucune des traditions de qualité des universités, obliger celles-ci à s'ouvrir davantage sur la collectivité, travaillant en cela une habitude isolationniste dont la valeur, vue de l'extérieur, commençait à paraître douteuse.

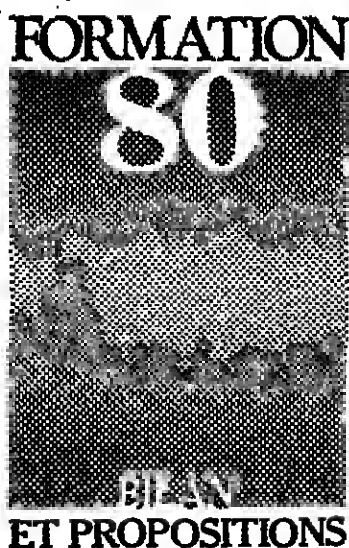
En ce qui concerne la formation permanente, paradoxalement, on peut dire que les choses vont bien et mal à la fois. Bien, dans la mesure où, sur les trois partenaires impliqués dans cette politique (Etat, salariés, patro-

nat), deux au moins ne doutent pas de son utilité et ont appris progressivement à la gérer : avec des approches en certains points divergentes, syndicats et patronat s'efforcent à considérer la formation comme un instrument indispensable à la réussite de toute transformation dans la vie au travail. Sur le terrain, dans les entreprises, l'effort consenti pour la formation est, par son ampleur, suffisamment éloquent. Mal, en disons moins bien, dans la mesure où des gouvernements successifs ont eu à l'égard de cette politique des attitudes parfois fluctuantes et une conviction mitigée, qui nuit parfois à la mobilisation des énergies et à la cohérence des efforts. Cela tient à des causes multiples mais en partie, sans doute, au fait que l'Etat ne prend au sérieux que ce qu'il gère et contrôle directement et ne s'est pas encore suffisamment fait à l'idée que les intéressés, sur le terrain, pouvaient gérer aussi utilement les éléments d'une politique au mieux de leurs préoccupations réelles.

En ce qui concerne l'Université, que peut-on discerner à travers des péripéties diverses ? Entre les plus isolationnistes et ceux qui affirment la nécessité d'un rayonnement sur la collectivité, le concept global d'Université doit être lâché de côté pour observer la mosaïque

de la formation permanente en milieu universitaire, en s'attachant autour d'une nouvelle démarche des U.E.R., trouver un meilleur équilibre en offrant à des adultes des connaissances répondant mieux à leur attente. Contrairement à ce qu'on avait pu initialement penser, ce n'est pas la formation permanente qui fera évoluer la formation initiale dans les universités ; c'est peut-être l'inverse qui se produira.

(*) Vice-président du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.).



FORMATION 80 ET PROPOSITIONS

Colloque placé sous le haut patronage de Monsieur Valéry GISCARD D'ESTAING Président de la République,

organisé par Le Secrétariat d'Etat auprès du Ministre du Travail et de la Participation chargé de la Formation Professionnelle

les 23, 24 et 25 juin 1980 à l'UNESCO

Ouvert aux professionnels de la formation continue et à toutes les personnes ayant une responsabilité dans ce domaine, le colloque a pour objectif de dresser un bilan du dispositif de formation institué depuis 1971 (loi du 16 juillet) sur la base de l'accord national interprofessionnel paritaire de 1970 et des textes législatifs antérieurs. Il doit permettre aux participants de formuler au sein de six commissions, des propositions sur les orientations à donner à la formation professionnelle continue dans les années 80.

Ouverture le 23 juin par Monsieur Raymond BARRE Premier Ministre

et Monsieur Jacques LEGENDRE Secrétaire d'Etat auprès du Ministre du Travail et de la Participation chargé de la formation professionnelle

Clôture le 25 juin par Monsieur Jacques CHABAN-DELMAS Président de l'Assemblée Nationale.

Renseignements et inscriptions : CENTRE INFO Tour Europe Cedex 07 - 92080 Paris La Défense - Tél. 778.13.50

Centre Malesherbes-Langues

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

OBJECTIF :

répondre aux besoins professionnels des cadres de l'entreprise.

ANIMATION :

professeurs diplômés enseignant leur langue maternelle, spécialistes de l'enseignement des affaires, praticiens des affaires internationales (avocats, experts-comptables, assureurs-conseils).

ACTIVITE :

800 stagiaires ont participé aux cours l'année dernière dont 600 cadres venant de secteurs d'activité très variés.

1/3 de l'activité du centre se déroule dans l'entreprise.

80 % de réussite aux examens des chambres de commerce étrangères sont enregistrés chaque année.

PROGRAMME 1980-1981

ANGLAIS-ALLEMAND-RUSSE ESPAGNOL

- Initiation, pratique et perfectionnement de la langue courante.
- Initiation, pratique et perfectionnement de la langue des affaires.
- Anglais de spécialité : assurance, juridique, financier.

AFFAIRES INTERNATIONALES

Séminaires en anglais pour cadres supérieurs :

- LE CONTRAT INTERNATIONAL
- NEGOCIATION DES CONTRATS : ETATS-UNIS, MOYEN-ORIENT
- GESTION DES RISQUES A L'EXPORTATION
- GESTION FINANCIERE ANGLAIS-ALLEMAND

cpm

Renseignements : CENTRE MALESHERBES LANGUES 108, boulevard Malesherbes - 75017 Paris Tél. 788.51.34

مكتبة من الكتب

La formation permanente
l'écoute des travailleurs

et l'université

LA GESTION PAR ALTERNANCE A L'INSTITUT DE TECHNOLOGIE DE NANTES Histoire d'une expérience

« On les a déjà un peu perdus de vue », M. Patrice Saint-André, directeur adjoint du département de gestion à l'Institut universitaire de technologie (I.U.T.) de Nantes compte et résume les dix-neuf mois allongés sur sa feuille. C'est la promotion expérimentale du cycle « enseignement supérieur par alternance », dont il a eu la responsabilité de septembre 1978 à février 1980. Au lieu de deux années de scolarité pour obtenir le diplôme universitaire de technologie, ces étudiants ont suivi une formation étalée sur deux ans et demi comprenant, outre les vacances scolaires normales, quinze mois d'enseignement et sept mois de travail en entreprise. Les huit garçons et les onze filles sont arrivés sur le marché du travail au printemps 1979 avec leur DUT option finances et comptabilité. Un diplôme garantissant selon sa définition à la fois un savoir, un savoir-faire et une expérience humaine.

Un an après, les liens sont déjà bien distendus entre les jeunes gens et l'université, même si Patrice Saint-André a gardé des contacts privilégiés avec certains d'entre eux. C'est par ceux-ci qu'il peut faire le point de classement professionnel de ses anciens élèves. Aujourd'hui, sept ont été titularisés dans des entreprises où ils avaient effectué des périodes de travail au cours de leur formation. Cinq ont des emplois temporaires (agences d'intérim, périodes probatoires, contrats à durée déterminée), deux garçons achèvent leur service militaire. Il reste cinq filles sans emploi, sans que l'on sache très précisément si elles continuent toujours à chercher ou si elles se sont résignées, jeunes mariées pour quelques-unes, à rester, de guerre lasse, au foyer.

L'enseignement par alternance n'est donc pas le sésame de la vie professionnelle qu'espéraient les étudiants en choisissant cette voie. Ils étaient vingt-cinq candidats au début, en septembre 1978, tous volontaires et sélectionnés sur un rapport d'observation rédigé à la fin d'un stage d'une quinzaine de jours. Deux des filles, Marie-Agnès Birand et Nelly Poudard, ont analysé les motivations du groupe : « Trouver plus facilement un emploi et faciliter l'intégration sur le marché du travail », « pour une formation plus complète », « pour un enseignement moins théorique et plus centré sur le concret », « pour des raisons financières » (rémunération des périodes de travail au SMIC) ont été cités six fois. Trois étudiants seulement mentionnent en avant un « esprit pionnier » et le désir de s'engager dans un « projet-pilote ».

La majorité du groupe appartient aux catégories socio-professionnelles modestes : neuf agents de maîtrise et employés, six ouvriers, cinq agriculteurs. Après cinq mois de scolarité normale avec les autres étudiants

de l'I.U.T., c'est entre février et mars 1977 la première période en entreprise. Objectif : observer le fonctionnement en passant successivement dans les différents postes de travail. Comme chacun puise les stages dans ses relations personnelles et familiales, il n'y a pas de problème de placement, malgré l'exigence d'une rémunération au SMIC qui valorise l'étudiant et conduit l'employeur à le considérer autrement que comme un « touriste ».

Le premier défectueux est enregistré à ce moment-là. L'un des jeunes gens qui a choisi la comptabilité s'aperçoit qu'il est incapable de rester enfermé une journée entière dans un bureau. Il se réoriente.

Une autre qualité des rapports

Avril, mai, juin 1977. Les vingt-quatre arrivent au bout de la première année. Ils ne sont plus que vingt en septembre, car les quatre redoublants ont choisi de retourner vers une scolarité normale. L'été 1977 est studieux : dix volontaires participent, sous la houlette de M. Claude Neuschwander (qui vient alors de s'illustrer par une nouvelle tentative de sauvetage de Lip) à une étude de marché auprès de chefs d'entreprise de la région pour le compte de sociétés coopératives ouvrières de production. La répartition du travail, versée dans un fonds commun, permet l'organisation d'un séminaire à l'île de Noirmoutiers. Alternance encore : gestion le matin, voile l'après-midi.

Pour M. Patrice Saint-André, « c'est à partir de ce moment-là que le groupe s'est vraiment structuré, qu'il a commencé à fonctionner de manière collective, créant avec les enseignants une autre qualité de rapports ». Cela va être bien nécessaire quand les étudiants vont rentrer en janvier 1978 dans leur seconde période de travail. Pendant deux mois, ils sont placés en responsabilité sur un poste fixe. Le climat général est beaucoup moins accueillant que la première fois. A l'automne, les entreprises ont pécuni très largement dans le vif de la main-d'œuvre et de la matière grise gratuite des stages du pacte pour l'emploi. Elles n'ont plus de places disponibles.

Les étudiants de l'I.U.T. ont dû, cette fois, aller tirer les sonnettes sur les zones industrielles. Et il aura fallu des contacts « diplomatiques » entre l'université et les entreprises pour que ces derniers ne soient pas cassés. Des stages sans rémunération sont acceptés. Cette fois, l'entreprise est rude. Dans les bureaux, les étudiants découvrent que les problèmes ne se posent pas souvent comme au tableau noir. Et, à leur retour à l'I.U.T., en janvier 1978, c'est un tout autre type de formation qu'ils réclament : « plus concrète » pour combler toutes les lacunes individuelles qui leur sont apparues. Mais cet enseignement à la carte, l'I.U.T. ne

peut le leur fournir. Il a pour mission de les préparer à résoudre les problèmes généraux de gestion, pas les ennuis particuliers d'une entreprise confrontée, par exemple, à une difficulté de trésorerie quand des contrats sont demandés coup sur coup et que les banques rechignent à faire crédit.

Même les enseignants ont été un peu « traumatisés » par cette demande brutale de contenus et de pratiques pédagogiques différents. Ils ont eu beau réaffirmer « les études en I.U.T. ne préparent pas à un emploi précis », mais visent à une formation générale et universitaire, culturelle et professionnelle, complétée par une amorce, mais une amorce seulement, de spécialisation. C'est bien avec une demande très précise que les étudiants sont revenus devant leurs professeurs, exprimant le même souhait que les patrons : voir la formation adaptée aux besoins de l'entreprise.

Le patronat local s'est un peu fait tirer l'oreille pour accueillir les étudiants, même si ses responsables ont aperçu l'intérêt de la formule : « Ce qui nous intéresse, dit l'un d'eux, c'est de pouvoir trouver sur le marché du travail des jeunes familiers avec ce qu'est la vie et les problèmes d'une entreprise, des jeunes qui sachent déjà en tout cas que le monde économique est sanctionné par une obligation de résultat et qui ne se sentent pas soustraits à la finalité commune de production sans compromettre la bonne marche de l'ensemble ».

Un contenu plus sécurisant

La troisième période de travail (avril, mai, juin 1978) débouchant sur l'étude du projet de recherches appliquées a posé moins de problèmes d'adaptation et de formation, après la salutaire remise à jour des connaissances pendant le premier trimestre 1978. L'équipe pédagogique de l'I.U.T., placée aujourd'hui sous la responsabilité d'un nouveau directeur dans le même département, M. Jean-Pierre Citeau, s'est portée candidate pour une nouvelle promotion d'étudiants en alternance. Elle attend le feu vert du secrétariat d'Etat aux universités. L'organigramme des études a cependant été modifié. Le tronc commun cette fois n'est plus de six mois avant la première « plongée » dans le monde du travail, mais d'un an. « De plus », précise M. Patrice Saint-André, les programmes ont été revus pour donner un contenu de formation plus sécurisant ».

Pour lui, le bilan de la première promotion est positif dans la mesure où la « qualité d'insertion professionnelle » est bonne. Aucun étudiant en emploi ferme, un an après son diplôme, ne se trouve en sous-qualification », affirme-t-il. Toutefois, on ne connaît pas les niveaux de rémunération dans les entreprises privées. Cette situation est-elle due à la reconnaissance d'une qualité de formation de la part des employeurs ou au refus intrinsèque des diplômés d'accepter des tâches dévalorisantes ?

Force est pourtant de constater qu'un sur trois seulement est titulaire aujourd'hui d'un emploi. Les autres sont soit au chômage, soit dans une situation précaire. Leur objectif était une insertion plus facile dans la vie active, c'était donc leur intérêt de tirer profit tout de suite de leur expérience.

« Ceux qui avaient du mal à se valoriser malgré d'indéniables qualités intellectuelles ont été les plus longs à trouver un premier emploi », reconnaît M. Patrice Saint-André. L'origine socio-professionnelle modeste de ces jeunes ne leur a pas non plus facilité les choses. Ce sont les filles qui paient, ici aussi, le plus lourd tribut au chômage.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ

SPÉCIAL FORMATION A LA GESTION « LES D.E.S.S. » INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES DE GRENOBLE

1, rue Voltaire, 38000 GRENOBLE. — Tél. : 76/44-34-37

Créé en 1974, les diplômés d'Etudes Supérieures Spécialisées (3^e cycle universitaire) s'adressent à des cadres en activité selon des modalités compatibles avec la vie professionnelle. L'I.A.E. a été habilité par le Ministère des Universités à la préparation de trois D.E.S.S. donnant une formation de haute spécialisation :

* GESTION DE LA FORMATION EN ENTREPRISE :

Ce cycle d'une durée de 45 jours répartis sur 20 mois s'adresse aux responsables de formation, mais aussi à toutes les personnes impliquées dans le processus de formation. Son originalité se caractérise : d'une part, dans le souci clairement énoncé par les responsables du programme de lier théorie et pratique de la formation (du niveau de l'enseignement et de l'accès à cet enseignement, d'autre part dans la volonté continue de maintenir présente la réalité quotidienne du « monde » de la formation et des problèmes qu'il pose, tout ou long du déroulement du programme.

Démarrage des prochains groupes. — GRENOBLE : janvier 1981 (dépôt des dossiers : novembre 1980). — PARIS : janvier 1982.

* MANAGEMENT DE L'APPROVISIONNEMENT ET TECHNIQUES CONNEXES DE GESTION INDUSTRIELLES (C.Y.G.M.A.) :

Le cycle est destiné à former et à perfectionner les responsables appelés à diriger un service « Approvisionnement ». Le programme d'une durée de 50 jours répartis sur 18 mois (en séminaires résidentiels) est orienté vers l'acquisition de la maîtrise des techniques de gestion (analyse des coûts, gestion financière, logistique, gestion des stocks...) et vers le développement des aptitudes individuelles dans les rôles interpersonnels (négociation, organisation, animation d'équipe) et dans les rôles décisionnels qui sont ceux d'un responsable d'approvisionnement.

Démarrage du prochain groupe : mars 1981 (dépôt des dossiers : février 1981).

* CONTROLE DE GESTION ET PLANIFICATION D'ENTREPRISE :

Ce cycle s'adresse à des cadres en activité qui, soit souhaitent devenir contrôleur de gestion, soit occupent des fonctions elles-mêmes très proches de cette fonction. Parmi les principaux thèmes du programme (36 à 38 jours répartis sur 15 mois en sessions bi-hebdomadaires de 2 journées) il faut retenir : conception et animation du système d'information, élaboration des plans à court, moyen et long terme... et un travail de recherche sur le terrain.

Démarrage du cycle : SEPTEMBRE 1980 (dépôt des dossiers : 15 JUIN 1980).

Le microprocessing est facilement à votre portée.

STAGES

Montpellier, 4, 5, 6 juin 1980

Hôtel Sofitel

Paris, 17, 18, 19 juin 1980

Palais des Congrès (Porte Maillot)

Paris, 1, 2, 3 juillet 1980

Hôtel Hilton-Suffren

Nice, 8, 9, 10 juillet 1980

Hôtel Hyatt Regency (Aéroport)

Stage spécial de Micro-Informatique de Gestion

Paris, 24, 25, 26 juin 1980

Hôtel Hilton-Suffren

organisé par International Institute of Science and Technology.

Le microprocessing

Le micro-ordinateur : un système qui résout les problèmes les plus divers : recherche, acquisition et traitement des données - gestion - automatisation - contrôle industriel - instrumentation automatique - conception de nouveaux produits... Vous en acquerez la maîtrise en 3 jours.

Le microprocessing un acquis indispensable

Pour dominer les problèmes de contrôle d'analyse, de gestion, les plus divers : recherche, acquisition et traitement des données - gestion - automatisation - contrôle industriel - instrumentation automatique - conception de nouveaux produits... Vous en acquerez la maîtrise en 3 jours.

Le microprocessing vous permet de vous libérer de l'utilisation exclusive de la grosse informatique.

Le microprocessing est véritablement un audacieux élément de décentralisation et de démocratisation de l'informatique.

Ce stage s'adresse à des non-spécialistes

En effet, outre les ingénieurs, scientifiques et techniciens, nous avons accueilli dans ces stages des responsables d'entreprise, des gestionnaires, des comptables, des hommes de marketing et d'enseignement.

Le programme du stage

L'enseignement que vous recevrez pendant ce stage couvrira les domaines suivants :
• vous serez familiarisés avec la carte imprimée qui supporte tous les éléments du micro-ordinateur,
• vous serez d'emblée capable de connecter votre microprocesseur aux périphériques tels que imprimantes et lecteurs de cassettes.

Vous vous initierez à la micro-programmation,

• vous apprendrez à connaître les supports de données, les techniques d'entrées/sorties et le logiciel,
• vous pourrez immédiatement envisager des applications professionnelles et personnelles.

Le micro-ordinateur, un cadeau de 2000 F Pourquoi ce cadeau ?

A la fin du stage, vous emporterez le système complet : le micro-ordinateur Sym 1, une cassette avec 15 programmes enregistrés et naturellement le manuel du cours. Pourquoi ce cadeau ? D'abord pour vous offrir la possibilité de renabliser immédiatement vos nouvelles connaissances pour les exploiter dans votre entreprise. Ensuite nous sommes le plus important consommateur de micro-ordinateurs en Europe et aux U.S.A.

et nous vous donnons la Sym 1, car il ne coûte que le prix du HARDWARE.

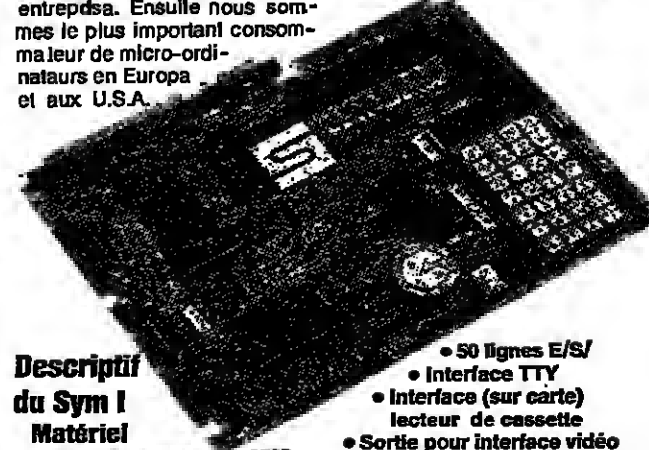
International Institute of Science and Technology

Paris/New York/Luxembourg
UNE REFERENCE INTERNATIONALE

En 1978-1979, nous avons accueilli plus de 10 000 stagiaires en Amérique du Nord et en Europe, ou titre de leurs sociétés ou à titre individuel.

Participation au stage 3900 F*

Vous pouvez vous inscrire :
• soit en envoyant le bulletin ci-dessous à : International Institute of Science and Technology, Bureaux de Paris - 25, rue du Bouloi, 75001 Paris
• soit en nous téléphonant directement au 236.05.29.



Descriptif du Sym 1

Matériel

- 1 microprocesseur 6502
- 4 K de Rom extension 24 K
- 1 K de Ram extension 4 K
- Possibilité d'adressage 64 K
- 1 clavier 28 touches "double fonction"
- 6 afficheurs digitaux LED
- 5 timers programmables

- 50 lignes E/S
 - Interface TTY
 - Interface (sur carte) lecteur de cassette
 - Sortie pour interface vidéo
 - Interface de visualisation sur oscilloscope
- #### Logiciel
- 1 moniteur
 - 1 logiciel E/S par cassette
 - Possibilité d'implantation d'un Basic

Formulaire d'inscription à renvoyer à : INTIST SERVICE S.A.R.L. - 25 rue du Bouloi, 75001 Paris.

* Règlement par chèque (à l'ordre de INTIST SERVICE S.A.R.L.) à l'inscription ou à réception de notre facture après confirmation de votre inscription.

- Veillez à inscrire à votre stage :
- ☐ du 4, 5, 6 juin 1980 Montpellier Hôtel Sofitel
 - ☐ du 17, 18, 19 juin 1980 Paris Palais des Congrès (Porte Maillot)
 - ☐ du 1, 2, 3 juillet 1980 Paris Hôtel Hilton Suffren
 - ☐ du 8, 9, 10 juillet 1980 Nice Hôtel Hyatt Regency (Aéroport)
 - ☐ du 24, 25, 26 juin 1980 Stage spécial de Micro-Informatique de Gestion Paris Hôtel Hilton-Suffren

M.....

Adresse personnelle.....

Société.....

Adresse.....

Pour les stages intra-entreprises, demander : Monsieur B. LOMBARO

A.D.E.P.R.I.N.A.

ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT, DU PERFECTIONNEMENT, DE LA RECHERCHE A L'INSTITUT NATIONAL AGRONOME PARIS-GRIGNON

16, rue Claude-Bernard - 75231 PARIS CEDEX 05 - T. 337-96-34.

Le rectificatif au programme de formation permanente 1980 vient de paraître. Il récapitule les thèmes, dates et lieux des cycles qui se tiendront au cours du dernier trimestre de l'année.

Les sujets traités portent sur les connaissances nouvelles de la biologie et de la technologie, sur des méthodologies modernes de travail applicables à l'industrie agro-alimentaire et à l'aménagement rural ; sur les problèmes économiques et de marché auxquels les I.A.A. sont confrontés.

Pour recevoir le RECTIFICATIF 1980, s'adresser à l'A.D.E.P.R.I.N.A.

GROUPE STYLE
et
 PROMOTION TEXTILE
vous prépare à la profession
de Styliste,
de Conseillère de Mode,
de Directrice de Mode...

Une documentation complète
vous sera adressée gratuitement
en vous recommandant du "Mondé"

GROUPE 7
199, Boulevard Saint-Germain
75007 PARIS

Le **sifop**

(Service formation des chambres de commerce
et d'industrie du Littoral Nord)
22 ans d'expérience en formation d'adultes
assure SPECIALISATION ou RECONVERSION
par des stages longs rémunérés ou non dans ses départements
spécialisés.

— Commerce International — Foire Industrielle — Tourisme
Sports touristes : gestionnaires de magasin
Renseignements et inscriptions : SIFOP B.P. 70
59640 Dunkerque. Tél. : (20) 24-38-22 - Telex : 180.952 F.

INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE DE CRÉTEIL

- STAGES DE FORMATION RÉMUNÉRÉS au centre de Créteil : **DIPLOME UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE : MESURES PHYSIQUES - BIOLOGIE APPLIQUÉE - TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION**. (Cycles en un an, en unités de valeur : personnel des entreprises - demandeurs d'emploi - congé formation) - début du stage octobre 1980. Délivrance d'un diplôme national reconnu sur le marché du travail.
- AUTRES STAGES DE FORMATION au centre de Créteil et/ou d'Evry - **PRÉPARATION AU DIPLOME D'ÉTUDES COMPTABLES SUPÉRIEURES** (aptitude - probatoire - certificats juridique, économique, comptable), 25 semaines environ. Début du stage : octobre 1980.
- STAGES PONCTUELS : Marketing - Étude du nouveau plan comptable - Biochimie - Microbiologie - Pharmacologie - Toxicologie - Énergie solaire appliquée à l'habitat, etc.

Renseignements, calendriers, programmes, sur demande
I.U.T. DE CRÉTEIL
avenue du Général-de-Gaulle, 94010 CRÉTEIL CEDEX
Tél. : 898-91-44, poste 271.



FORMATION CONTINUE

- Plus de 6.000 stagiaires formés en 1979 dans des domaines aussi diversifiés que :
- ADMINISTRATION - GESTION - BUREAUTIQUE
 - ÉLECTRONIQUE, MICROPROCESSEURS et INFORMATIQUE
 - PÉDAGOGIE et FORMATION de FORMATEURS, SC. HUM.
 - FORMATION GÉNÉRALE
 - LANGUES ÉTRANGÈRES

Renseignements au
CIEFOP, 83-85, boulevard Vincent-Auriol, 75046 PARIS Cedex 12.
Téléphone : (1) 594-15-10 poste 31-32.

Apprendre l'Anglais à OXFORD dans le cadre de la formation continue

Les stages de formation proposés par l'O.I.S.E. répondent à un double besoin : permettre le maximum de progrès dans un temps assez court et laisser le maximum de flexibilité à l'enseignant en organisant des stages individuels. Ainsi les professeurs peuvent-ils consacrer toute leur attention à l'élève unique.

Cours pour tous niveaux à toute époque de l'année.
Options : commercial, technique, littéraire, préparation aux examens - N° Formation Continue 117501259-78.

OISE Oxford Intensive School of English

13-15 High Street OXFORD - G. B.
Rens. en France : O.I.S.E. Formation Continue
21, rue Th. Renaudot 75015 PARIS - Tél. : 533.13.02

carrières du tourisme et des loisirs donnez-vous tout de suite une qualification européenne supérieure

Institut Supérieur de Tourisme

IST

organisme de formation français à structure européenne

centres associés à : Bruxelles/Lausanne/Londres/Madrid/Stuttgart

en deux ans, préparation au diplôme d'État : BTS de tourisme

avec, dès la première année, stages pratiques en France et à l'étranger :

en troisième année (tout en exerçant une activité professionnelle)

formation supérieure de cadre européen (mémoire de fin d'études européen bilingue)

Documentation gratuite et inscription à :

IST - Enseignement Privé Supérieur du Groupe IPSA
71, Fg St-Honoré - 75008 PARIS - Tél. 266.66.82 - 266.40.70

nom : _____ prénom : _____
âge : _____ profession : _____
adresse : _____
tél. : _____

Seize pour cent de stagiaires dans les locaux du ministère de l'éducation

par WILLIAM METTOUDI (*)

On a souvent écrit que le phénomène formation continue a émergé dans les systèmes éducatifs et productifs en leur créant à tous les deux des difficultés que le législateur de 1971 n'a pas voulu envisager. Qu'en est-il aujourd'hui des relations entre l'appareil de formation et l'appareil de production ? L'activité des organismes de formation s'exerce en période de crise, alors que son assise institutionnelle a été mise au point dans l'enthousiasme d'une expansion continue des activités économiques. D'où, pour l'appareil de formation, la constatation que la formation continue n'est plus soumise à une régulation institutionnelle de l'intérieur, mais bien à une régulation par l'extérieur, d'autant plus redoutable qu'elle s'accompagne d'une exigence de qualité accrue par le commanditaire.

A cette difficulté d'ordre conjoncturel est venue s'ajouter, pour l'appareil public de formation, une autre d'ordre structurel celle-là. Alors que l'éducation a le quasi-monopole de la formation initiale (obligation scolaire individuelle), voilà qu'on y injecte sans précaution administrative ou législative particulière la nécessité de l'activité formation continue basée sur une obligation d'une autre nature (de dépense celle-là) faite à un acteur (l'entreprise) qui lui est extérieur.

Nos groupements d'établissements (GRETA) publics ont largement relevé le défi de la formation permanente, et il est faux de prétendre qu'ils sont incapables de travailler en liaison avec le monde industriel et l'entreprise. En effet, l'analyse des déclarations des employeurs fait apparaître (pour l'année 1978) que, sur les 748 000 salariés ayant bénéficié de stages par conventions avec des organismes de formation (au sein d'un 1 %), 120 500, soit plus de 16 %, ont été accueillis dans les locaux du ministère de l'éducation.

D'ailleurs, l'institutionnalisation de la formation continue dans l'éducation, le volume atteint par notre activité, nous permettent aujourd'hui de dépasser le stade de la recherche théori-

que et de l'étonnement conceptuel et d'appliquer l'observation et l'analyse à un domaine tout à fait concret, réalisé. Nous pouvons ainsi mesurer la réalité des changements en cours et infléchir nos objectifs vers une meilleure satisfaction des besoins de formation des entreprises.

Bien sûr, il reste encore, de-ci de-là, une certaine réticence à s'engager sur le terrain de la commercialisation d'une production qui n'est à aucun titre une marchandise, mais, pour l'essentiel, nous ne souffrons plus de ce genre de complexe. Par contre, les entreprises qui nous boudent encore le font plus à partir d'une représentation plus ou moins négative de l'appareil éducatif, voire des souffrances que l'école aurait fait subir à tel ou tel responsable de formation, mais très rarement en fonction de prestations de formation continue de mauvaise qualité.

En tout état de cause, pour nous, l'heure n'est plus à l'autocritique et certainement pas encore au bilan. Ce qui importe désormais, c'est moins la recherche d'une structure idéale (notre appareil, comme tout l'appareil de formation, est à peu près stable) que l'acquisition et la reconnaissance de notre statut par l'appareil de production.

Le système éducatif par le biais de la formation continue essaye de s'ouvrir au système productif mais, à l'inverse, nous sommes en droit de demander aujourd'hui aux partenaires sociaux utilisateurs de notre appareil de formation continue de se prononcer sur la validité de notre offre.

(*) Conseiller en formation continue du rectorat de Créteil.

POUR LE PLAISIR AUSSI

« Casser la monotonie de l'emploi quotidien »

Quand on pense « formation continue », c'est la plus souvent avec l'idée de « formation professionnelle ». Surtout en période d'aggravation du chômage. Le rattachement, en avril 1977, du secrétariat d'État à la formation professionnelle au ministère du travail et non plus au premier ministre — comme c'était le cas auparavant — a accentué l'orientation de la formation au service de l'emploi. Pour les entreprises, les textes issus de la loi du 17 juillet 1978 sur le « congé-formation » différencient nettement le plan de formation — lié aux objectifs de la société, — de la demande individuelle du salarié.

Pourtant d'autres attentes de formations plus « personnelles » sont ressenties par les salariés, et cela malgré les préoccupations actuelles prioritaires.

On se soit pour suivre des stages d'expression musicale, plastique, d'artisanat (sculpture, peinture sur soie, tissage, reliure...) ou de bricolage (mécanique-auto, menuiserie, plomberie...), « pourquoi ne pas pouvoir prendre un temps pour soi », et casser ainsi la monotonie de l'emploi quotidien ? », suggère par exemple la directrice du CETEC - Animation Jeunesse, centre agréé pour la formation continue, qui organise de nombreux stages de formation « personnelle ».

Beaucoup de ces stages permettent de retrouver le plaisir de la création. Ce qui va très au-delà du terme de loisir.

Et pourtant les stagiaires qui viennent dans le cadre de la formation continue sont peu nombreux. « Au centre, ils représentent 32 % du nombre total des inscrits, en comptant ceux du secteur tertiaire et social », constate-t-on. Venant des entreprises industrielles et commerciales, ce sont surtout des femmes (« elles espèrent peut-être moins que les hommes une promotion par la formation professionnelle »), le plus souvent des employés (secrétaires, comptables...).

« La vie dans l'entreprise fait partie d'un tout : il est important de bien se sentir ; de ne pas se fragmenter », Claude M., ouvrière qualifiée dans une imprimerie, a eu la chance : aucun problème pour suivre le stage de tissage qu'elle avait demandé. Celui-ci — qui a duré trois semaines à temps complet — a totalement été pris en charge par son entreprise (salaires et frais d'inscription). Il est vrai que la commission formation du comité d'entreprise s'est fortement soulevée contre le projet. « La direction ne pouvait rien dire, une grande partie du budget formation restait innocuée », remarque-t-elle. L'imprimerie est en héliogravure ; très peu de stages existent dans ce domaine : « Cela n'élève donc rien à personne ».

Claude M., n'a d'ailleurs pas été la seule à profiter de ce type de formation. Sur deux ans, une centaine de salariés de son entreprise ont pu suivre des stages aussi divers que : tissage, mécanique-auto, peinture, dessin, relaxation

et yoga. C'est un cas particulier, mais on constate que lorsque les comités d'entreprise ou les commissions de formation soutiennent la demande, celle-ci a beaucoup plus de chances d'aboutir.

De fait, les responsables d'entreprise ont du mal à admettre ce type de formation. « Quand on interroge les responsables de formation ou les chefs du personnel, plus des trois quarts répondent que seule la formation professionnelle reste valable, la formation personnelle est considérée comme un luxe », raconte Claude Hesloin. Pour les salariés qui obtiennent un accord de leur employeur les conditions de stage sont rarement optimales.

Ceux qui demandent de telles formations se sentent, la plupart du temps, culpabilisés. Parfois, si — assistants médicaux dans un centre privé de médecine du travail, — déjà « bien contents que son stage de guitare soit accepté » — avec la prise en charge par son entreprise des frais d'inscription, — n'a pas insisté pour qu'il se déroule pendant ses heures de travail. Elle a donc suivi des cours du soir une fois par semaine, « et j'ai pu continuer à venir de jouer de la guitare, parce que la soirée et les exercices après huit heures de travail, ce n'est pas facile », remarque-t-elle.

Tout se passe plus facilement quand le stage demandé peut avoir une répercussion directe sur la vie professionnelle. Chantal T., secrétaire de direction dans une entreprise de distribution de livres, a suivi avec sept autres salariées de la même société un stage de « relaxation, expression corporelle » — un jour par semaine, pendant quinze semaines — avec rémunération mensuelle, frais d'inscription payés sans compter les frais annexes (repas...). « Le directeur des relations humaines de l'entreprise pensait que cette formation pouvait nous procurer une aisance supplémentaire dans notre travail », explique-t-elle, tout en ajoutant : « Son attitude aurait peut-être été différente pour un stage de tissage ou de peinture sur soie... ».

CLAUDE BARAF.

* 13, rue de Buci, 75006 Paris.



COURS INDIVIDUELS de langues à 20 heures
FORMULES INTENSIVES (4, 6 ou 8 heures par jour)
STAGES LINGUISTIQUES A L'ÉTRANGER (Italie, France)
toujours avec un professeur d'origine
ANGLAIS - ALLEMAND
ESPAGNOL - FRANÇAIS
HÉBREU - ITALIEN
INLINGUA PARIS RIVE GAUCHE
5, rue du Champ de l'Alouette 75013 Paris
Tél. 587.18.28

RENCONTRE EN AVIGNON

Pour responsables culturels de municipalités, C.E. et associations
STAGE du 14 au 23 juillet 1980 dans le cadre du Festival.
Au programme :
• La création théâtrale, les publicités, diffusion et programmation, analyses de spectacles.
Inscriptions : FORMATION DEMOCRATIE
2, rue Cauchy, 94110 ARCUEIL - Tél. 547-56-16.

L'Ecole Nouvelle de Gestion & La Lettre de Gestion

• vous proposent leurs préparations aux examens de l'EXPERTISE COMITABLE
BTS de Gestion et Comptabilité
APTITUDE - PROBATOIRE - D.E.C.S. - C.E.S. - MÉMOIRE
• vous informent de l'ouverture de l'Institut Supérieur de Fiscalité Appliquée aux Affaires (I.S.F.A.A.)
• et sont à la disposition de toutes sociétés pour l'élaboration de programmes pédagogiques spécifiques, le suivi des formations

NOUVEAU PLAN COMPTABLE

Actualisation de connaissances fiscales

ÉCOLE NOUVELLE DE GESTION & DE DROIT DES ENTREPRISES
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
35, boulevard de Stasbourg, 75010 Paris, Tél. : 523.01.98 523.05.41

« La lettre de gestion »
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE
35, boulevard de Stasbourg 75010 Paris, Tél. : 246.90.38

AFPIC FORMATION CONTINUE PROGRAMME 1980

L'Association pour la formation et la promotion professionnelles dans l'industrie et le commerce de la chaussure et des cuirs et peaux — organisme agréé par le ministère du travail et de la participation — propose aux chefs d'entreprise et à leurs salariés de toute la profession du cuir en 1980

60 STAGES D'ADAPTATION ET DE PERFECTIONNEMENT

- techniques des métiers du cuir : suiver, qualifier, A.M., A.S.S., laboratoires, cadres techniques, moniteurs ;
- gestion administrative, commerciale, financière, techniques relations sociales : salariés de tous niveaux ;
- lieu de stage : un des 30 centres régionaux de l'A.F.P.I.C. ou dans l'entreprise ;
- durée : variable ; aménagement et fractionnement possibles ;
- formateurs : co-professionnels de l'industrie du cuir, conseillers techniques, cadres administratifs ;
- stages élaborés en collaboration avec les entreprises et adaptés continuellement à l'évolution de leurs besoins. Programmation de stages spécifiques sur demande ;
- gestion administrative et financière totalement prise en charge par les services de l'A.F.P.I.C. ;
- élaboration du plan budgétaire avec l'aide de conseillers financiers. Bénéfice du fonds de réciprocité collective pour les P.M.E.

Plus de 700 entreprises contiennent leurs actions à l'A.F.P.I.C.

3.000 stagiaires formés par an - Une expérience d'un million d'heures de formation stagiaire - Stages emploi-formation - 3000 à 5000 - Emploi des jeunes - Co-trainance - Coopération internationale.

L'A.F.P.I.C. assure également des stages rémunérés de 6 à 8 mois en formation professionnelle des adultes dans les métiers du cuir pour les demandeurs d'emploi et salariés licenciés - 1.000 stagiaires formés par an.
Pour tout renseignement, écrire ou téléphoner à l'A.F.P.I.C. - 2, rue Joseph-Sauvageau - 75008 PARIS - Tél. : 580-28-88 - ou à l'un de ses centres régionaux.
Catalogue stages 1980 disponible.

هذا من الأصل

société

ÉDUCATION

Les étudiants de Jussieu tentent un difficile retour aux sources

Mercredi 21 mai, Jussieu tente de faire le point. De penser ses blessures et de reprendre ses esprits. A l'origine — ne l'a-t-on pas oublié ? — il y avait le statut des étudiants étrangers. Un mouvement aux allures généreuses qui s'émulsifiait, mais qui n'arrivait pas à « mordre » sur les universités parisiennes. Puis, il y eut la mort d'Alain Bérubé. La colère brûle et le réveil s'opère. Et aussi un peu de spéculation. Plus de gouvernement, plus de fil directeur : entre un peu de casse, une certaine d'« autonomes », si l'encerclement policier, le « mouvement », comme disent les étudiants, ne risquait-il pas de s'en aller à la dérive ? Un mouvement certes unifié par son opposition à la « répression », mais perdant quand même son âme. Alors, ce mercredi, entre l'annexe de la rue Cuvier, où eut lieu la « guérilla des papiers », et le tour 24, où est organisée une conférence de presse des

« étudiants en lutte », on tente un difficile retour aux sources. « C'est calme », dit un C.R.S. de Jussieu, non loin de l'annexe de l'université Paris-VI, 12, rue Cuvier. « Trop calme pour être vrai », lui répond un écho d'enseignant venu d'une blouse blanche. A l'intérieur du bâtiment, M. Yves Turquier, vice-président de l'université, veille au grain : « Des dégâts pour 1 milliard de canotiers, vous vous rendez compte... On avait deux solutions : fermer l'université, baisser les bras, ou prendre nos responsabilités, organiser nous-mêmes le déroulement des papiers. » M. Turquier affirme qu'il joue le jeu : après un contrôle des cartes d'étudiant à l'entrée, il laisse parler ceux qui appellent à boycotter l'épreuve et il autorise même un vote. Tous ses collègues n'en font pas autant. Un étudiant de l'UNEF (ex-Renouveau) n'a pu composer parce qu'il a été dénoncé comme

Quinzaine d'action dans les lycées et collèges

Une quinzaine nationale d'action aura lieu du 21 mai au 4 juin dans les établissements du second degré sur l'initiative des syndicats du « front des cinq » : les syndicats nationaux des enseignants de second degré et des professeurs d'éducation physique de la FEN (SNES et SNEP), le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.), le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.) et le Syndicat national des collèges (S.N.C.), indépendant.

RENSEIGNEMENTS PAR TÉLÉPHONE

Le ministère de l'éducation a mis en place un service de renseignements par téléphone sur le « mouvement » des enseignants de « type lycée » : certifiés et agrégés, professeurs du technique et adjoints d'enseignement. Les professeurs désireux d'être tenus au courant de leur situation personnelle peuvent appeler depuis le lundi 19 mai et jusqu'au vendredi 11 juillet aux numéros suivants : 526-21-13 et 526-39-74, à Paris.

Après les incidents du 20 mai UN MANIFESTANT CONdamnÉ EN FLAGRANT DÉLIT

M. François Guillon, vingt-six ans, animateur de centre aéré à Grasse (Alpes-Maritimes), appréhendé mardi 20 mai, alors qu'il se trouvait en compagnie de manifestants étudiants de Jussieu, a été condamné, mercredi 21 mai, en flagrant délit à six mois de prison,

Pour M. Mitterrand : bon nombre des autonomes sont des gens téléguidés par la police

Le premier secrétaire du parti socialiste, M. François Mitterrand, a répondu mercredi 21 mai au micro de France-Inter à un journaliste qui l'interrogeait sur les manifestations étudiantes de ces derniers jours : « Tout le monde sait ou doit savoir que les étudiants ne sont pas les responsables de ce qui ne sont pas les casseurs ! Les laboratoires de Jussieu n'ont pas été cassés par les étudiants. Les étudiants se sont organisés, à trois cents, quatre cents ou cinq cents, pour défendre, précisément, ce bien universitaire qui est le leur en même temps que celui de la nation. Vous savez fort bien que les étudiants, hier, lors des obèques de la victime de l'autre jour, ont été en mesure de protéger le cortège étudiant. C'est tout à fait en dehors d'eux qu'il y a eu une bagarre entre ceux qu'on appelle les autonomes et la police. »

ENSEIGNEMENT PRIVÉ SUPÉRIEUR GROUPE IPSA

INSTITUT EUROPÉEN DE FORMATION AUX AFFAIRES ET À LA CONDUITE DES ENTREPRISES
IAC
Les inscriptions au concours d'entrée pour l'année scolaire 1980/81 ont lieu dès maintenant. Candidats au baccalauréat, demandez sans tarder le dossier d'information et les conditions d'admission.
I.A.C. 71, faubourg Saint-Honoré 75008 Paris / tél. : 266.66.82

Comment choisir une école en Suisse ?

Notre conseiller en éducation, M. Paul Mayor, vous donnera sans frais toutes les informations utiles sur les intérêts croisés de la Suisse aux besoins scolaires, au caractère et aux goûts de votre fils ou de votre fille.
Service de renseignements scolaires : TRANSWORLD 2, rue du Vicaire-Savoyard GENEVE. Tél. 1941-22-44.15.65.

dont quatre avec sursis pour port d'arme prohibée. Le jeune homme avait dans sa poche une chaîne de 54 centimètres de long. Il a expliqué à l'audience, devant la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris, qu'il n'avait nullement songé à se livrer à des violences pendant la manifestation, mais qu'arrivé le jour même de Grasse pour rendre visite à ses parents, il s'était muni de cette chaîne par crainte des malfaiteurs. Trois autres personnes appréhendées au cours de la même journée et déferées au parquet ont été incriminées, le mercredi 21 mai, et écrouées. Ce sont, d'une part, M.M. Vincent Bencheil, vingt-cinq ans, chercheur à l'INSERM, et Pierre Olier, quarante-trois ans, libraire, qui cootent les faits de violences à agents qui leur sont reprochés ; d'autre part, M. Claude Jacquelin, trente-trois ans, assistant technique à l'Office de H.L.M. de la Ville de Paris, inculpé de coups et blessures volontaires sur la personne d'un agent, M. Serge Chérel, qu'il avait projeté contre une voiture en stationnement.

SUPERLIGHTS

DE PHILIP MORRIS



L'AMERICAINE SUPER LEGERE. NICOTINE: 0,4 MG. GOUDRONS: 3,9 MG.

Le Monde

étrangers
exil

Le Monde DES LIVRES

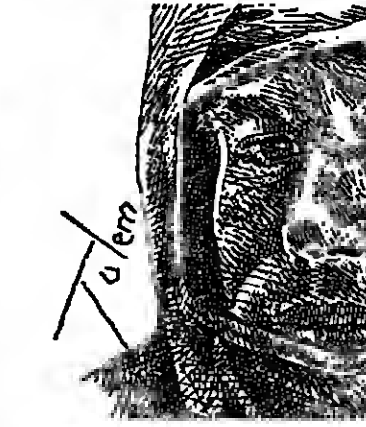
Le Clézio dans le désert

● Un chant qui nous invite à retrouver les joies primordiales, à travers nos misères.

SURPRENANT Le Clézio, dont on sait si peu de chose, hors des livres qu'il publie au rythme régulier de son souffle. Et, depuis le *Procès-Verbal*, cela fait quinze titres en dix-sept ans. Nous l'avons laissé en 1978 sur un recueil de contes *heures*, peuplés d'enfants, *Mondo* et autres histoires, et sur un essai complémentaire, *Un connu sur la Terre*, sorte d'art poétique où il avouait son dessein d'écrire pour ouvrir les yeux des hommes à la beauté du monde : une façon de leur changer la vie. Dans son œuvre, cette phase de bonheur et de réconciliation avec l'existence avait été inaugurée en 1975 par *Voyages de l'autre côté*, où se déroulaient, sous la conduite d'une femme-fée, une série d'enchantements.

Auparavant les livres s'appelaient *Le Déluge*, *Le Livre des Juifs*, *La Guerre*, les *Géants*, et disaient l'égarement, l'agression, l'oppression, produits par un monde moderne proliférant. Le voilà qui retourne aujourd'hui au roman et, d'une certaine manière, à la dénonciation d'un de nos maux, la colonisation, en se situant sur des rives pour lui inhabituelles. On le croyait voué aux Indiens, depuis ses nombreux séjours au Mexique, au Panama, depuis *Hai* et sa traduction des *Propphéties du Chiam Balam*. On le retrouve chez les *Hommes bleus du Sahara*, aux confins du Sud-Marocain, et datant, pour une fois de façon très précise, une partie au moins de son récit qui suit la conquête coloniale et s'achève sur la prise d'Agadir le 30 mars 1912.

J.M.G. Le Clézio, abandonnant son éternel présent pour faire appel à l'histoire, c'est un changement. C'en est un autre que cette implantation subite dans



le désert, ce lieu où il n'y a rien, d'un écrivain qui avait mis la grande ville et ses sanctuaires, comme le supermarché des *Géants*, au centre de son œuvre. Cela dit, aucune de ces ruptures nouvelles n'empêche Le Clézio d'être semblable à lui-même et de nous donner un très beau roman où sa façon, qui est lyrique et épique tout ensemble : lyrique dans une simplicité qui va jusqu'à la transparence, pour mieux nous faire entrer en communion avec le monde, les éléments et toutes les manifestations primitives de la vie ; épique parce qu'il saisit des mouvements de masse, des forces et des âmes collectives, et que l'individu, avec ses misères et ses drames, s'y dissout.

Il y a pourtant des personnages, une héroïne, une histoire et même deux, dans *Désert* qui est construit sur un contrepoint. Deux récits s'y entrecroisent, qui se déroulent à plus d'un demi-siècle de distance. L'un illustre l'ultime révolte des tribus du

désert contre les conquérants étrangers. Chassés de leur oasis, les *Hommes bleus* se sont rassemblés dans la vallée de la Saguiet el Hamra, et, à l'appel



d'un vieux cheikh, à la stature de saint, ils sont montés vers le nord, des mois durant, de puits en puits, par les oasis desséchées des oueds, sous l'ardeur du soleil et la froide morsure des nuits, dans les nuages de poussière rouge que leurs pieds soulevaient. Volonté de guerre sainte ou espoir de trouver d'autres terres pour y faire paître leurs troupeaux ? C'est la marche harnassée, les lentes caravanes, où chèvres, femmes, vieillards, enfants se mêlent aux guerriers, que peulmodie Le Clézio, jusqu'aux massacres qui les déciment et les dispersent.

Entre les étapes douloureuses de cette croisade chantée plutôt que narrée, s'insère, sur un autre mode, le roman proprement dit qu'on pourrait d'abord croire celui d'une immigrée d'aujourd'hui. Il conte l'histoire de Lalla, jeune fille de dix-sept ans, qui descend des *Hommes bleus* et que l'esprit du désert possède : il se manifeste à elle sous la forme d'une apparition, la voit, le regard d'un guerrier qui surgit, à ses côtés, dans la solitude.

Lalla habite chez une tante qui l'a recueillie, dans un bidonville aux abords d'une ville marocaine, imprécise, que baigne la mer. C'est là que nous la voyons d'abord vivre, heureuse, libre et sauvageonne, entre la plage, les dunes, les collines parsemées de bergers gardant leurs chèvres. Occupée de menus travaux sans contrainte, et surtout à parcourir son aire, en savourant les joies du soleil, du sable, de l'eau, du vent, joies que Le Clézio excelle à nous faire partager. Un vieux pêcheur lui raconte des histoires merveilleuses où brille parfois le mirage des villes éblouissantes qui se dressent de l'autre côté de l'océan. Elle n'a qu'un seul ami, un jeune berger muet qui, lui aussi, vient du Sud et auquel elle se donne.

Lalla, un jour, quittera tout cela avec sa tante parce que la misère est devenue trop forte. Elle débarque à Marseille, portant en son ventre le fruit de ses amours, pour y vivre la condition grise des immigrés. Mais celle-ci n'aura pas de prise sur elle, pas plus que l'incroyable chance qui lui arrive : de femme de ménage dans un hôtel sordide, elle devient « cover-girl » par les bonnes grâces d'un photographe de mode qui ne prend d'elle que les

images de sa beauté. Fille du désert, elle est, et reste, libre. Fuyant la vie chez les esclaves, elle retournera dans son pays quand son enfant sera sur le point de naître. L'histoire de Lalla s'achève sur cette naissance, en des pages splendides. Seule, sur la plage, agrippée au vieux figier sous lequel elle écoutait les histoires du pêcheur, Lalla retrouve les rythmes naturels et ancestraux de l'accouchement, tandis que monte le soleil de la première à la troisième aube.

Où, surprenant Le Clézio ! Avec cette tranche d'histoire, écrite comme une chanson de geste, avec cette idylle naïve qui traite en légende, en conte bleu, notre problème crucial des immigrés. Nous sommes à cent lieues du réalisme ordinaire et cependant toute la chair du livre est faite de sensations concrètes, de gestes quotidiens, d'une attention alignée aux choses primordiales de la vie qui nous entourent et que nous ne voyons plus. Est-ce ce regard mort qu'avec ses mots, ses faibles, ce poète à l'esprit d'enfant tente de réveiller ? Est-ce la purification qu'il entreprend de notre conscience perturbée ?

Je ne crois pas que Le Clézio, depuis quelques années surtout, soit un écrivain sans message. Ou plutôt, je lui préférerais une intention thérapeutique qu'il est peut-être allé emprunter à ces sages Indiens qu'il fréquente. Lentes, fluides, claires, ses phrases captent le jeu des éléments entre eux et leurs effets sur les corps. Elles coulent comme une eau lustrale. Elles détendent la conscience de ses mauvais replis sur elle-même. Elles la projettent tout entière dans le spectacle du monde. Un monde où le mal n'a pas disparu : la faim, la soif, la douleur, la mort sont toujours là, mais subies sans drame, dans une sorte de sérénité et d'acceptation.

En même temps que *Désert*, Le Clézio publie un livre très court *Trois villes saintes*, qui lui a trait aux Indiens. Ce ne sont pas des villes qu'il décrit, ce sont des positions de l'âme : voyance, vigilance, attente. Ces textes qui semblent des traductions de textes sacrés anciens, ne sont pas d'emblée accessibles. Mais peut-être éblouissent-ils *Désert* qui, lui, dans sa transparence est obscur. Car d'un côté nous y suivons les souffrances d'un peuple en voie d'extinction, et de l'autre nous assistons à sa résurgence, sa permanence.

Faut-il mener Le Clézio aussi loin que nous le faisons lui sur l'inquiétante voie mystique ? Mais sinon, force est de conclure à l'invraisemblance, à l'absurdité de ses histoires. Et cependant il reste toujours quelque part cette soif à éteindre dont il fait un leitmotiv de son œuvre. Si vous en êtes atteints, lisez-le. Autrement, ce n'est pas la peine. Même s'il se situe au cœur des drames de notre époque, Le Clézio n'apporte point de solutions, autres qu'intérieures, pour les résoudre.

JACQUELINE PIATIER.
+ *DÉSERT*, de J.M.G. Le Clézio, Gallimard, 410 pages, 57 F.
+ *TROIS VILLES SAINTES*, de J.M.G. Le Clézio, 52 pages, Belfleur, 29 F.

Les jardins de Suzanne Prou

● Un livre enchanté né d'un abécédaire.

TOUS les livres de Suzanne Prou, on en compte une bonne douzaine, ont une sur-jardin. Parfois, il s'agit d'un parc, parfois d'un carré de gazon entouré de bouquets, mais les personnages coincés dans leur drame disposent toujours d'un refuge, d'un échappatoire, entre ciel et terre. Il était donc juste que le jardin occupât un jour le place d'honneur. *Le Cygne de Fanny* la lui accorde, relevant au second plan les histoires humaines. A présent, la parole est aux fleurs et aux arbres, au séducteur et à l'arroseur : ne sont-ils pas oubliés les souvenirs solidement enracinés dans le sol et dont les fruits mûrs tombent de la mémoire.

Au commencement était le jardin de grand-mère. Figulier, cognassier, oranger, on le devine méridional. Dans les clipeaux vides, abandonnés par les lapins, deux petites filles bavardent à perdre haleine, la future romancière et sa cousine. Que disent-elles ? Suzanne Prou ne le sait plus. Mais elle n'a pas oublié le mélange d'odeurs d'ognons et de basilic, d'essence et de tomates, de poussière et de lavoir.

Chez la tante, l'ennui se reflète dans un bassin de rocaille, les buis chargent l'air de mélancolie et sous le marronnier une adolescente rêve qu'elle est elle-même. Patience ! Elle le devine vite, cet autre monde, fou de couleurs et de parfums. Fuyez, fuyez, bananiers, marguerites, flamboyants, c'est la jungle. Finis les jeux, les sens se débâillent. « Je regardais, je humais, je léchais parfois une écorce trop lisse, je caressais la pulpe des pétales aussi doux que des muguettes, j'écoutais les bêtes des fourrés, je sentais la sève monter dans les branches en même temps que mon sang battait à mes oreilles. Accablée à cette nature exubérante, je finissais par faire partie du jardin. »

Lyonnaise, elle promène dans les squares ses premières idylles. Voyageuse, elle fait escale à Lyon, à Bruges, à Damas, répondant à l'appel d'un brin d'herbe. Ecrivain, elle butine chez sutru,

arpençant sans fatigue les trois mille alexandrins des *Jardins de l'abbé Delille*. Et pour finir, bien sûr, la voix maîtresse à bord, plantée sur son propre lopin, aux frontières de la Beauce. A peine y a-t-il place pour quelques pieds de roses trémières et de dahlias. Sa tendresse vigilante n'en demande pas plus et, la nuit, l'arrache à son lit pour « aller secrètement épier le jardin sous la lune, comme on se penche sur un enfant qui dort ». Mais d'où vient, dira-t-on, le « cygne de Fanny » parrain de ce livre enchanté ? Tout simplement d'un abécédaire dont il illustre la lettre Y en nageant sous une glycine. L'auteur a quatre ans, elle épelle ses premiers mots. Cygne en tête, ils la conduisent au cœur d'un royaume végétal où se nourrit son inspiration. Ainsi devient-on jardinière et conteuse.

GABRIELLE ROLIN.
+ *LE CYGNE DE FANNY*, de Suzanne Prou, Mercure de France, 113 pages, Environ 30 F.

Quarante maîtres à l'école

● Une tentative originale pour revigorer la philosophie.

IL faut l'avouer, ce que les élèves préfèrent souvent à l'école, c'est la récréation : nous pourrions donc commencer par elle. Dans le livre inventé et organisé par Christian Delacampagne et Robert Maggiori, *Philosophie*, c'est le titre du dernier chapitre. Là, les philosophes se moquent d'eux-mêmes et font une diatribe pour justifier leur entreprise. Ils ont voulu échapper à l'esprit de lourdeur que l'âge n'ont pas appelé leur livre : *Phénoménologie des thématiques didactiques* : ils ont voulu « prendre au piège le programme et son ombre », protester des sentiments amicaux qui ont servi de mobile à l'œuvre et, par un apologue zen qui sert d'épilogue, Maggiori veut revigorer la philosophie de classe, si l'on peut dire, à la faveur d'une rencontre, celle des

philosophes contemporains et des élèves à travers les questions du programme. Briser les barrières entre le scolaire et le public, donner aux penseurs un projet pédagogique, aux élèves un intérêt pour la pensée actuelle. Quarante philosophes vont venir traiter avec un méthode plus ou moins classique et dans un style toujours personnel et intelligible ce que l'arrêt du 1^{er} octobre 1973 propose à l'étude des classes terminales.

Les démonstrations sont sans ressemblances entre elles, plus ou moins chargées de didactisme, d'art de persuader, d'interrogations. Elles ressemblent à leur auteur, et, si l'on peut reconnaître dès le titre V. Jankélévitch et sa subtilité à travers l'« ambiguïté morale en son intérieur », on peut aussi apercevoir derrière les exposés des autres écrivains les convictions politiques, morales, religieuses et philosophiques les plus ferventes. YVETTE FORMERY.
(Lire la suite page 25.)

« Pouvoirs de l'horreur », de Julia Kristeva

Pourquoi l'abjection ?

CE n'est pas une lubie d'artistes morbides : en nous, dans le monde, nous sentons bien que la civilisation laisse grouiller de l'horreur refoulée, de l'innommable. Cet héritage de l'animal, l'Apocalypse la subodorait déjà, et un certain art carnavalesque n'a cessé de l'exprimer. Mais le vingtième siècle l'a fait affirmer comme jamais, grâce à des esprits particulièrement pénétrants comme Freud, ou frémissants comme Joyce, Bataille, Artaud, Céline. Appliquer les intuitions du premier aux vertiges des seconds pour tirer cette abjection au clair : tel est le propos de *Pouvoirs de l'horreur*. Il exige du lecteur — mieux vaut prévenir — un bagage d'égroté. Mais les profanes ne regretteront pas de s'être cramponnés. Dans le flot de faux essais que déchèlent les jectances des ondes, enfin un vrai livre, de ceux dont on sort jubilant, fourbu, modifié !

Rarement les sciences humaines ont été si bien employées à éclairer le littéraire, et le littéraire à éclairer nos ténérailles. Par l'ampleur de son information et de son intelligence, Julia Kristeva domine de haut les critiques universitaires apparues depuis dix ans. D'ONG, l'objet existe, chacun l'a rencontré, et l'a reconnu au dégoût qu'il inspire. Cela va de la peau du lait et des cadavres, images écœurantes de notre pourriture proche, à une menace ancienne et vague, mais toujours présente : celle du menue qui a précédé l'avènement de l'humanité au langage et à la vie en société.

Cette horreur originelle prend sans doute sa source dans l'appétit du tabou de l'inceste, de même que les premières morales totémiques. Les religions reposent toutes sur une souillure qu'elles s'efforcent de purifier. Julia Kristeva n'a pas de peine à la repérer dans la Bible, ainsi que chez les philosophes, de Platon à Hegel.

Sade échappe à l'abjection, en pur athée pour qui rien n'est sacré, puisque rien n'est innommable. Mais on la retrouve chez le Dostoïevski des *Démones*, selon qui cette procédure de l'effondrement des lois paternelles, et dans toute une lignée d'éventuels de l'écriture : immonde mondain chez Proust, effroi de la putréfaction en marche chez Artaud, Incapacité d'exclure le repoussant chez Bataille, impossibilité, chez Joyce, de nommer un objet du désir, et fuites dans la parole littéraire, dans le chant des mots.

CELINE, aussi, cherche une issue dans la mélodie. L'horreur qu'il fuit est bien pire. Il en est à la fois le sujet et la victime fasciné. Avec lui, la révolte morale, politique et stylistique de notre siècle est portée à son paroxysme. Précisons, car le malentendu est habituel, que l'attention accordée à l'écriture par Julia Kristeva et le « rire libérateur » qu'elle y prend ne valent évidemment pas pour une absolution

de ses délires nazis. Idéologiquement, elle les juge criminels, mais seconds, comme d'ailleurs toutes ses idées, par rapport à l'enjeu profond de son entreprise.

L'Eglise catholique n'est pas mieux traitée dans les pamphlets que les juifs — l'Evangile : un code de racket ! — ni le peuple — tout pour le buffet ! — ni Maurras ni Hitler même — rien du point de vue spirituel ! — La doctrine de « diabolisme » qu'il prône — Famille, Nation, Race, Corps — il n'y croit guère. Programmes et engagements politiques ne lui servent qu'à contenir la folie, et l'antisémitisme à vomir tout le « symbolisme » : institutions religieuses, élite intellectuelle, idéologie communiste, etc. Le Juif incarne le Loi, l'Abstraction, le Féminin érigé en Matriarcat et asservissant un pauvre Aryen dépourvu de tous ces pouvoirs.

Encore lui arrive-t-il de verser dans ce nihilisme à la dérive. La seule vérité du monde, c'est le mort. Si parfois la plaie de vivre « s'assurait d'un ridicule petit mimé », c'est pour mieux souligner la pourriture de tout. Dans son épopée ricanante, comme toutes les apocalypses sans Dieu, Céline choit et apprivoise les thèmes d'abjection à raison de leur rendement en jouissance bien ignoble.

Tous les faits de guerre sont littéralement cultivés, comme autant de preuves que l'homme a « le carnage dans les fibres ». L'accouchement satisfait d'abord nos voyeurismes et son dégoût de la sexualité. L'avortement, encore mieux : le mort y saisi la vie, miam ! Son idéal phobique se dévint dès sa thèse de médecine sur la fétide puerpérale : le sexe féminin contaminé par un cadavre, l'abandon !

EN véritable psychanalyste, Julia Kristeva rapproche les textes, comme elle écouterait un patient associer librement sur un divan, afin de surprendre à quelles rouseries de l'inconscient répond cette œuvre de nuit, aveugle à son propre cheminement.

On se fait la stupéfaction où Céline tient les femmes. A part la figure de la femmeuse, qu'il se contenterait de contempler en frère amoureux, toutes des mégères abusives, des « gâcheuses d'homme ». Sa mère, dont il s'exagère le culte mesochiste du travail, n'échappe pas à l'abjection : ni son père, que l'art de raconter ne sauve pas de la « dégueulasserie ».

Céline est passé par là ; ou plutôt, il n'y est pas passé. Diagnostic de l'analyse : pas un récit, pas une phrase de Céline, qui ne renvoie à des tentatives obsessionnelles et périlleuses de « situer un étra partant entre ses désirs et leurs interdits ». C'est dire que la pensée cohérente est le cadet de ses soucis. « Au commencement était l'émotion », réplique-t-il. Céline n'a d'autre projet que de sa tenir de l'autre côté du civilisé, du sensé, à la pointe lancinante de sa douleur, seul « authentique » !

(Lire la suite page 25.)

Le nouveau roman de

GRAHAM GREENE

Dr Fischer de Genève

A Genève, où il a fait fortune dans la pharmacie, le Docteur Fischer vit entouré d'une cour de parasites qu'il cingle de son mépris, mais relâche par ses largesses. Un jour, il ira trop loin dans la provocation...

Dans ce roman envoûtant qui fait penser à un conte cruel du Villiers de l'Isle-Adam, Graham Greene conduit le lecteur au bout de la nuit de l'homme, de la nuit de l'absurde.

Collection "Pavillons".

ROBERT LAFFONT

SEUIL

Jean Cayrol

de l'Académie Goncourt

Exposés au soleil

"C'est un art très fluide, subtil, et qui requiert l'attention du lecteur, sa complicité. Cayrol murmure à notre oreille". François Nourissier / Le Figaro Magazine

"J'ai rarement vu pareille maîtrise dans le maniement du détail, et donc du mot juste".
Gérard Guégan / Les Nouvelles littéraires

**"L'art de Cayrol dans ce livre aigu s'apparente au don : il nous rend un regard".
Pierre Veilletet / Sud-Ouest dimanche**

"Ses récits courts, dans une gamme très variée de sujets et de tons, témoignent pour un art et cet art est souvent poétique comme un saut vers ailleurs".
Lucien Guissard / La Croix

"Je me contenterai de saluer la force et la beauté de ce recueil... Impossible de rester froid à la lecture de cette série d'instantanés qui surprennent les personnes au cœur de leur nuit, la nôtre".
Gilles Rosset / *Le Quotidien de Paris*

"Tout est important, tout est parfait. Jean Cayrol donne dans ce livre un raccourci merveilleux de son talent fait d'impertinence et de tendresse, de sobriété et de lucidité".
Claude Fleury / Le Républicain lorrain

**"L'un des meilleurs livres de Jean Cayrol.
Un livre d'une diversité extrême".
André Wurmser / L'Humanité**

192 pages

Ph. V. Olkar (Sud-Olorji)

كنا من اجل

romans Deux regards sur la vieillesse

Noir : Roger Ikor

Serein : Geneviève Gennari

Le drame est partout.

L'ETERNITE, dès notre âge mûr, elle est derrière. Devant, le trou. Le trou définitif et, avant, l'autre à peine moins redoutable, ce vide de « la retraite » qu'il va falloir occuper. A quoi ? Les dons de conseils ne manquent pas, non plus les « animateurs » : « Allez ! Même, il faut vous secouer », pour ce fameux « troisième âge » qui sent — à nouveau — la chaise-pot, le bavoir, la couche et les bouillies. Quelle tristesse, ces fêtes où l'on fait se tortiller des septuagénaires aux flonflons de *Frou-frou* (comme si cette chanson 1900 était leur contemporaine), le rire forcé et singeant la jeunesse !

Les « vieux », mais ils repoussent l'appellation comme injurieuse, on se demande pourquoi et les « anciens », ce beau mot, est tombé en désuétude même dans les campagnes, comment donc les nommer, « eux », sortis de la vie active, nous, demain ou après-demain ? Notre époque, qui n'aime que le neuf, même en toc, comment n'aurait-elle pas tenté de mettre à la décharge ces corps et ces esprits usés d'avoir servi, inutilisables et, s'ils ne le sont pas encore, embarrassants... place aux jeunes !

Télescope au noir ? Sans généraliser, qu'on aille donc regarder ce qui se passe dans les « Nids douilletts », « Ma demeure » et autres « Doux bercail », dorés ou pas, où s'achèvent, et même pas dans leurs meubles, tant de vies : qu'on lise, pour gagner du temps (mais le moral en prendra de même un méchant coup), le beau livre de Roger Ikor. Il y explore, à travers l'expérience d'un vieux couple, les situations diverses qui peuvent se présenter l'heure venue de « se retirer ».

« On ignore tout de la vieillesse », dit-il. On dirait qu'il en

a, lui, fait le tour. Tout est vrai, tout le cri dans l'échantillonnage qu'il propose à nos yeux émus ou horrifiés, toutes sortes de vieillesse, pas seulement des vieillesse encagées, misérables ou solitaires. Qu'on écoute seulement l'hallucinant monologue de cet agrégé de philosophie, grisé par sa gouvernante, qui nous restitue l'alternance détraquée, dans un cerveau en désagrégation, de plages lucides, de poussées d'érotisme, de radotages, de confusion, mécanique détraquée qui fonctionne en cabotant, tandis que le corps se dégrade en dépit des pilules, pittores et autres adjuvants de la sénilité. L'argent, là, ne manque pas, pas plus que ne manquent à Thérèse Laverrière l'affection de Simone, sa fille, et l'appui de deux autres enfants.

Le problème est ailleurs. Roger Ikor le démontre avec force. Le « vieux » est en trop, la vieillesse, un mal irrésistible, intrinsèque à la destinée humaine : à quelque époque qu'on se tourne pour le rendre moins scandaleux, quels que soient les remèdes qu'on invente avec la raison ou le cœur, il s'agit toujours d'un naufrage. Plus ou moins lent ou différé.

Les « belles vieillesse » ? Les « vertes » vieillesse ? C'est de l'extérieur qu'elles sont ainsi vues, et elles sont rares, si éphémères qu'on se surprend, lisant l'*Eternité* derrière, à supplier le ciel de vous rattrier dix ans de vie plutôt que d'atteindre un âge avancé : « avancé », comme un fruit blet ? « avancé », vers quoi d'autre que, de toute façon, la mort ?

Reste à savoir si, le moment venu, nous ne réclamerions pas « une minute », puis une autre et une autre encore...

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

+ L'ETERNITE DERRIERE, de Roger Ikor, Albin Michel, 230 pages. Environ 49 F.

Le palliatif de l'amour.

CHARLOTTE FROGIER, solzante-neuf ans, rédige son testament. Il lui faudra la durée du roman — une année — pour l'achever. Douze mois durant lesquels, de la jeunesse miraculeusement préservée, corps et âme, goût de la lutte et enthousiasme, elle aura basculé dans la vieillesse, au moins dans cette zone de la vie où l'on sent que le rôle est joué, où le passé devient dangereusement source, et l'avenir un faux espoir, fosse d'oubli, effaceur implacable, quelle que soit l'importance qu'on ait pu avoir dans le destin de ceux dont on dit qu'« ils nous continuent ».

Cette continuité illusoire — quels anachronismes, venus d'où et remontant à quand se combattaient et se réconciliaient dans notre sang ? — Charlotte s'y était accrochée, en amont, historienne d'une autre Charlotte, son arrière-grand-mère indigne et fascinante et, en aval, elle s'y plongeait à cœur-que-veux-tu à travers Charlotte Lidwine, sa petite-fille.

Vient le jour où Lidwine, après quelques années de mariage, semble avoir trouvé son centre de gravité et, bientôt, mère, se sépare de la branche comme le fruit mûr qui n'a plus besoin de sève nourricière : le jour où Charlotte Frogier commence la difficile épreuve des détachements.

Pour quelqu'un qui a tenu à tout, aux souvenirs, aux choses qui en sont pleines, à la marque qu'elle a pu imprimer sur les êtres, pour cette personnalité si équilibrée et si pleine et peut-être, plier de son petit univers, écrasée-elle de sa vitalité joyeuse ceux qu'elle ne croyait que servir ? — ce pour-

rait être le désastre, la panique, l'effondrement. Un instant, suspendue au-dessus du néant, Charlotte se sent vaciller, subitement lasse, enlacée par les bras visqueux et fluides des pires tentations : à quoi bon ? Quel sens cela a-t-il, tout ce dont elle se sent le devoir de défendre ? Pourquoi vivre quand il ne reste plus qu'à s'annuler pour finalement disparaître ? Un instant seulement, car il y a Vie, l'homme avec lequel Charlotte a tout partagé depuis quarante ans, les pensées les plus secrètes, le bonheur et le malheur enmêlés.

Curieusement, Geneviève Gennari, dont la voix d'ordinaire est plutôt mélancolique, nous donne, avec cette réflexion sur la vieillesse, un livre serein, lumineux, réconfortant. C'est que l'amour y règne, maître de ce vieux couple au centre de l'œuvre, sans cesse redécouvert et ravivé par ces deux êtres riches d'âme, complémentaires, lui par la bonté, elle par la vigueur. Sans doute, l'angoisse est-elle là : « Qui de lui ou de moi partira le premier ? » Fasse le ciel que demeure seul celui qui saura le mieux assumer sa solitude — mais ni l'un ni l'autre, heureusement, n'est capable d'établir le verdict. Dans toutes les traditions folkloriques, le naufrage succombe à la neuvième vague. « Il ne faut pas compter les vagues », voilà tout.

En attendant, l'incompréhension des générations qui se suivent et les fausses notes des pièces rapportées, époux de la fille morte, mari mal accueilli de la petite-fille qui, de leur côté, ne se sentent pas tout à fait acceptés. La densité des thèmes égale l'élégance avec laquelle ils sont imbriqués et maîtrisés.

G. G.-A.
★ LA NEUVIEME VAGUE, de Geneviève Gennari, Julliard, 215 p. Environ 42 F.

humour

Des saints pas très catholiques

FLAUBERT s'était plu, pour tenter son bon saint Antoine à mettre en œuvre un véritable sabbat où son imagination romantique jouait de tous ses feux. M. Georges Fradier sollicite avec non moins de verve le « folle du logis » pour faire défiler sous nos yeux, en une cohorte aussi bigarrée qu'étrange, les quelque trente saints réunis dans son *Saint Jean Pieds-de-Porc* et autres saints.

Aux noms seuls, on devine l'intention insolite et malicieusement bouffonne : « Ramachandra l'Absorbé », « fausse sainte Marie le Durcimène », « saint Lers le Vieux-Foudre ». Quant aux vies, elles ne manquent pas de relief qu'il s'agisse de « saints élémentaires », de « saints à teire peur » ou de « saints de chevet ».

Prenez la bienheureuse Sonza. Elle stupéfie les Vénérables par son aptitude à toujours monter, irrésistiblement, comme la bonne illuminée du *Teorème*, de Pasolini : on le voyait ainsi flotter au-dessus du Grand Canal ou vagabondant parmi les cheminées, pure, si pure, qu'elle finit par s'évanouir en fumée au sommet du campanile. Saint Dandrie, lui, devait connaître une autre métamorphose : il s'encrinet.

De la tête aux pieds, et après avoir eu quelque mal « à durcir », il devint arbre. Quant à saint Parmocée, il était pauvre, si pauvre, qu'il ne possédait qu'une douzaine de mots pour s'exprimer, qu'il fermait les yeux pour éviter le soleil et se bouchait le nez devant les fleurs parce qu'il « aurait crevé de honte plutôt que de consommer pour sa jouissance le moindre fragment du monde ». Les autres saints n'offrent pas moins de singularités.

Saint Jean Pieds-de-Porc occupe au centre du livre une place plus directement humaine, bien que son destin ne manque pas

d'être déroutant. Curieux saint, en effet, que cet apôtre du détachement à tout prix, qui prêche l'obéissance jusqu'à la trahison ou au crime et qui dit à un soldat de son pays en guerre, tout prêt à déposer vigoureusement l'ennemi : « Au moins, dis-moi, tu ne vas pas haïr ton prochain ? »

Nommé évêque par les Barbares qui ont vaincu, cet héros bien accommodant continue d'enseigner la même bizarre sagesse, tout en se laissant philosophiquement peigner par ses belles-soeurs qui ont trouvé refuge près de lui. Pourtant, le saint du martyre ne sera pas refusé à ce saint homme : ayant trouvé son suprême bonheur à garder les porcs, il se fera tuer pour les défendre contre les ventres effamés. Sans doute avait-il trouvé la créature vivante qui méritait un risque ?

Pour compléter son propos, non dénué d'humour, on s'en doute, l'auteur a dressé l'inventaire de quelques plantes saintes et saints objets. Laissons le lecteur découvrir ce qu'est la « vamenèque », le « gobe-dieu », la « rorante », le « bollbans » ou le « mein d'angloise ».

On eût compris qu'il s'agit là d'une œuvre différente, baroque, précieuse et savoureusement déconcertante. Une curiosité ironiquement savante à réserver aux amateurs de textes rochers qui doivent beaucoup à la folie des mots et aux capricieux parcs de l'imagination. En ce domaine, une réussite que renforcent encore les dessins loufoques et sublimement maîtrisés de Bernard Domenger, insérés dans les marges de cet pensée livre d'heures, pour en souligner l'élégance provocatrice.

PIERRE KYRIA.
★ SAINT JEAN PIEDS-DE-PORC, de Georges Fradier, dessins de Bernard Domenger. Les Lettres nouvelles/Maurice Nadeau, 164 pages. Environ 39 F.

STÉPHANE MALLARMÉ
Un coup de Dés jamais n'abolira le Hasard
(format 28,5 cm x 38 cm) ■ Cédédit Change évrant / d'ateller
■ « Pour la première fois grandeur nature... Saluons l'événement ! » La Tribune Littéraire ■ « Conforme non conforme... En soi, cela, un fait de civilisation » Libération ■ « Une naissance, une façon de révéler... Écrivains et typographes, même combat ! » Les Nouvelles Littéraires ■ « Cet acte d'érudition est avant tout un acte théorique » Le Magazine Littéraire ■ « Pour que les poètes apparaissent tels qu'en eux-mêmes » Révolution ■ En librairie, autour de 140 F ; sinon écrire à d'ateller ■ 44, rue Mazarine - 75006 PARIS ■

LE NOUVEAU

COMMERCE

« SUPPLÉMENTS » au cahier 45/46
VIENT DE PARAÎTRE

VICTOR SEGALEN

VOYAGE AU PAYS DU RÉEL

(80 p., accompagné des dessins de l'auteur, avec tirage de tête)

ALEJO CARPENTIER

VARESE VIVANT

(avec un portrait par Man Ray)

PIERRE PACHET

Du bon usage des fragments grecs
(nouvelle édition illustrée)

Diffusion Librairie : N. Q. L., 78 boulevard Saint-Michel, 75006 PARIS
Liste des suppléments adressée sur demande.

SYROS 9 rue Borromée
75015

UN COIN
DANS
LEUR
MONDE

Le gâchis ne manque pas de cette « inépide », pour corrompre dont elle ne se départ pas. La Tribune-Le Progrès : « Les femmes qu'elle décrit par autant de touches tendres, que réalistes. En attendant d'elles, Huguenot Bouchardeau se raconte, sensible et difficile, sans éduquer jamais aucune de ses contradictions. F. Magazine

HUGUETTE BOUCHARDEAU

100 JOURS QUI EBRANLERENT LA FRANCE

Une autre façon
d'aborder l'Histoire.
Les événements au
jour le jour vus par la
presse de l'époque ! En
fac-similés. Plus de 200
articles, dépêches ou
informations.



Dans la même série :

ETE 36, 100 JOURS DU FRONT POPULAIRE
ETE 44, 100 JOURS DE LA LIBERATION DE L'EUROPE
Chaque album relié, 24 x 32 cm, 256 pages.
En vente chez votre libraire.

Editions
La Courtille Hier & Demain



« Tout dans ce livre est
vrai, douloureux, pudique...
Un récit bien mené,
plein de tendresse blessée,
sans revendication ».
Renée Massip, LE FIGARO.

Janine
Boissard

ROMAN UNE
FEMME
NEUVE

FAYARD

GENEVIEVE
GENNARI

La neuvième
vague

Il fallait tout le talent de
Geneviève Gennari
pour traiter avec un mélange
d'audace et d'émotion le
sujet tabou de la vieillesse,
jusqu'à son prolongement
métaphysique, avec, en
contrepoint, les thèmes
multiples de la vie toujours
recommencée.

ROMAN/JULLIARD

lettres étrangères

Uwe Johnson mélange les temps

● Le troisième tome du journal fictif d'une émigrée allemande à New-York.

Il y a treize ans, tournant le dos au thème qui avait fait le succès de ses premiers romans (1), à savoir la difficulté de communier entre les deux Allemagnes, Uwe Johnson commençait *Une année dans la vie de Gesine Cresspahl*.

Sous la forme d'un journal fictif tenu par une émigrée allemande à New-York pendant un an, du 30 août 1967 au 30 août 1968, il s'agissait en fait d'une tentative pour essayer de comprendre le passé allemand en confrontant avec le présent.

A travers les notations quotidiennes de l'héroïne et l'évocation de ses souvenirs d'enfance, le premier tome (536 pages) d'*Une année dans la vie de Gesine Cresspahl*, paru en Allemagne en 1970 et traduit en France en 1975, nous faisait découvrir la double histoire parallèle de l'Amérique entre le 20 août et le 19 décembre 1967 et d'une petite ville mecklembourgeoise entre les années 1831 et 1935. Le deuxième tome (518 pages), paru en Allemagne en 1971, traduit en 1977, nous transportait à son tour alternativement de l'Amérique entre le 20 décembre 1967 et le 19 août 1968 à l'Allemagne nazie de 1935 à 1945.

Voici maintenant, ici, le troisième tome (536 pages) de ce roman d'une ampleur inégalée dans la littérature allemande de l'après-guerre. Utilisant son procédé habituel, l'auteur s'efforce d'y confronter, cette fois, deux périodes qui ont pour points

communs d'être celles des espoirs déçus : printemps de Prague et révolution étudiante du 20 avril au 19 juin 1968, d'une part, genèse, dans l'immédiat après-guerre, de la République démocratique allemande, d'autre part.

On sait qu'Uwe Johnson se proposait, à l'origine, afin d'accentuer la coïncidence entre la réalité et la fiction, de rédiger chacun des 365 chapitres de son roman le jour même où l'action était censée se dérouler, mais que l'énormité de la tâche à traiter l'obligea bientôt à substituer à la narration directe la relation *posteriori*, puis à ajouter un quatrième tome, encore à paraître, aux trois initialement prévus.

Le présent ouvrage n'est pas sans se ressentir de ce décalage croissant entre le temps du récit et celui de l'écriture, auquel s'ajoute encore pour le lecteur français le décalage supplémentaire dû aux délais de traduction. C'est d'abord la difficulté qu'il y a à se retrouver parmi les différents personnages apparus dans les tomes précédents et, plus particulièrement, dans les méandres de la généalogie mecklembourgeoise de l'héroïne. C'est, plus grave encore, parce qu'il fausse le propos de l'auteur : le fait que la confrontation entre le présent et le passé est devenue, par la force des choses, celle entre deux passés, l'un proche, l'autre lointain. Mais n'est-ce pas la conception elle-même du livre, originale sinon vraiment révolutionnaire, en 1967, qui a vieilli ?

Attendons d'avoir lu le quatrième (et espérons le dernier) tome de cette interminable année dans la vie de Gesine Cresspahl pour en juger.

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.
★ UNE ANNÉE DANS LA VIE DE GESINE CRESSPAHL, par Uwe Johnson. Gallimard, « De monde entier », 286 pages, Environ 95 F.

Patricia Highsmith s'embourbe

A quoi pense donc Patricia Highsmith ? Elle nous avait habitués à un haut niveau de qualité. Son dernier Ripley, *Sur les pas de Ripley*, n'acrobata guère. Assagi, il trafiquait de faux tableaux en province, entre une épouse décorative et un jardin. Obscur, que un jeune Américain fugueur. Seize ans, à Rome, et fils de milliardaire, il a tué son père. Pourquoi pas ? Ses raisons sont bien minces. Entrevu par des troupes, à Berlin, il sera délivré par Ripley de façon invraisemblable. Mais enfin, nous avons confiance. Tout au long du livre, nous espérons qu'il va se décider à commencer. Non. Manifestement, miss Highsmith a la tête ailleurs.

Reste l'écriture, ça sans si ce goût du concret, du détail, du décor, depuis les tarmacs qui rongent des étages jusqu'aux boîtes de trawlers de Barin-Ouest. Patricia Highsmith est en pleine possession de ses moyens. On songe à la Mary MacCarthy des *Oiseaux d'Amérique*, par exemple. Et en pleine déposition de son personnage. Après tout, il lui a déjà fait pas mal d'usage. L'heure de la retraite a sonné, elle peut s'en débarrasser, pour revenir à des textes plus initiatiques, dans le genre du *Journal d'Edith*. A quoi bon fonctionner en volontarisme ?

A moins que Ripley ne se soit amparé d'elle : après tout, c'est un champion dans l'art d'emprunter les personnalités. A quand les aventures de Patricia Highsmith, par Tom Ripley ?

CLAUDE COURCHAY.
★ SUR LES PAS DE RIPLEY, de Patricia Highsmith. Calmann-Lévy, 228 pages, Environ 45 F.

Henry Miller et les autres

● Une mauvaise biographie, une correspondance épatante.

On devrait laisser les écrivains s'expliquer entre eux. Cela empêcherait les biographies calamiteuses qui, ces derniers temps, se suivent et se ressemblent. Que vaut le gros rapport de police sur Beckett de Deirdre Bair si on le compare au sublime *Pour saluer Melville* (1), de Jean Giono ? Rien. Les universitaires n'ont rien à mettre de leur propre vie dans celles des autres. Ils parleraient aussi bien de Colette que de Kerouac, ou de Chateaubriand : aussi mal.

La Biographie non autorisée de Miller, par Jay Martin, qui a déjà raconté les existences de trois Américains, Nathanael West, Conrad Aiken et Robert Lowell, a tous les défauts du genre quand ce sont les biographes qui s'y mettent. Aussi pourquoi oser raconter un homme dont l'œuvre n'est qu'un gros et merveilleux mensonge, pareille à celle de Blaise Cendrars ? « Les livres sont partis de la vie au même titre que les arbres, les étoiles ou le fumier ». Dans la préface les Livres de ma

vie (2), Miller a pourtant prévenu les imprudents : ses écrits bougent comme les feuilles, filent comme les astres, se décomposent dans le souvenir comme la pourriture. Alors, au lieu de faire comme Martin, qui est pourtant bien disposé, qui a compris les difficultés de son entreprise, et de manquer l'essentiel à chaque étape d'une aventure qui n'est pas la sienne, il faudrait plutôt chercher le bon biais et renoncer à vouloir être complet, chronologique, objectif, pour tout mélanger et tout recréer. Miller a eu assez d'amis bien inspirés qui ont donné chacun « leur » Miller. Alfred Perles, Lawrence Durrell, Brassai, Anaïs Nin ; fallait-il courir le risque de rivaliser avec des gens pareils ?

Une bonne action

La parution de la Correspondance privée, de Miller et Joseph Delteil, vient à point pour confirmer notre opinion sur le pensum de Jay Martin. Ceux qui ont vu le film de Jean-Marie Drot, ou lu son *Vive Joseph Delteil* (2), savent que la longue amitié entre les deux écrivains fut belle, sans nuages, aussi pure qu'il est possible. Leur correspondance, qui s'étale sur plus de quarante ans, est familière. Ils n'y prennent jamais la pose. On la trouvera même complètement anodine ou futile. Elle donne en tout cas l'envie de mettre leurs livres dos-à-dos, pareils aux deux faces d'une médaille identique, avec une aile américaine, dérivant en plein canchennet climatique, boulimique, et l'autre, française, on plantée méridionale, gourmande et juteuse.

C'est l'essentiel : ce petit livre où les compliments se succèdent (« Avec vous je sais que je possède une âme... », « Je sens donc tout naturellement en vous un frère ») ressemble à une bonne action. On y apprend notamment que Miller et Delteil firent

ensemble, en 1953, un voyage jusqu'à Grenade. Martin expédie la chose en quelques lignes, sans même dire que Delteil en fut et que cela cimentait leur amitié ! Comment se fier à un bonhomme qui manque ainsi le meilleur et qui n'est pas non plus capable de parler comme il faudrait d'un autre compagnon de Miller, le peintre Hans Reichel qu'il appréciait tant ?

On peut écrire sur Miller tant et plus, repartir de Clichy ou de Brooklyn, mais, une fois encore, ce qui compte c'est de se perdre dans les réflexions, les rêves et les amours d'un homme qui existe surtout dans et par ses livres et qui n'a jamais souhaité autre chose, comme tant d'autres, que d'être lu, aimé et compris.

RAPHAEL SORIN.
★ TOUJOURS VIF ET JOYEUX. LA VIE DE HENRY MILLER, de Jay Martin. Traduit de l'anglais par Fabrice Hélon. Editions Buchet Chastel, 362 pages, Environ 100 F.
★ CORRESPONDANCE PRIVEE. 1933-1975, de Henry Miller et Joseph Delteil. Présentation, traduction et notes de F.-J. Treppe. Editions Belfond, 190 pages, Environ 55 F.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
LIBELLA
12, r. St-Louis-en-l'Île, Paris (60)
Tél. : 326-31-40

ARTCURIAL
LIBRAIRIE
UNE VRAIE LIBRAIRIE
D'ART CONTEMPORAIN
7000 titres français et étrangers disponibles.
Catalogues sur demande
9, avenue Matignon Paris 8. 359 29 81
mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 30

MARCO POLO
Librairie de Tourisme,
Livres de voyage, Guides, Cartes
Tél. : 296-82-83
25, rue Saint-Marc, Paris-2^e

EDIVOX
2 bis, rue de la Saunne
75008 PARIS
Tél. 16 (1) 563 45 43

VIENT DE PARAÎTRE

Alain Masson
Mainmise sur l'enfance
Genèse de la normalité

Roland Villeneuve
La mystérieuse affaire Grandier
Le diable à Loudun

Léon Fleuriot
Les origines de la Bretagne

Georges Benrekassa
Le concentrique et l'excentrique : marges des lumières

petite bibliothèque payot

Collectif
Libre 8
(pbp 377)

W. E. Peuckert
L'astrologie
(pbp 378)

Jean Servier
L'homme et l'invisible
(pbp 379)

PAYOT

La psychologie au secours de la psychanalyse

« LA CURE ELEUTHERIENNE »
de Raymonde WEIL-NATHAN

VIENT DE PARAÎTRE

et dans les magasins de F. MALOINE

27, rue de l'École de Médecine 75006 Paris

CAHIERS CONFRONTATION

dirigés par René Major
n° 3 : Les Machines analytiques
"décidément passionnant" LE MONDE
"un bilan du rôle de Jacques Lacan dans le mouvement psychanalytique français" MAGASIN LITTÉRAIRE

AUBIER

A LA BACONNIERE

(Neuchâtel, Suisse)

Dans la collection Langages :

Introduction au socialisme rationnel de Colins (548 pages)
par Ivo Rens

Anthologie socialiste colinsienne (358 pages)
par Ivo Rens

Histoire d'un autre socialisme L'école colinsienne 1840-1940 (208 pages)

Georges Lefranc : "Il reste à Ivo Rens et William Ossipow le mérite immense d'avoir, en explorant une "terra incognita", exhumé un courant de pensée original qui, en face du matérialisme marxiste, affirme, l'importance des idées et du spirituel." *Revue suisse de sociologie* 5 (1979) p. 452.

Les auteurs : "Le pillage, la désertification et la pollution de la Terre qu'opère sans vergogne notre civilisation technicienne donnent un regain d'actualité à l'écologie au colinsisme du moins à son catastrophisme."

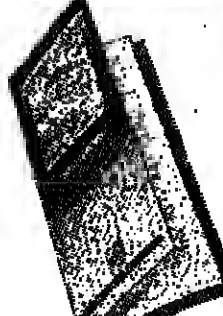
Distribué par **PAYOT**
106, bd St-Germain, 75006, et en librairie

UNE LIBRAIRIE A DOMICILE

inter-livres

Commandez tous vos livres par ou par
• Vous recevrez tous les livres disponibles chez les éditeurs dans les plus brefs délais par poste ou courrier • Vous les paierez moins cher 10% sur prix conseillé (sauf livres de moins de 30F et livres techniques) • Vous les paierez plus tard sur facture mensuelle • Frais de port 6F jusqu'à 100F, 10F de 100 à 200F, 15F de 200 à 300F, 20F au-dessus de 300F pour toute première commande de + de 200F.
38 - 40 av. des Gobelins - 75013 PARIS - Tél. 535.08.45

Le crédit utilisable quand bon vous semble.



Crédit en Réserve.
Le crédit sans servitude.

Habituellement, demander un crédit à son banquier est synonyme de démarches, paperasses et pertes de temps. Le Crédit en Réserve du CIC, c'est un crédit différent. Une enveloppe de crédit vous est offerte avec la liberté de l'utiliser par tranches, quand bon vous semble. Dès que le remboursement est terminé, le Crédit en Réserve se reconstitue automatiquement. Par exemple, pour 10.000 F empruntés sur 12 mois le coût total du crédit est de 973,16 F et les mensualités sont de 914,43 F. Taux 17,50%, assurance comprise. Nous avons conçu le Crédit en Réserve pour vous simplifier la vie. Au CIC nous pensons que les opérations bancaires ne sont pas toutes complexes. Nous sommes convaincus que nous pouvons en rendre certaines plus rapides, plus automatiques. Nous construisons la banque de demain. Une banque libre-service. Et ce temps gagné, nous le récupérons pour mieux prendre en compte votre cas personnel et vous conseiller vraiment.

Un banquier à votre service et une banque libre-service.



ماذا في الأصل

l'impérialisme

L'aide-lecture.

Le nouveau Clavel.

"Marie Bon Pain" par Bernard Clavel.

On attendait avec impatience la suite de "Colonnes du ciel", ces "arbres" de la forêt franc-comtoise qui ont donné leur nom à la série romanesque de Bernard Clavel. Et voilà le tome 4 : "Marie Bon Pain". En cette seconde moitié du XVII^e siècle, le village renaît après la guerre. Marie, son frère Pierre, Bisontin-la-Vertu, et un forgeron piémontais le font revivre. Le bonheur se profile enfin. Mais déjà Bisontin pense à repartir. Là-bas, le Nouveau Monde l'appelle, c'est son destin. Deux vies s'affrontent alors, tendres et déchirées. Pour Marie, c'est le désespoir et l'attente. Pour Bisontin, l'aventure. Et pour nous, toujours, cette grande joie de relire Bernard Clavel.

Quel candidat ?

"P.S., la mise à nu" par André Salaman.

André Salaman a été sept ans au comité directeur du P.S. Il l'aime et croit à sa victoire. Mais il est convaincu que cette victoire n'est possible que par la franchise et la transparence. Pour lui, gagner la bataille politique ne se fera pas en "reculant la porcelaine", mais en disant lucidement la vérité aux Français.

Il décide donc "d'écrire" ce parti qu'il connaît bien. A l'abri des influences, objectivement. Il trace des dirigeants des portraits à la pointe sèche qu'on n'est pas prêt d'oublier. Et l'on commence à comprendre la véritable histoire du parti socialiste, du congrès d'Epinay à celui de Metz et on comprend mieux Mitterrand, Rocard et Mauroy. On comprend pourquoi ce même parti a perdu plus de 15% de ses adhérents. On comprend...

Écrivain limpide, pamphlétaire en art et en politique, elle attend sept ans avant d'écrire ce "voyage" en Picasso, cette plongée dans la peinture, l'ami-tié, le couple, la simplicité et la grandeur.

Jusqu'au dernier mois, en 1973, à la "vivifiante" présence de la mort, aux émouvantes tromperies avec les "mois de la mort", nous vivons enfin un Picasso "contradictoire", un Picasso "peintre" qui doute aussi. Un Picasso vivant. Hélène Parmelin nous confirme que l'homme valait l'œuvre.



Hélène Parmelin par Picasso

53 millions de vaches sacrées.

"La France bancaire" par Jean-Marc Sylvestre.

L'espoir et le rêve d'un "petit peuple" fier de son histoire, de ses talents, de ses traditions : tout cela est bancal nous dit Jean-Marc Sylvestre. En fait, comme ces vieilles armoiries normandes auxquelles on s'attache, la France est bancal. La force de ce livre, c'est de nous montrer à travers des

infrastructures, loisirs et communication, en souffre et s'y limite. Pour Jean-Marc Sylvestre, les Français sont 53 millions de vaches sacrées, immobilisés par des structures économiques dépassées et abusives, castes, syndicats, groupes et autres corporations. La France est bancal parce qu'elle est en guerre et les "vaches sacrées", par définition, ne font pas la guerre. Le livre de Jean-Marc Sylvestre fait figure d'appel aux armes.

Rationaliste.

"La foi qui tue" par Bernard Oudin.

Au nom de la foi, l'Histoire a eu son compte de sang, d'erreurs, d'interdits, de massacres et d'intolérances. Puis la foi a connu une éclipse. On ne l'a plus brandie comme un drapeau, une victoire ou une gloire. Les massacres ont continué sans elle.

Des gens de bonne foi ou non, croient aujourd'hui que cette foi sera salvatrice. Islamiques ou autres, ils remettent la foi au goût du jour. Attention leur dit Bernard Oudin dans son pamphlet, l'imposture est inhérente à la foi ; et aucune foi - même monothéiste - ne pourra racheter les autres, rétorque-t-il à Bernard-Henri Lévy, l'auteur du Testament de Dieu.

Les détracteurs de Oudin lui reprocheront de n'avoir - justement - pas la foi. Mais même pour eux, ses arguments valent d'être entendus, ne serait-ce que pour son analyse des conséquences sociales de la foi et de l'intolérance qu'elle entraîne le plus souvent. Et puis, Bernard Oudin se situe dans cette grande tradition rationaliste française dont on n'entend plus beaucoup la voix. Collection "Libertés 2000".

Ce n'est pas le cas d'autres thérapies - qui existaient bien avant elle et existent encore - et des plus sérieuses. Les comportementalistes, par exemple, se proposent de guérir. Tout simplement. Parce que cette guérison n'entraîne pas nécessairement - quoique la psychanalyse dise - le transfert vers d'autres symptômes ou des déséquilibres plus graves.

Sans nier les limites, les incertitudes et les inquiétudes de la thérapie comportementaliste, le docteur Gérard Apfeldorfer, interne et psychiatre, nous en présente ici les possibilités et les réussites à travers les domaines classiques de la psychologie : anxiétés, obsessions, compulsions, timidité, agressivité, dysfonctions sexuelles ou autres. Et à travers ses analyses, nous découvrons un domaine de la psychologie où guérir peut encore dire quelque chose. Ce livre a un autre mérite : il est d'une très grande limpidité dans un monde où le verbiage est roi. Collection "Réponses".

Amour au bout de l'enfer.

"Mon petit garçon des rizières" par Reine Schiller.

Reine Schiller est Française. Elle a quarante et quelques années et quelques maris. Elle vit à Londres, nantie d'un passé touffu de journaliste de... bureau et d'un solide humour anglais. Un jour, lasse de refaire le monde derrière une bouteille de whisky, elle décide de partir pour Saigon. On est en avril 75. La ville va tomber.

Dans la débâcle, Reine Schiller rencontre Hung, enfant d'un orphelinat, fils d'un GI et d'une Vietnamiennne. Dès cet instant leurs destins ne se séparent plus, comme dans un conte de fées. De la tourmente vietnamienne au chemin des "boat people", du Kenya à New York et enfin à Londres, Hung, le petit bouddhiste devint Emmanuel, le petit catholique. Cette histoire d'amour, cette "découverte de la maternité", c'est aussi tout le tragique d'une épopée qui a marqué notre époque. Collection "Vécu".

Les nouveaux héros.

"Les impatients" ou la folie de créer par Michel Cahier.

Qu'est-ce qu'un créateur d'entreprise ? Un fou, un ambitieux effréné, un être motivé par le profit, un homme qui rêve de dominer les autres ? Rien de tout cela.

Autodidacte ou ingénieur diplômé d'une grande école, le créateur - selon Michel Cahier - est un homme de refus, de rejet, d'anticonformisme : inconscient des difficultés mais amoureux de son idée, il n'accepte pas le message des "anciens", le discours de la raison. Il croit à l'innovation et au changement. Il fera tout pour le prouver. Dix portraits de "créateurs" nous montre dans ce livre à quel prix.

An passage, il y a quelques belles volées de bois vert pour les banques, les administrations, les grandes entreprises et autres grands prêtres du management et donneurs de leçons en tout genre sous lesquels la France croule.

Si vous désirez être tenu au courant de nos publications, envoyez-nous votre carte de visite. Vous recevrez régulièrement notre Bulletin où sont commentées chaque mois nos nouveautés. Service "Bulletin" 6, place Saint-Sulpice, 75279 Paris Cedex 06.

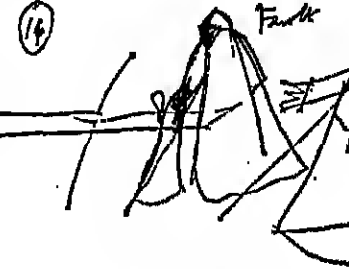
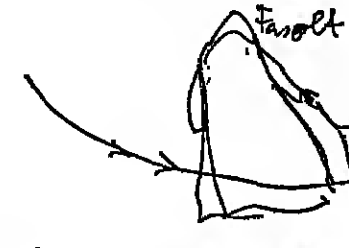
Bayreuth.

"Histoire d'un Ring" Bayreuth 1976-1980 par Pierre Boulez, Patrice Chéreau, Richard Peduzzi et Jacques Schmidt.

En 1976, le Wagner post-sériex et endormi que se donnait chaque année Bayreuth, en prenait un sérieux coup. Pour le centenaire du festival, on avait appelé des Français qui sentaient le soufre : Pierre Boulez pour la musique, Patrice Chéreau pour la mise en scène ! Et le scandale faisait frémir, crier, hurler de rage ou de joie, Bayreuth, l'Allemagne, les Wagnériens du monde entier. Cette année, le cycle de quatre ans se termine et pour l'occasion, Sylvie de Nussaca fait elle aussi "la mise en place" des morceaux de ce puzzle scandaleux : poetics de vues et analyses des auteurs et de leurs collaborateurs, appuyés de 340 photos, véritable histoire photographique du spectacle lui-même.

Pour paraphraser Ravel, il ne suffit pas d'être scandaleux, encore faut-il le mériter. Il apparaît ici que le sérieux du travail sur le "Ring", effectué par les auteurs, renvoie le "scandale" à ceux qui avaient fait de l'Anneau du Nibelung une musique quasi routinière. Collection "Diapason".

13. La folie, un...



Croquis de mise en scène de Patrice Chéreau pour "L'Or du Rhin"

Un Graham Greene inhabituel.

"Dr Fischer de Genève" par Graham Greene.

Le Dr Fischer de Genève a inventé le "Bouquet dentopbile", ce qui l'a rendu très riche. Il méprise les autres, les humilié, les achète. Ce mépris ambigu a peut-être ses racines dans une femme disparue, dans une souffrance.

Il cherche la mort et les solutions que l'homme a, de tout temps, imaginées autour d'elle. Il cherche son destin et, au passage, est ébranlé par celui d'un autre homme, un seul : celui qui épouse sa fille. Peut-être parce qu'ils sont liés à des images proches, des femmes semblables et que leurs vies sont opposées.

Dans ce portrait d'un homme "dur", on retrouve ce qui fait la richesse de Graham Greene : chaque homme porte en lui - aimé ou haï - toute la condition humaine, toutes les interrogations. De cette plongée dans le monde et l'âme du Dr Fischer, le lecteur remonte un peu chancelant, comme au terme d'un voyage au bout de la nuit de l'homme, de la nuit de l'absurde. Ce n'est pas un Graham Greene habituel. Mais c'est un grand Graham Greene. Collection "Pavillons".

Autoportrait.

"Julie Tempête" par Nicole Courcel.

Nicole Courcel, comédienne, ne nous donne pas là ces mémoires que chaque acteur se croit obligé d'offrir à son éditeur : compilation plus ou moins chronologique d'historiettes sur X. et Y., bilan plus ou moins optimiste de carrière.

Non, elle écrit à sa fille Julie, quatre ou cinq ans, qu'elle élève seule, pour lui parler d'elle-même, comme ça, simplement, au jour le jour. Et parce qu'un jour, quand sa fille aura grandi, ce livre existera, comme une première étape psychologique.

D'ailleurs Nicole Courcel détecte les anecdotes. Et ce livre c'est, nu et direct, le portrait d'une femme et d'une mère d'aujourd'hui, antoportrait sans complaisance. Peut-être le bilan d'une génération. Et peu importe, au fond, que Nicole Courcel soit un personnage public, ce qui compte c'est cette voix si personnelle. Collection "Participe présent".

Ces livres sont en vente chez votre libraire.



Dessin de Wiaz

L'autre Picasso.

"Voyage en Picasso" par Hélène Parmelin.

Il y a sur Picasso une quantité d'ouvrages, biographies, essais, analyses, textes intimes et même pas mal de mièvreries de toute sorte. Pendant trente-cinq ans, Hélène Parmelin et son mari le peintre Pignon furent des amis de Picasso puis de sa femme Jacqueline.

exemples concrets et des chiffres précis : cette "trop chère bagnole", par exemple, dont le nombre et l'expansion rendent la France si contente d'elle et de son symbole de liberté individuelle et de bien-être. Quelle erreur !

D'abord parce que c'est bien fragile et qu'une trop grande part de l'économie lui est assujétie. Ensuite, parce que tout notre mode de vie,

Instructif et limpide.

"Apprendre à changer" par Gérard Apfeldorfer.

La psychanalyse exerce une domination quasi despotique sur le monde des thérapies psychologiques. Par contre, elle nie, bien souvent - et spécialement en France - sa propre valeur thérapeutique. Elle ne prétend jamais "guérir". Ce

Ces informations vous sont présentées par Robert Laffont.

J.M.H. CONSEIL

MAISONS SSE 1980

ELAMOUR

ROBERT LAFFONT

Pourquoi l'abjection ?

(Suite de la page 19.)

SON ton populiste traduit moins une adhésion idéologique qu'une stratégie stylistique, de même que l'argot, dont l'opacité agressive met le lecteur « à sa merci ». Les points de suspension ? Comme ceux de Saurat : une astuce impressionniste. En allant et venant « dans la limaille », comme il dit de son « boulot », Céline ne fait que poursuivre un même combat haineux et fasciné avec l'abjection suprême qu'est la langue maternelle, dans l'espoir qu'elle palpite, plus qu'elle ne raisonne. « Avoir du chagrin, c'est pas la tout, dit-il ; faudrait recommencer la musique. »

Il se trouve que ce rêve de sublimation par le chant ne lui est pas propre, dans ce siècle. Déjà Nietzsche annonçait : « Se méprendre sur le rythme d'une phrase, c'est se méprendre sur son sens même. » La monologie de Molly, dans Joyce, vise la même délivrance par la beauté du geste. Et comment oublier Artaud martelant ses dernières plaintes sur son tabouret d'asile...

C'est la marque des livres réussis d'éveiller quelques regrets. Il ne faudrait pas grand-chose pour que *Pouvoirs de l'horreur* élargisse son audience au-delà des cercles universitaires. Il suffirait de amplifier et d'expliquer un peu les arcanes de la psychanalyse, au lieu de les supposer d'usage courant, et de renoncer à quelques tournures qui ne manquent pas de passer du mode. Je pense à une poignée de calembours et d'intrusités « laciniés » du genre : *père-veillon*, *a'utoriser* de, *se construire* de, *s'écrire*

de. La force de ce qui est avancé par ailleurs appelle une formulation plus claire, moins datée.

L'autre regret est que cette « approche » psycholinguistique des textes littéraires ne soit pas davantage présentée comme une « lecture » parmi d'autres, complémentaires et indispensables, telle l'historienne, si absente qu'elle paraît dédaignée. Le lecteur peut évidemment faire la part des choses, prendre un peu de *Barbaris* ici, de *Kristeva* là. Mais que ne l'aident-ils, et que ne se prémunissent-ils contre la tentation de l'exclusivité, en confrontant eux-mêmes leurs savoirs et leurs passions ?

Des vœux, comme on voit, plus que des réserves. Dans sa spécialité, j'ai dit que Kristeva domine. Ce n'est pas assez dire. Une aptitude à la généralisation proprement philosophique amplifie sa compétence analytique. Par-delà le cas Céline, elle esquissa une véritable théorie de l'abjection. Celle-ci repose sur la crise narcissique ; elle laisserait voir l'autre côté des codes religieux, moraux, politiques, sur lesquels repose le somnolent des individus et des sociétés. L'écoute des écrits de haut rituel conduirait, en somme, à une conscience élargie de ce que nous dansons sur un volcan.

Comme tous les livres qui comptent, *Pouvoirs de l'horreur* dérange, et aide à être dérangé par les autres.

BERTRAND POIROIT-DELPECH.

★ *POUVOIRS DE L'HORREUR*, de Julia Kristeva, coll. « Tel Quel », Le Seuil, 256 pages. Environ 55 F.

essais

Calme et violente Viviane Forrester

● Un parcours original à travers des thèmes ressassés.

« L'âme marche, impassible, visage neutre, voix inaudible, pas mesurés. Tous ces gens vont mourir. La rue est calme. Ils ne sont pas, ils ne hurlent pas. Ils n'imploront pas : la contrainte est telle qu'ils le savent inutile. Ils passent. Mais on passe la terreur ? On se lève l'oubli ? On se croit les cris, on se pleurent les pleurs ? On se déchaine les crises, se déclenchent les scènes ? A l'intérieur. Dedans. Comme dans notre corps, les viscères, le sang. Ne pas surgir. »

Ne sont-elles pas belles, ces premières lignes de la *Violence du calme*, de Viviane Forrester ? Des qu'on les a lues on se demande si cette romancière fragile et érigée saura soutenir une telle écriture sur toute la longueur d'un essai, et l'on craint aussi que l'intelligence requise par le genre ne se noie dans l'effusion. On se rappelle le livre *Le livre de la violence* de Virginia Woolf, sa sœur tutélaire en littérature, avec Artaud pour frère, Nietzsche, Nerval, Hölderlin, Poe, Brecht, Kafka, Bataille, Pasolini, pour ancêtres terrifiés, tendres, terribles et scandaleux.

Ce livre-ci est plus ambitieux, plus disparate aussi. Il rassemble sous une même thématique angossée — celle de la violence d'un « monde qui ne nous désire pas », violence reprise, réprimée, refoulée dans les tréfonds de l'intériorité et qui fait retour en fulgurantes inopinées — des études diverses par le sujet et l'intérêt. On passe ainsi d'un texte sur l'histoire embrassée d'un point de vue métaphysique désespéré (« l'épopée d'un troupeau ») à une réflexion sur Mallarmé comme incarnation de la pensée créatrice qui est le seul recours contre la grégarité accablée, puis à une méditation sur le « silence violent » de Corréia répondant « rien » à la question du roi Lear, son père, qui lui demande comment il est aimé. Cette méditation enchaine avec un reportage terrible sur un hospice de vieillards : la honte, et l'impulsivité à proposer une solution au scandale irrémédiable de la vieillesse. Suit une réflexion emportée, presque

jaculatoire sur la profanation de la mère chez Proust, cette « *Piété laïque et goulue* ».

Après un détour par Mme Bovary (« M. Flaubert, c'est moi »), Hamlet et la question du père (« les enfants sont un prétexte pour qu'il y ait de la mère »), nous arrivons au plus intéressant de ces textes, donc au plus discuté, celui qui s'attache au cancer de Freud, interprété comme le symptôme d'un refoulement original resté tapi dans l'inconscient de l'homme qui a fondé la psychanalyse sur une autoanalyse nécessairement ratée.

A la suite de tant d'autres qui ont entrepris la psychanalyse posthume de Freud, Viviane Forrester procède à une véritable enquête, portée par la fièvre herménéutique, qui s'agrippe à d'infimes éléments négligés par ses prédécesseurs, à commencer par Freud lui-même. Elle détecte ainsi le rôle décisif joué par un médecin borgne, le docteur Josef Pur, à qui, suppose-t-elle, Freud, à trois ans, eut une scène ou un fantasme de fellation accomplie sur son neveu John, d'un an plus âgé que lui. Que ce soit la jouissance elle-même son fantasme ou la confession dénonciatrice, quelque chose aurait passé par la bouche de Freud, et son inconscient se serait chargé de punir l'homme là où l'enfant avait péché (la mâchoire ravagée par le cancer). Comme toutes les interprétations de ce type, celle-ci importe plus par son ingéniosité que par sa « vérité ».

Lyrisme et confusion

En conclusion de cet essai vagabond où la pensée souvent dérape (je le dis sans dépréciation, car ces dérapages sont inventifs) et où le lyrisme dissimule parfois la confusion, survient une interrogation dévastatrice : pourquoi la piste statistique des quarante millions de vivants tous les ans par la faim est-elle moins douloureuse à nos consciences que les six millions de juifs exterminés dans les camps nazis ? C'est que, sans risque de jouissance, nous ne sommes pas coupables, dit Viviane Forrester. Les morts par la faim, ces supplices aussi calmes, ne sollicitent pas Sade en nous.

MICHEL CONTAT.

★ *LA VIOLENCE DU CALME*, de Viviane Forrester, Seuil, collection « Fiction et Cie », 215 pages. Environ 50 F.

Quarante maîtres à l'école

(Suite de la page 19.)

Spécialistes, ces penseurs ne le sont pas seulement par leur science, mais surtout par leur passion ; consciencieux, parce qu'ils veulent exprimer leurs pensées même difficiles ; ils sont divers et de tous bords et se retrouvent en famille parce qu'ils sont tous venus sans famille. Il y a actuellement d'excellentes anthologies qui présentent des textes philosophiques de tous les temps ; c'est, aujourd'hui ou les manuels sont abandonnés, le meilleur instrument de travail. Aussi il faut souligner la parution de cette dernière venue qui propose à la réflexion de l'élève étudiant ou du curieux lecteur des fleurs philosophiques inédites. Indépendamment de ce qui est imprimé ici et par-delà ce qui est exprimé, il y a dans ce livre la preuve de l'existence de la vivante philosophie qui ne se réduit ni aux sciences humaines ni à l'information multiple, qui n'est ni fossilisée ni provisoirement utilitaire.

Des chemins sont tracés vers le passé et vers l'avenir, vers les philosophes qui ne sont pas celles de l'Occident, vers des interprétations nouvelles. Ceux qui ont peur pour la philosophie craignent des aveux réduits, ils voient partout des prodromes de décadence, et si elle allait surgir là où on ne l'attendait plus, dans la rencontre des penseurs et des élèves, là où elle aurait toujours dû être ?

Le livre, à n'en pas douter, est une réconciliation entre le passé et le présent, les philosophes divergents, la scolastique et la vie. Des « refus du dogmatisme », on peut venir à la recherche d'un commun appât à penser. Il serait dommage que ce programme des classes terminales (à la fin du livre) qui traite de notre existence et de notre réflexion sur l'existence reste une prison. Nous sommes tous tourmentés par l'inconscient, les autres, la justice, l'amour et la mort, et la science et la folie... et le grand public cherche comment les penseurs d'hier et aussi ceux d'aujourd'hui conçoivent les

choses de la vie. Descartes vint de Hollande à Paris en 1648 et fut reçu par l'accueil curieux des Français : « Ils me voulaient seulement voir en France comme un éléphant ou une panthère, à cause de la rareté et non point pour être utile à quelque chose. » Au lieu d'être des philosophes montrés à l'écran, ce temps minuit, ceux-ci ont pris, à leur rythme, le chemin scolaire.

Ce qui est sûr, c'est que l'entre-

Les quarante

« Philosophes » réunit les textes inédits des auteurs suivants, cités par ordre alphabétique : Philippe Ariès, Yves Beaumont, Jacques Guéhenne, Jean Guéhenne, Robert Castel, Michel de Certeau, François Châtelet, Catherine Clément, Roger Dado, Christian Delaunay, Jean-François Desautel, Christian Descamp, Manuel de Dique, Jean-Marie Domenach, Jean Durigand, Roger Guez, François Guéhenne, Gilles Granger, René Guéhenne, Roland Jaccard, Albert Jaccard, Vladimir Jankélévitch, Pierre Kailash, Sarah Korman, Michèle Le Doeuff, Henri Lefebvre, Emmanuel Le Roy Ladurie, Jean-Marie Lévy-Leblond, René Major, Robert Magliori, Yves Michaud, Bernard Millot, Pierre-François Moreau, Edgar Morin, Georges Mounin, Clément Rosset, Michel Thévoz, Louis-Vincent Thomas, Bernard Tili, Tzvetan Todorov, Alain Touraine, Jean-Pierre Vernant.

prise est in-terminable. D'autres penseurs, d'autres penseurs, d'autres élèves... La philosophie n'est pas un produit fini. Il n'y a pas de dernier mot. Au début de chaque année, chacun peut dire : continuons. Ou mieux : recommençons. *De capo*.

YVETTE FORMERY.

★ *PHILOSOPHER*, Les interrogations contemporaines (matériaux pour l'enseignement), sous la direction de Christian Delaunay, avec Robert Margou, Fayard, 522 pages, Environ 85 F.

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections



Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 857.03.21.

Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est décliné par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

Librairie des Cinq Continents

18, rue de Lille, 75007 PARIS - Tél. : 260-74-76 (Heures d'ouverture : 14 à 18 heures)

ANNA AKHMATOVA

LE POÈME SANS HÉROS

Présenté et traduit par

ÉLIANE MOCH-BICKERT

Préface de

HENRI SAUGUET

Incantations d'

ARTHUR LOURIE

Dessins de

DIMITRI BOUCHÈNE

CATALOGUES DE LIVRES (RUSSIE, PAYS SLAVES).

« à l'enseigne de l'UNICORNE » le respect de la tradition dans l'édition

Athanas KIRCHER
LA
CHINE
ILLUSTREE
ou le premier reportage d'actualité
publié en 1670

Dans son format original in-folio (27 x 41 cm) nouvellement édité « A l'enseigne de l'UNICORNE »

DÉCOUVREZ LA CHINE AVEC LE REGARD CURIEUX D'UN EUROPÉEN DU XVII^e SIÈCLE.

Dé la copieuse documentation provenant de Chine, le P. Kircher dresse un bilan des connaissances sur ce pays. Le résultat : un grand volume in-folio de 444 pages, illustré de 80 gravures (dont 10 hors texte), le tout constituant le premier reportage sur l'inconnu et lointain Empire. C'est un monument, une somme stupéfiante. Kircher a tout lu, tout compris, et il fait tout comprendre. Il apportera, comme le dit Etienne, « l'ouvrage qui fit peut-être le plus pour diffuser la mode chinoise en Europe ».

Cette luxueuse édition de bibliophile, à la prestigieuse reliure marant le cuir et la toile soyeuse redonnera la profonde impression ressentie par les lecteurs de 1670, époque où la Chine mystérieuse commençait à ouvrir ses portes.

RESPECT DE LA TRADITION DANS L'ÉDITION.

Pour cette édition, on a respecté la composition typographique de l'édition originale, aux beaux caractères en corps de 14 points, dessinés et fondus par Jean Janson à Amsterdam et qui méritent toute notre admiration.

« A l'enseigne de l'Unicorne », nous sommes fiers de présenter à quelques amateurs aussi avertis que soucieux d'aller aux sources, ce monument d'érudition, indispensable autant qu'aimable, en même temps que la restitution scrupuleuse d'un chef-d'œuvre majeur des maîtres-typographes d'autrefois.

DANS VOTRE BIBLIOTHÈQUE, « LA CHINE » SERA UN JOYAU :

- * par son élégante reliure de prestige sous étui de protection,
- * par son beau papier fabriqué à l'ancienne,
- * par sa typographie, sobre et gracieuse en même temps,
- * par ses nombreuses gravures,
- * par sa rareté : unique édition depuis le XVII^e siècle,
- * par son tirage numéroté et limité à 600 exemplaires.

Estimez ce joyau sans quitter votre fauteuil

Réservez dès maintenant votre volume pour une consultation sans engagement. Vous bénéficiez en outre du prix préférentiel de 350 F. (t.t.c.) port à notre charge.

Offre exceptionnelle des Éditions « A l'enseigne de l'UNICORNE » :

* Vous pouvez retourner votre volume après l'avoir consulté pendant 10 jours, sans rien devoir d'autre.

* Le montant accompagnant la présente commande vous sera remboursé intégralement dans les 10 jours.

BON DE RÉSERVATION

A adresser aux Éditions « A l'enseigne de l'UNICORNE », 7, quai Malakoff - 75006 PARIS.

El Je vous prie de me faire parvenir, port à votre charge, l'adresse ci-dessous, l'un des 600 exemplaires de LA CHINE ILLUSTREE du P. Athanas Kircher. Vous trouverez ci-joint un chèque bancaire/postal (complet de ses 3 volets) d'un montant de :

350 F. (t.t.c.) pour le prix de l'ouvrage,

ou 300 F. représentant mon premier versement, ainsi que la formule de virement automatique complétée de ma main qu'il vous suffira de transmettre à l'adresse indiquée pour être crédité de 300 F. le 10 du mois prochain et de 300 F. le 10 du mois suivant, et dernier versement pour solde de tout compte, soit 900 F. (t.t.c.) pour le prix de l'ouvrage.

Je prends acte de la garantie exceptionnelle des Éditions « A l'enseigne de l'UNICORNE » :

- 1 - J'ai le droit de vous retourner ce volume dans les dix jours, dans son état d'emballage par poste recommandée, sans rien vous devoir d'autre.
- 2 - Le montant accompagnant la présente commande me sera remboursé intégralement dans le délai de dix jours dès le retour de l'ouvrage consulté, numéroté ainsi que communiqué.

El Je souhaite recevoir uniquement votre documentation gratuite sur LA CHINE ILLUSTREE.

Rayer la mention inutile

M. / Mlle / M. / Mlle

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Date : Signature (obligatoire)



DÉFENSE

La base du plateau d'Albion reçoit ses premiers missiles thermonucléaires

Le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, doit se rendre, vendredi 23 mai, sur la base aérienne d'Albion (Vaucluse), pour assister à la mise en service des nouveaux missiles nucléaires stratégiques S-3 dans leurs silos du plateau d'Albion (Haute-Provence).

Cette visite marque l'achèvement de la première phase de modernisation du plateau d'Albion, appelé à durer, durant la décennie 1980-1990, l'un des trois piliers de la force française de dissuasion avec les sous-marins nucléaires lance-missiles et quelques bombardiers Mirage-4 en escadre au-delà de 1985.

Situé à la limite des départements de la Drôme, du Vaucluse et des Alpes-de-Haute-Provence, le plateau d'Albion comprend dix-huit silos de missiles antiaériens et dissimulés autour de la base de soutien de Saint-Christol. Ces dix-huit missiles sont divisés en deux unités de tir de neuf engins chacune, dont les P.C. enfouis sous la montagne sont près de Rustrel et de Reilhannette. Le projet d'une troisième unité de tir, initialement prévue, a été abandonné en 1968.

Ces postes de tir, occupés en permanence par deux officiers de l'armée de l'air relayés toutes les vingt-quatre heures, sont reliés aux centres de commandement des forces aériennes stratégiques (COFAS) de Taverny (Val-d'Oise) et de Mont-Vardun (Rhône), qui reçoivent éventuellement leurs ordres de lancement du chef de l'Etat. Les transmissions sont multiples (cable, réseau téléphonique, et une liaison de survie permet de commander le tir même après un bombardement nucléaire ou classique qui interromprait les liaisons).

Jusqu'à présent, les missiles du plateau d'Albion étaient des S-2 enfouis depuis août 1971, pour le P.C. de Rustrel, et depuis mai 1972 pour le P.C. de Reilhannette. Pesant 32 tonnes et mesurant 16 mètres de long, le S-2 est constitué de deux étages propulsés à poudre : un premier étage de 16 tonnes de poudre et un second de 10 tonnes, surmontés d'une casse d'équipements pour

lancer une bombe de 150 kilotonnes (soit huit fois la puissance de celle d'Hiroshima).

En 1974, le gouvernement décide de moderniser le système, notamment en choisissant d'installer des charges thermonucléaires d'une mégatonne (soit plus de cinquante fois la bombe d'Hiroshima). C'est, du reste, la même charge qui équipe déjà les missiles thermonucléaires M-20 de tous les sous-marins français en service.

2 milliards de francs

Le programme alors retenu vise à moderniser une première unité avec un nouveau missile, baptisé S-3, entre juillet 1978 et mai 1980, et la deuxième unité avant 1982. C'est précisément à la mise en service de cette première unité de S-3 — celle de Rustrel — que doit assister, vendredi 23 mai, le ministre de la défense.

Ce programme S-3, confié principalement au Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) et à la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), représente une dépense de 2 milliards de francs. Le missile S-3 garde le premier étage du S-2 et utilise un second étage de 6 tonnes de poudre aux performances accrues, ainsi qu'un nouveau système de rentrée des têtes dans l'atmosphère. A la différence du S-2, le S-3 pèse 26 tonnes, mesure moins de 14 mètres de hauteur, et il porte sa charge explosive à plus de 3 000 kilomètres de distance. La tête thermonucléaire et le corps de rentrée ont été « durcis » contre des agressions adverses, c'est-à-dire qu'ils sont protégés contre les effets d'une explosion en altitude d'un missile ennemi.

Répartis sur une superficie de 36 000 hectares, les silos sont distants, entre eux, de plusieurs kilomètres. Leur emplacement a été défini pour que chacun des missiles constitue éventuellement un objectif indépendant pour une « frappe » ennemie exigeant un coup précis et direct ou bien si elle veut être efficace.

Ces calculs tenant compte de ce que l'on sait actuellement de la puissance et de la précision des armes adverses donnent à penser

que, pour détruire ces dix-huit silos simultanément, il faudrait lancer sur le plateau d'Albion jusqu'à 20 mégatonnes, soit dix fois le total de la puissance des bombes larguées entre 1939 et 1945 sur l'Allemagne et les territoires occupés par l'armée nazie (1).

Il s'agit d'un volume de « frappe » considérable de la part d'un adver-

saire éventuel qui prendrait l'initiative d'ouvrir une guerre nucléaire sur le territoire national, au risque d'entraîner immédiatement la riposte des sous-marins stratégiques — moins vulnérables — en patrouille opérationnelle permanente. — J. L.

(1) Stratégie, premier trimestre 1979, Institut national des hautes études de la défense.

Le vice-amiral Orosco va commander l'Ecole de guerre navale

Le général Servranckx devient sous-chef d'Etat-major des armées

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 21 mai a approuvé les promotions et nominations suivantes :

MARINE

Sont nommés : commandant l'Ecole supérieure de guerre navale, le vice-amiral Jean-Paul Orosco ; commandant supérieur des forces armées de la Polynésie française, commandant la centurie d'expérimentation du Pacifique et commandant la zone maritime du Pacifique, le contre-amiral Jacques Choupin.

TERRE

Sont promus : général de brigade, les colonels Léon George et Etienne Doussau (ce dernier est nommé adjoint d'opérations) au général commandant la 7^e division blindée et la 6^e division militaire territoriale.

Sont nommés : sous-chef d'Etat-major des armées, le général de brigade Jacques Servranckx ; chef de la division « emploi » à l'Etat-major des armées, le général de brigade Henri Rouquette ; commandant la 21^e division militaire territoriale, le général de brigade Maurice Bouxier ; directeur central du Service national, le général de brigade Pierre Morisset ; directeur de l'intendance de la III^e région militaire (Rennes), l'intendant général de deuxième classe Robert Tauroux ; commandant et directeur des transmissions du 1^{er} corps d'armée et de la VI^e ré-

gion militaire (Metz), le général de brigade Bernard Gabriel ; commandant la 3^e division militaire territoriale, le général de brigade Michel Guilleminet ; adjoint d'opérations au général commandant la 10^e division blindée et la 6^e division militaire territoriale, le général de brigade Jacques Julien de Zélicourt ; sous-chef d'Etat-major de l'armée de terre, le général de brigade Michel Berthier.

Est chargé des fonctions de sous-directeur « prévision-budgét-finances » à la direction centrale de l'intendance, l'intendant général de deuxième classe Roland Sei.

AIR

Sont promus : général de brigade aérienne, les colonels Michel de Touchet (nommé adjoint au général commandant la III^e région aérienne), Marcel Sandillon et Claude Garreau (nommé adjoint au général commandant la 1^{re} division militaire territoriale). Sont nommés : adjoint au général commandant les Ecoles de l'Armée de l'Air, le général de brigade aérienne Pierre Menant ; inspecteur des réserves et de la mobilisation de l'Armée de l'Air, le général de brigade aérienne Henri Broussaud.

GENDARMERIE

Sont promus général de brigade, les colonels Pierre de Laroche-lambert (nommé commandant la Garde républicaine) et le colonel Jean La Cuzat (nommé commandant la gendarmerie des forces françaises en Allemagne).

Un rapport de la commission de l'Assemblée nationale

La France devra avoir avant l'an 2000 dix ou onze sous-marins lance-missiles préconise M. Tourrain député R.P.R.

Dans un rapport au nom de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, que les députés membres ont examiné, mercredi après-midi 21 et jeudi matin 22 mai, M. Raymond Tourrain, député R.P.R. du Doubs, préconise de porter à dix ou onze le nombre des sous-marins stratégiques lance-missiles, d'accroître la puissance de l'unité nucléaire du plateau d'Albion en Haute-Provence, et de mettre à l'étude le coût de la construction de cinquante bombardiers Mirage-4 000.

Le député R.P.R. avait été chargé, par ses collègues de la commission, d'un rapport sur « la situation des forces nucléaires, leur modernisation et leur développement souhaitable ou cours des deux décennies à venir ». Ce travail de la commission est à mettre en parallèle avec le travail des états-majors qui préparent actuellement les décisions attendues dans le même domaine de la part du conseil de défense, présidé par le chef de l'Etat, pour l'été prochain.

M. Tourrain a exposé les premières conclusions auxquelles il a abouti, après une série d'entretiens avec des experts militaires et civils ; son rapport ne sera pas publié avant juin 1980.

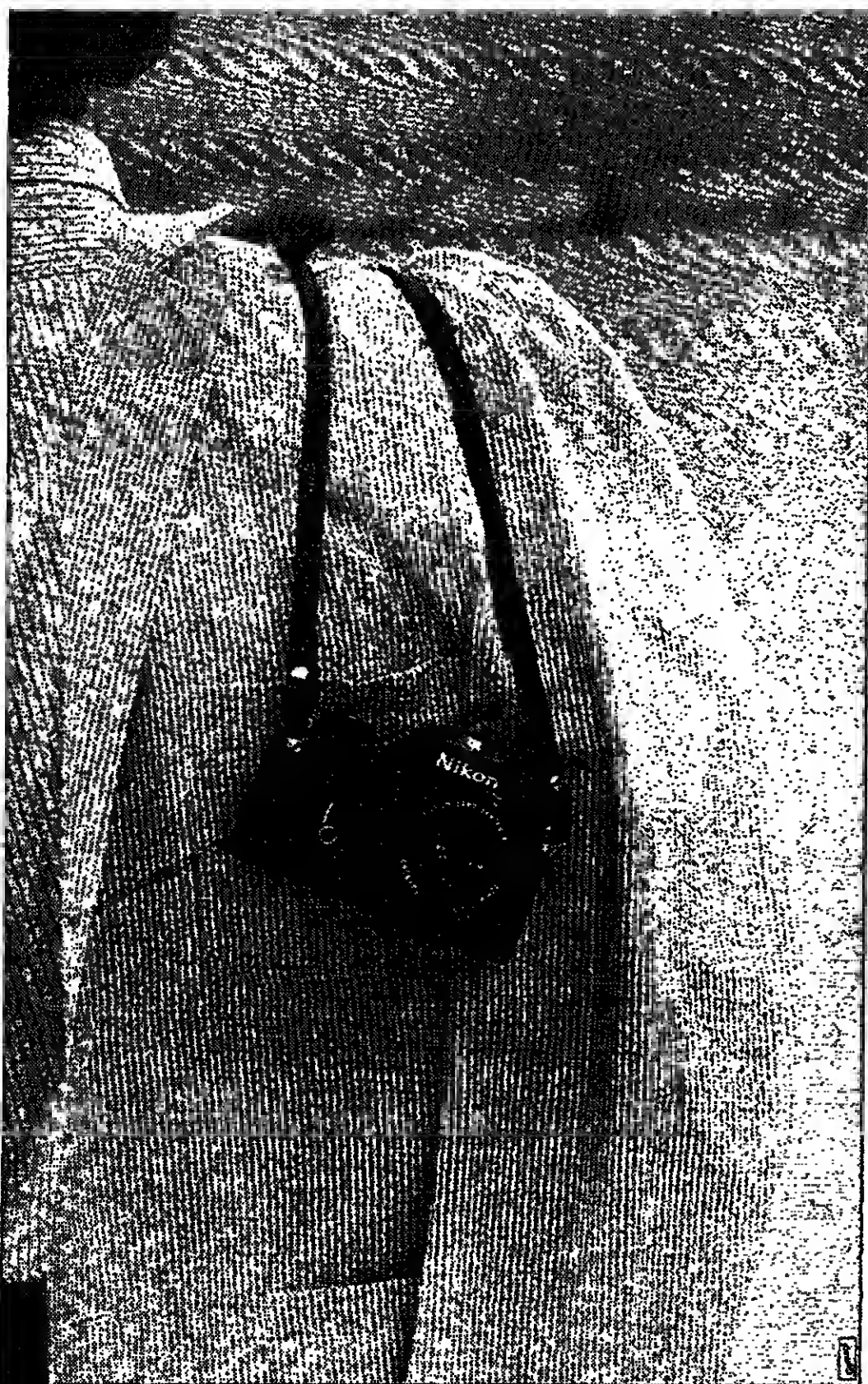
Dans ses premières conclusions, le rapporteur de la commission préconise « de donner à la force océanique stratégique la priorité des priorités ». « Pour obtenir une marge de sécurité rassurante, explique le député R.P.R., cette force devrait compter dix à l'an 2000, suivant un calendrier à définir, quatre nouveaux sous-marins (l'Inflexible compris) ou cinq nouveaux bâtiments (dans le cas où le Redoutable ne serait pas refondu) ».

Pour les missiles du plateau d'Albion, en Haute-Provence, qui « doivent être maintenus », le rapporteur demande « un renforcement plus profond, une protection durable et l'implantation d'un troisième lot ». Ce qui porterait à vingt-sept le nombre des missiles enfouis dans cette région. Mais M. Tourrain suggère aussi que trois des quatre silos, qui servent aux essais de missiles depuis le centre spécialisé des Landes, soient rendus opérationnels avec l'installation de missiles S-3, déjà en service sur la base du plateau d'Albion.

A propos de l'avenir des bombardiers nucléaires Mirage-IV, qui seront progressivement retirés du service après 1985, le rapporteur R.P.R. demande que soit évalué le coût d'un programme d'« on » cinquante d'appareils Mirage-4 000, la version bi-racteur du Mirage-2 000 retenue par l'Armée de l'Air pour ses besoins de défense aérienne. Dans une autre de ses conclusions, M. Tourrain observe, au nom de la commission, dont il fut jusqu'à l'an dernier l'un des vice-présidents, que « l'interdiction de l'armement nucléaire tactique doit s'appliquer par un coup direct, brutal, massif et vigoureux ».

« L'arme à rayonnement renforcé qui privilégie les effets du rayonnement par rapport aux effets mécaniques et thermiques », écrit le rapporteur, n'est pas grand-chose à la dissuasion de l'armement tactique. (...) Toutefois, la France ne peut pas se priver des inventions intéressantes concernant la défense et le rapporteur de la commission n'est pas hostile à la fabrication de cette arme. Néanmoins, il doit être bien entendu qu'en aucun cas un concept de bataille prolongée ne doit être la justification de la mise en service de l'armement à rayonnement renforcé, autrement appelé bombe à neutrons.

Aucune évaluation financière n'est encore avancée dans le rapport de M. Tourrain. Mais, selon les conseillers du député, on estime qu'il s'agit, au total, d'un programme nucléaire de l'ordre de 80 milliards de francs pour les investissements, compte tenu du fait que la France a engagé environ 220 milliards de francs (valeur 1980) depuis le début de ses dépenses d'investissements nucléaires en 1960.



Nikon ne couvre plus seulement les grands événements.

Nikon, le symbole de professionnalisme, vient de créer un Nikon pour tous les jours : le Nikon EM.

Le projet Nikon EM (5 ans de préparation technologique et industrielle) réunit à l'intérieur d'un appareil ultra simple à utiliser les fonctions essentielles des Nikon sophistiquées.

Avec, bien entendu, la qualité mécanique, électronique et surtout optique commune à tous les Nikon.

Le Nikon EM est très léger (équipé d'un objectif Série E de 50 mm 1:1.8, il pèse moins de 600 g), il est également d'une grande robustesse.

L'embase et le capot du boîtier sont faits d'un nouveau matériau très léger et très résistant : le polycarbonate chargé de fibre de verre, plus résistant au choc que l'acier.

Le chassis est en alliage d'aluminium, l'obturateur métallique.

De plus (sans même vraiment insister) les connexions électroniques et protégées électromagnétiquement des champs magnétiques extérieurs (de votre TV par exemple).

Le Nikon EM est simple d'emploi. (Nul besoin d'être un technicien pour réussir sa photo).

Vous faites la mise au point. L'appareil est prêt.

S'il y a risque de sous ou sur-exposition, ou si une vitesse trop lente donne un risque de « bouge », un discret signal sonore vous avertit.

Il suffit alors de choisir un autre diaphragme, la vitesse change automatiquement.

S'il y a contre-jour, une touche spéciale corrige l'exposition. Le portrait du skieur sur la neige reste fidèle à son modèle au lieu de virer au noir.

Le Nikon EM fait tout pour vous aider à saisir les instants intéressants de la vie au moment choisi.

Si les piles meurent en pleine action, il vous reste la vitesse mécanique pour prendre votre photo au 90° de seconde.

Pour obtenir une documentation complète, écrivez à : Nikon, Maison Brandt Frères, 2, rue de la Cerisaie - 94220 Charenton-Le-Pont. Tél. 375 97 55.

* Prix conseillé dans la Région Parisienne : 254 000.



Obj. Série E f/2.8 1:10 - de 900 F.
Obj. Série E f/2.8 1:8 - de 800 F.
Flash SRP - de 400 F.
Nikon EM + Obj. Série E f/1.8 1:50 - de 1500 F.
Minotar MDI - de 700 F.
Zoni - de 2100 F.
Obj. Série E f/2.8 1:25 - de 800 F.

NIKON EM. LE NIKON DE TOUS LES JOURS.

Écoutez-nous.

Après avoir lu ce journal, vous allez certainement prendre votre voiture, allumer machinalement votre autoradio et retrouver le son auquel vous êtes habitués. Aussi faute de comparaison, vous pensez que tout ce qui s'appelle "autoradio" se ressemble.

Nous aimerions vous convaincre que non.

Écoutez-nous.

Si Pioneer leader mondial de la Hi-Fi, est un dernier venu à l'autoradio, c'est par intransigeance. Pas question de compromettre la qualité sonore qui a rendu Pioneer célèbre.

Mission difficile que de maintenir cette qualité Hi-Fi dans un habitacle d'acier dont le moteur rugit, les tôles vibrent, les pneus ronflent. Mais nos chercheurs ont cherché. Et ils ont trouvé.

Aujourd'hui, Pioneer peut parler de Hi-Fi en voiture et vous proposer toute une gamme de matériel avec le son Pioneer. Si vous en avez l'occasion montez dans une voiture équipée d'un Pioneer.

Et écoutez-nous.

130 km/h, sur l'autoroute. Calez-vous dans votre fauteuil, détendez-vous. Enclenchez votre cassette stéréo préférée.

Et écoutez-nous.

Embouteillages, circulation bruyante. Effleurez du doigt les touches électroniques. Trouvez votre station préférée.

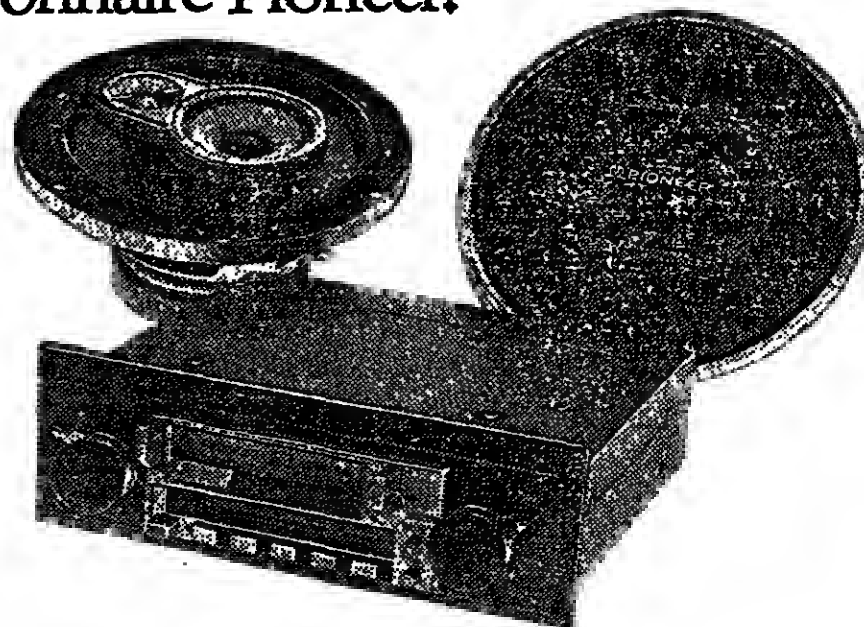
Et écoutez-nous.

Bruits de pneus sur le pavé : vent qui siffle le long de la carrosserie. Augmentez le volume et écoutez-nous.

Nous aimerions vraiment vous faire partager notre passion de la qualité musicale, vous faire découvrir le plaisir rare que constitue l'écoute du son Pioneer. Dès que vous avez un moment, allez faire un tour chez votre concessionnaire Pioneer.

Et écoutez-nous.

Nous sommes presque certains que vous aurez envie de meubler votre voiture avec des watts Pioneer.



PIONEER
AUTORADIO

Pioneer distribué par MUSIQUE DIFFUSION FRANÇAISE

JUSTICE

LE DÉBAT SUR LE PROJET « SÉCURITÉ ET LIBERTÉ »

L'examen du texte pourrait être retardé d'une journée

L'examen en séance publique de l'Assemblée nationale du projet de loi « sécurité et liberté » que M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, devait défendre pour le mardi 27 mai, pourrait être retardé d'une journée.

M. Alain Peyrefitte a, en effet, laissé entendre, mercredi 21 mai, devant le groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, qu'il pourrait accepter de donner un délai supplémentaire à la commission des lois qui examine ce texte. Le garde des Sceaux devait rencontrer les députés R.P.R. jeudi après-midi.

La commission a pris du retard, et il est probable que le rapporteur du projet de loi, M. Jacques Piot (R.P.R., Yonne), puisse présenter son rapport le 27 mai. Après avoir entendu, mardi

20 mai, M. Peyrefitte, la commission a repoussé, mercredi, l'examen de l'irrecevabilité présentée par les socialistes. Puis elle a commencé l'examen de la question préalable que lui a soumise M. Philippe Seguin (R.P.R., Vosges) et qui tend à écarter « à la fois l'un et l'autre ».

La gauche appuyait M. Seguin, ainsi que trois députés R.P.R., MM. Michel Aurillac (Indre), François Zels Douvrec (Ille-et-Vilaine), Pierre Pasquini (Haute-Corse) et deux députés U.D.F., MM. Gérard Longuet (Meuse) et Alain Madelin (Ille-et-Vilaine). A la suite d'une suspension de séance, les travaux de la commission et le vote sur la question préalable ont été renvoyés au jeudi 23 avril après-midi.

LA C.G.T. : un danger pour les travailleurs.

Par la voix de M. Gérard Gauthier, secrétaire confédéral, la C.G.T. a condamné vigoureusement le projet Peyrefitte de réforme du code pénal, qui cherche à faire de l'appareil judiciaire un organe purement, plus fortement et plus rapidement, répressif. Le projet, explique la C.G.T., constitue une pièce essentielle du dispositif général que le gouvernement met en place pour reprendre les libertés dans notre pays. Il s'oppose sur une base commune à l'ensemble de la législation, alors que le gouvernement et le patronat en sont les seuls responsables, notamment en cassant les usages et les hommes ou en utilisant les forces de police contre les travailleurs en lutte ou les étudiants. La C.G.T. a alerté tous les salariés sur le très grand danger que représente ce projet pour leur liberté de travailleurs et de citoyens et les appelle à agir dans l'unité pour le repousser.

LA C.F.D.T. : la commission des lois doit rejeter le projet.

Dans une lettre adressée à M. Jean Foyer, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, M. Hubert Lesire-Ogrel, secrétaire national de la C.F.D.T., demande que cette commission « rejette le projet de gouvernement ». Pour la C.F.D.T., « si un nouveau projet devait être ultérieurement soumis au Parlement », il devrait l'être « dans le cadre d'un large débat contradictoire ».

M. Lesire-Ogrel écrit notamment : « Nous voulons protester avec force contre l'atmosphère de terreur qui entoure l'élaboration du projet. Nous sommes parfaitement respectueux du droit du législateur de débattre et de décider des modifications à la loi, mais nous estimons qu'une conception normale de la démocratie implique des conditions de dialogue et d'information qui ont été totalement négligées (1).

Le procès du directeur de l'Espéridou

Retouches au portrait d'un aumônier modèle

De notre envoyé spécial

Montpellier. — Cheveux gris lissés avec soin, front haut, pommettes saillantes, yeux bleus et dans les orbites, teint jaune et bouche tombante, le Père René-Emile Fabre, soixante-neuf ans, semble porter sa croix lorsque pénètre de son côté, dans le hall d'audience de la cour d'assises de l'Hérault, mercredi 21 mai. Habillé d'un pauvre costume d'écolier, il donne l'impression que le martyr c'est lui. L'impression vite dissipée dès la lecture de l'acte d'accusation, qui décrit sans complaisance la longue série de sévices auxquels le prêtre est accusé de s'être livré de 1972 à 1976 sur douze jeunes défilés profonds, alors qu'il était directeur de l'Espéridou (le Monde du 22 mai).

Ces faits, que le prêtre n'a pu nier au cours de l'interrogatoire du Père Fabre et au fonctionnement de l'établissement qu'il dirigeait à Saint-André-de-Sangon (Hérault).

M. Bernard Becou, qui préside les débats avec minutie et autorité intervenant dans les premières et très vives discussions qui ont opposé les deux principaux avocats, M. Ferran, de Montpellier, pour les parents de Montpelier, le Père Fabre et M. Lefort, de Paris, pour le Père Fabre — c'est surtout

intéressé au passé militaire de l'accusé. Si la « conduite exemplaire » de René-Emile Fabre, qui sera ordonné prêtre un an plus tard, est prouvée, son comportement d'aumônier militaire, de 1950 à 1952, en Corée, en Indochine et en Algérie, est, en revanche, controversé.

On est loin, en fait, de l'image du héros, mêlé depuis 1939 à tous les conflits où la France a été engagée et qu'il avait toujours soignée jusqu'à la fin. C'est que les documents militaires qui le mettent aujourd'hui en cause n'ont été révélés qu'en 1976.

Depuis, d'une voix calme, douce, le Père Fabre se défend en attaquant. D'une façon générale, pour cet ecclésiastique, qui a répondu à l'accusation qu'il avait personnellement tous ceux qui, dans sa vie, se sont appuyés à lui sont pour le moins incomplets.

« Surmonter de ses capacités, obtempérer de son autorité, paraître avec un élément perturbateur assurant pour les docteurs Guy Montebello et Odette Giraudon, l'accusé qui, en examinant l'accusé le 4 juin 1976, Toulouse, quelques mois après le drame de l'Espéridou. Mais, on lui explique assez, il ne faut pas confondre une personnalité para-militaire et une personnalité para-militaire, qui, lui, est psychopathe. Le Père Fabre, homme d'une intelligence au-dessus de la moyenne, ne présente aucune anomalie mentale et est entièrement responsable de ses actes.

MICHEL CASTAING.

Aux assises de l'Ardèche

LA RÉCLUSION CRIMINELLE A PÉRPÉTUITÉ EST REQUISE CONTRE

STÉPHANE VIAUX-PECCATE

L'avocat général a réclamé, jeudi 22 mai, une peine de réclusion criminelle à perpétuité contre Stéphane Viaux-Peccate, l'un des complices de Pierre Conty, auteur présumé de trois meurtres dans l'Ardèche le 24 août 1977. L'avocat général a déclaré qu'il accordait une seule circonstance atténuante à Stéphane Viaux-Peccate, celle d'avoir laissé le vie sauter à l'un des gardes qu'il avait rencontrés sur son chemin après le hold-up au Crédit agricole de Villefort (Lozère), et s'il n'avait pas fait, j'aurais demandé avec fermeté la peine de mort.

« Si, au contraire, l'avocat général a demandé que Jean-Philippe Monillet, qui n'avait participé qu'un hold-up, une peine de cinq à dix ans de réclusion. Depuis ce triple meurtre, Pierre Conty est resté introuvable (le Monde du 22 mai).

LA COUR DE VERSAILLES

INFIRME LA CONDAMNATION DE M. PHILIPPE BOUVARD POUR PLAGIAT

La cour de Versailles a infirmé, par un arrêt rendu le mardi 13 mai, le jugement de la première chambre civile du tribunal de cette même ville, qui avait condamné, le 4 décembre 1979, M. Philippe Bouvard pour plagiat. Antérieurement, la pièce de théâtre, mesdames, M. Bouvard avait été assigné en justice par un kinésithérapeute parisien, M. Camille Debono, lui-même auteur d'une œuvre intitulée *Don Camille, seigneur des Bahamas*, dont il estimait que M. Bouvard s'était inspiré directement.

M. Debono, qui avait obtenu en première instance la condamnation de M. Bouvard à une peine de dix ans de prison et d'interdiction de la presse, a été débouté par la cour d'appel qui a jugé que la contrefaçon reprochée n'était pas établie. Il devra en outre verser à M. Bouvard une somme de 5 000 F correspondant aux frais de justice.

110 000 F destinés au paiement des assurances sociales. Au cours de leur fuite, les malfaiteurs ont ouvert le feu sur deux gardiens de la paix qui les poursuivaient. Les deux policiers, blessés aux jambes, ont été admis à la maison de santé des gardiens de la paix.

Le 28 mai, à Paris

M. FRANÇOIS MITTERRAND PRENDRA LA PAROLE AU COURS D'UN RASSEMBLEMENT ORGANISÉ PAR LE P.S.

Le parti socialiste organisera le 28 mai, au Théâtre de l'Empire (41, avenue de Wagram, 75017 Paris), une manifestation « sur les libertés » à propos du projet Peyrefitte, qui, selon lui, « illustre la dégradation des libertés sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing ».

Le P.S. précise que cette manifestation comportera une « table ronde » à laquelle participeront des femmes, des immigrés, des étudiants, ainsi que des représentants du Syndicat de la magistrature, du Syndicat des avocats de France et de la Fédération autonome des syndicats de police. M. François Mitterrand prendra la parole à l'issue de la réunion.

QUESTION DE MAGISTRATS A LEUR DIRECTEUR

Nous avons reçu de plusieurs magistrats de la chancellerie une lettre dans laquelle ils constatent, à la lecture de la note publiée dans le journal « le Monde » daté du jeudi 22 mai 1980 par M. Bettelie, directeur des affaires criminelles et de grâce à la chancellerie, que les magistrats de la chancellerie ne sont pas satisfaits de la situation. Ils demandent que les magistrats de la chancellerie soient mieux informés de la situation et qu'ils puissent participer à la décision.

Un colloque à Paris

M. Jacques Léauté, directeur de l'Institut de criminologie et membre du Comité national de prévention de la violence mis en place par le gouvernement, a organisé un colloque sur la « prévention de la violence » à Paris, le 22 mai.

Le colloque a été présidé par M. Léauté, qui a souligné l'importance de la prévention de la violence et a demandé que les magistrats de la chancellerie soient mieux informés de la situation et qu'ils puissent participer à la décision.

LA PRÉVENTION OUBLIÉE

M. Jacques Léauté, directeur de l'Institut de criminologie et membre du Comité national de prévention de la violence mis en place par le gouvernement, a organisé un colloque sur la « prévention de la violence » à Paris, le 22 mai.

Le colloque a été présidé par M. Léauté, qui a souligné l'importance de la prévention de la violence et a demandé que les magistrats de la chancellerie soient mieux informés de la situation et qu'ils puissent participer à la décision.

« RECTIFICATIF. — La société Jahnhchen, dont les locaux, 21, rue de Turin (8^e), ont été visités par un attentat le 19 mai (le Monde du 20 mai), n'est pas, comme nous l'avons écrit, une firme allemande, mais une entreprise entièrement française, représentant des sociétés étrangères notamment ouest-allemandes et japonaises.

LE PROCÈS DE M. PATHÉ DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Un russophile convaincu

« Un espion ? — Objection Votre Honneur : un agent de renseignements double d'un agent d'influence, bref un praticien de la « désinformation ». Depuis le mardi 20 mai (« le Monde » du 22 mai) la Cour de sûreté de l'Etat juge M. Pierre-Charles Pathé, inculpé « d'intelligences avec les agents d'une puissance étrangère », en l'occurrence l'Union soviétique.

Quand M. Pathé a été arrêté en flagrant délit, dans l'arrière-salle d'un café de la place Gambetta, à Paris, il a été « choqué », dit-il. D'un coup, à l'âge de soixante-dix ans, on lui reprochait vingt ans de son existence, vingt ans d'une réflexion qui était matérialiste dans le sens de la philosophie matérialiste, comme l'hebdomadaire *CISEP* (1), de 1962 à 1967, et la lettre bimensuelle *Synthèse* à partir de 1976, vingt ans de relations mondaines dans les milieux politiques notamment, vingt ans d'une vie publique dont on lui disait avoir été inspirée l'ombre par le *K.G.R. « Choqué »* donc, « sidéré » M. Pathé, mais bien obligé de concéder qu'il y avait là un « brin de vérité ».

Séraphinisme tré, homme d'études avant tout, M. Pathé écoute à présent, assis dans le box des accusés, les charges que l'on égrène contre lui. Son portrait a été brossé par le législateur, en 1955, dans le cadre de la loi sur le cinéma, et il a vécu une jeunesse bourgeoise, étudiant successivement le droit, les mathématiques, les sciences politiques et diverses langues, dont le russe, à partir de 1943. On sait de lui qu'il a voyagé sous l'impulsion de son père qui l'a « élevé » dans l'admiration des « grands hommes de la civilisation occidentale ». Mais, dit-il, en dépit de cet héritage, c'est de sa « russophilie » qu'il est question. Et M. Pathé approuve parfois d'un mouvement de tête, d'un hochement d'épaule, ce qui se dit dans le procureur.

Innocent ou coupable ? M. Pathé semble se plier à l'un ou l'autre. Comme si, d'une communion d'idées ponctuelle à l'interrogation douloureuse, l'agent de renseignements étranger, le « russe », n'existait pas. Comme si, de la publication, en 1955, de son *Essai sur le phénomène soviétique*, aux contacts successifs avec des « écrivains » étrangers, Robert Monod, notamment, et M. Pathé, tout est simple. Son ouvrage a intéressé l'ambassade d'U.R.S.S. Celle-ci a été chargée de le recevoir officiellement. Mais, dit-il, les contacts des Soviétiques et nous des relations qu'il, durant vingt ans, se sont poursuivies, un agent passant le relais à l'autre.

Les rendez-vous ont toujours été clandestins ? M. Pathé émet une réserve. Il n'a jamais eu de rendez-vous officiels. Mais, dit-il, les contacts des Soviétiques et nous des relations qu'il, durant vingt ans, se sont poursuivies, un agent passant le relais à l'autre.

Le rendez-vous ont toujours été clandestins ? M. Pathé émet une réserve. Il n'a jamais eu de rendez-vous officiels. Mais, dit-il, les contacts des Soviétiques et nous des relations qu'il, durant vingt ans, se sont poursuivies, un agent passant le relais à l'autre.

A LA SUITE D'UNE PLAINTE D'UN REVENDEUR DE PRODUITS PÉTROLIERS A REIMS

Sept cadres de la société Elf-France sont placés sous contrôle judiciaire

De notre correspondant

Reims. — M. Jacques Lefort, juge d'instruction à Reims, a notifié mardi 20 mai un contrôle judiciaire assorti d'une caution individuelle de 500 000 F à sept des huit cadres de la société Elf-France inculpés depuis novembre 1977 (juillet 1978 pour l'un d'eux). Il s'agit de MM. Pierre Drujon, soixante-cinq ans, directeur du raffinage et de la distribution, aujourd'hui retraité, Wilhelms Ratsky, directeur commercial, cinquante-cinq ans, aujourd'hui retraité, Robert Monod, soixante ans, chef du service revendeurs depuis, directeur à Marseille, et inculpé dans l'affaire des ententes illicites instruites dans la cité phocéenne, Jean Desgrenes, cinquante-six ans, successeur de M. Monod, cinquante-quatre ans, directeur à Nancy puis à Nantes, Jean Lablanche, Combar, quarante-six ans, directeur à Nancy puis à Bourges et André Blanchet, cinquante-neuf ans, chef des ventes générales à Nancy, puis chargé des relations extérieures de la société nationale Elf-France.

Cette affaire, dont l'instruction ouverte en décembre 1975, fait suite à la plainte de la société anonyme Mitchell, spécialisée, à Reims, dans la vente au détail des produits pétroliers de Jean Mitchell, P.D.G. de la société, affirme que Elf-France « a tout simplement voulu l'éliminer et ainsi éliminer un revendeur indépendant pour s'assurer le contrôle direct du marché par le biais de filiales ». Une affirmation à rapprocher de l'un des quatre chefs d'inculpation signifiés aux huit inculpés : le fait d'entraver, M. Lefort estime, en effet, que les engagements des directeurs et cadres impliqués dans cette affaire relèvent de l'article 419 du code pénal qui réprime toute action ayant pour but de fausser le jeu naturel de l'offre et de la demande. Trois autres inculpations ont été prononcées : malversation illicite de prix, tromperie sur la quantité et le poids de vente.

En premier lieu, le plaignant soutient que la société Elf appliquait

pour des fournitures de gros un prix de base qui était en fait un prix de détail franco domicile, alors que le revendeur était tenu de prendre lui-même livraison du produit. En second lieu, il estime avoir été trompé pendant plusieurs années sur les quantités de fuel domestique enlevées à la raffinerie de Nangis, alors que les produits pétroliers livrés aux revendeurs sur place devaient être facturés après le volume résultant de la température ambiante. Le plaignant affirme qu'il a découvert que le fuel domestique enlevé sur place par ses seuls accusés une température de 41 degrés.

Le 20 février, lors de la perquisition effectuée à Nangis par le juge d'instruction, assisté d'experts et d'inspecteurs de la police judiciaire de Reims, le magistrat a constaté un écart de température de 20 degrés entre la température ambiante et celle du fuel domestique (le fuel restant à la température ambiante avait atteint le niveau de 61 degrés). Enfin, le refus de vente s'explique par le contingentement imposé à M. Mitchell en 1972 par Elf, alors qu'il est prouvé que la société continuait de livrer normalement les filiales concurrentes du revendeur rémois et qu'elle détenait des stocks pour six mois, alors que les stocks légaux ont de trois mois à quatre mois.

Dans son mémoire déposé la semaine dernière au cabinet de M. Jacques Lefort, le partie civile réclame 40 854 000 francs de dommages-intérêts à la société Elf-France.

Mardi après-midi 20 mai, le juge de la police de justice, les inculpés se sont refusés à toute déclaration. Du contrôle judiciaire qui leur a été signifié, il résulte que leur est interdit de sortir du territoire de la France métropolitaine sans autorisation préalable du magistrat instructeur. Le procès pourrait avoir lieu dès la prochaine rentrée devant le tribunal de grande instance de Reims.

HUBERT PERRIN.

M. PEYREFITTE : pas d'enquêtes politiques sur les jurés d'assises.

M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, a été interrogé, mercredi 21 mai, à l'Assemblée nationale, par M. Louis Malesmieux (P.C., Isère), sur le fait que, selon lui, la police a « mis en fiche des citoyens pris au sort pour constituer le jury de la cour d'assises de l'Isère ».

Un colloque à Paris

M. Jacques Léauté, directeur de l'Institut de criminologie et membre du Comité national de prévention de la violence mis en place par le gouvernement, a organisé un colloque sur la « prévention de la violence » à Paris, le 22 mai.

Le colloque a été présidé par M. Léauté, qui a souligné l'importance de la prévention de la violence et a demandé que les magistrats de la chancellerie soient mieux informés de la situation et qu'ils puissent participer à la décision.

LA PRÉVENTION OUBLIÉE

M. Jacques Léauté, directeur de l'Institut de criminologie et membre du Comité national de prévention de la violence mis en place par le gouvernement, a organisé un colloque sur la « prévention de la violence » à Paris, le 22 mai.

Le colloque a été présidé par M. Léauté, qui a souligné l'importance de la prévention de la violence et a demandé que les magistrats de la chancellerie soient mieux informés de la situation et qu'ils puissent participer à la décision.

L'affaire des ententes en panne

Le placement sous contrôle judiciaire et l'extradition imposée par un juge d'instruction de Reims, M. Jacques Lefort, à l'encontre de sept dirigeants de la société Elf-France, ont provoqué une réaction de la justice. La justice ne paraît pas toujours aussi diligente lorsque les pétroliers vont en cause.

Il y aura neuf ans, le 2 juin, qu'un petit revendeur indépendant, M. Rodon, déposait une plainte contre la société Elf-France pour entraver le jeu naturel de l'offre et de la demande. Trois autres inculpations ont été prononcées : malversation illicite de prix, tromperie sur la quantité et le poids de vente.

En premier lieu, le plaignant soutient que la société Elf appliquait

reconstituaient des phrases telles que : « Il faut couper les vivres à ceux qui ne respectent pas nos décisions », ou : « Il est temps de faire connaître à nos perturbateurs récalcitrants le tribunal de commerce ». Un véritable « racket », avait affirmé le substitut initialement chargé du dossier, M. Cécadot.

Quarante-trois dirigeants de compagnies pétrolières — dont ceux des principales sociétés — avaient été inculpés au cours d'une instruction qui s'est achevée en mars 1979. L'affaire a pris une dimension nationale avec la constitution comme partie civile de certaines villes — telle Angers — qui estimaient lésées par ces ententes. Les compagnies pétrolières ont mobilisé une armée d'avocats et l'on ne compte plus les péripéties juridiques dans ce dossier qui a été toujours en état de révoqué, pour jugement devant le tribunal correctionnel de Marseille. — E.D.

Le Monde

FESTIVALS

Flotteme

« Le Monde » du 22 mai 1980, page 30, sous le titre « L'examen du texte pourrait être retardé d'une journée », il est écrit : « M. Alain Peyrefitte a, en effet, laissé entendre, mercredi 21 mai, devant le groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, qu'il pourrait accepter de donner un délai supplémentaire à la commission des lois qui examine ce texte. Le garde des Sceaux devait rencontrer les députés R.P.R. jeudi après-midi. La commission a pris du retard, et il est probable que le rapporteur du projet de loi, M. Jacques Piot (R.P.R., Yonne), puisse présenter son rapport le 27 mai. Après avoir entendu, mardi 20 mai, M. Peyrefitte, la commission a repoussé, mercredi, l'examen de l'irrecevabilité présentée par les socialistes. Puis elle a commencé l'examen de la question préalable que lui a soumise M. Philippe Seguin (R.P.R., Vosges) et qui tend à écarter « à la fois l'un et l'autre ».

« Le P.S. précise que cette manifestation comportera une « table ronde » à laquelle participeront des femmes, des immigrés, des étudiants, ainsi que des représentants du Syndicat de la magistrature, du Syndicat des avocats de France et de la Fédération autonome des syndicats de police. M. François Mitterrand prendra la parole à l'issue de la réunion.

« Le colloque a été présidé par M. Léauté, qui a souligné l'importance de la prévention de la violence et a demandé que les magistrats de la chancellerie soient mieux informés de la situation et qu'ils puissent participer à la décision.

« Le colloque a été présidé par M. Léauté, qui a souligné l'importance de la prévention de la violence et a demandé que les magistrats de la chancellerie soient mieux informés de la situation et qu'ils puissent participer à la décision.

NOTES

Expositions

Magnelli, graveur à la Bibliothèque nationale

« Le Monde » du 22 mai 1980, page 30, sous le titre « L'examen du texte pourrait être retardé d'une journée », il est écrit : « M. Alain Peyrefitte a, en effet, laissé entendre, mercredi 21 mai, devant le groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, qu'il pourrait accepter de donner un délai supplémentaire à la commission des lois qui examine ce texte. Le garde des Sceaux devait rencontrer les députés R.P.R. jeudi après-midi. La commission a pris du retard, et il est probable que le rapporteur du projet de loi, M. Jacques Piot (R.P.R., Yonne), puisse présenter son rapport le 27 mai. Après avoir entendu, mardi 20 mai, M. Peyrefitte, la commission a repoussé, mercredi, l'examen de l'irrecevabilité présentée par les socialistes. Puis elle a commencé l'examen de la question préalable que lui a soumise M. Philippe Seguin (R.P.R., Vosges) et qui tend à écarter « à la fois l'un et l'autre ».

« Le P.S. précise que cette manifestation comportera une « table ronde » à laquelle participeront des femmes, des immigrés, des étudiants, ainsi que des représentants du Syndicat de la magistrature, du Syndicat des avocats de France et de la Fédération autonome des syndicats de police. M. François Mitterrand prendra la parole à l'issue de la réunion.

« Le colloque a été présidé par M. Léauté, qui a souligné l'importance de la prévention de la violence et a demandé que les magistrats de la chancellerie soient mieux informés de la situation et qu'ils puissent participer à la décision.

« Le colloque a été présidé par M. Léauté, qui a souligné l'importance de la prévention de la violence et a demandé que les magistrats de la chancellerie soient mieux informés de la situation et qu'ils puissent participer à la décision.

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

Les compagnies aériennes les plus sûres

**AER LINGUS, AIR CANADA
ET AIR FRANCE EN TÊTE**

Aer Lingua, Air Canada, Air France, Alitalia, British Airways, El Al et K.L.M. sont les compagnies aériennes internationales les plus sûres du monde, selon un rapport du Massachusetts Institute of Technology (MIT). United Airlines, la plus grande compagnie américaine intérieure qui a'a connu qu'un accident grave tous les dix ans, est également très sûre.

« Les grandes compagnies intérieures sont souvent bien plus sûres que de nombreuses compagnies internationales », notent les auteurs de ce document. A leur avis, « les petites compagnies internationales sont, à quelques exceptions près, trois fois moins sûres que les »

Les deux compagnies les plus dangereuses — dont le rapport tait les noms — sont originaires de l'Amérique latine et du Proche-Orient. « SI United Airlines avait la même proportion d'accidents que ces deux compagnies, elle en aurait... tous les onze jours », précise le rapport.

— (A.F.P.)

● **RECTIFICATIF.** — L'ingénieur **vingt-cinq ans de la Lufthansa** la compagnie ouest-allemande **Lufthansa** achemine, aujourd'hui, entre la France et l'Allemagne un million de passagers par jour, pas un million comme nous indiquions par erreur dans **Monde** du 23 mai.

Budget de misère pour les voies navigables au cours du VIII^e Plan

Le retard dans l'équipement du canal Rhin-Rhône ne sera pas rattrapé

« Petit Poutou... » Pean de chagrin... » Condillon ». C'est avec ces métaphores désabusées que, chaque année depuis 1975, les défenseurs des voies navigables commentent le budget qui, au sein du ministère des transports, est affecté aux canaux et aux grands projets de liaisons fluviales. Plus que le contexte, la France consacre à sa politique fluviale un effort financier deux, trois, voire cinq fois inférieur à celui des Belges, des Néerlandais, des Allemands.

tions de la politique gouvernementale pour les années 1981-1985.

Le handicap majeur du réseau français des voies navigables tient en une phrase : 1 000 kilomètres, hétérogène, et, en grande partie au moins, centenaire. » La politique à mettre en œuvre pour les cinq ans à venir consiste à « structurer ce réseau, c'est-à-dire à élaguer les branches n'ayant plus un réel intérêt commercial et à concentrer les efforts sur les sections et les tronçons à la portée « active » des rivières et canaux. »

L'objectif numéro un consiste

Si le passé récent illustre le rôle d'intérêt que les gouvernements successifs ont accordé à ce mode et à ces infrastructures de transport — dont les experts insistent pourtant qu'« il constitue *le patrimoine préalable qu'il faut développer en prévision de la poursuite, au cours de nos jours, une politique particulière : faible consommation d'énergie, peu de pollutions et nuisances, insertion massive dans l'environnement* » —, le futur de l'aqueduc de la Seine n'est pas sans avantage. C'est du moins l'impression qui prévaut à la lecture d'un document chiffré remis il y a quelques jours aux membres du Comité des transports du Sénat et intitulé « Les rôles et de rapport sur les voies navigables ». Ce document traite en fait les grandes orienta-

tion de la politique gouvernementale pour les années 1981-1985.

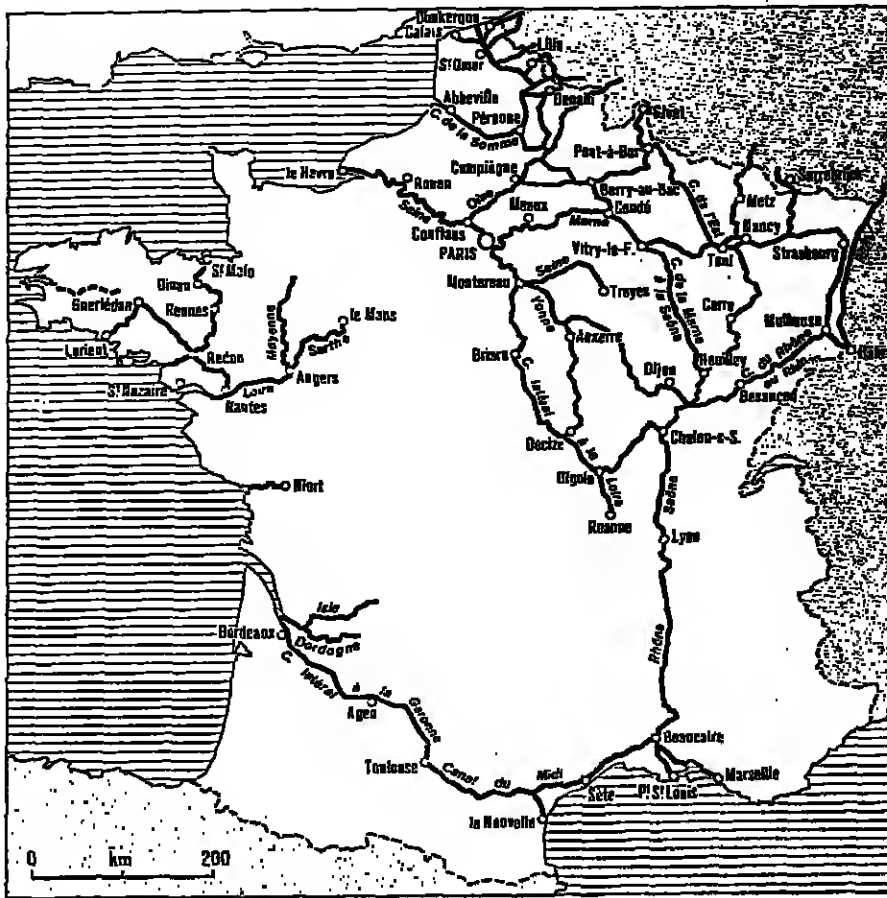
Le handicap majeur du réseau français des voies navigables tient au fait qu'il ne s'étend pas très loin : en étendu, environ 7 000 kilomètres, hétérogène, et, en grande partie au moins, centenaire. La politique à mettre en œuvre pour construire de nouveaux canaux et pour réhabiliter ce réseau, c'est-à-dire à élargir les branches n'ayant plus un réel intérêt commercial, est une tâche complexe de restauration et d'entretien sur la partie « active » des rivières et canaux. »

L'objectif numérique n'est pas d'abolir totalement le réseau de restauration des canaux qui existent. Après, et seulement après, en raison des contraintes financières, les autres dotations budgétaires serviront à « sélectionner les canaux qui ont le « caractère sélectionné en fonction de leur intérêt économique ».

Pour les services de M. Joël Le Theule, ministre des transports, il convient, en priorité, d'obtenir un relèvement des crédits pour l'entretien et la consolidation des voies actuelles. Théoriquement, il faudrait 120 à 150 millions de francs par an (des francs de 1980). Mais, dans le cadre des cinq années du VIII^e Plan, c'est le chiffre global plus réaliste de 450 millions qui est retenu.

L'amélioration de la sécurité — du point de vue des transporteurs, des agents d'exploitation, des agriculteurs, des habitants et des

A horizontal scale bar with a vertical tick at the left end labeled '0' and a vertical tick at the right end labeled '200'. The unit 'km' is centered above the bar.



e faut prévoir 500 millions de

— **Enfin, il importe d'adapter la desserte fluviale des ports de Dunkerque et de Sète aux extensions portuaires en cours et, tout en valorisant l'outil maritime, d'offrir au transport fluvial de nouvelles possibilités de trafic lourd. Dans cette optique, ce serait 100 millions de francs de crédits budgétaires qui devraient y être**

Reste le grand projet, géopolitique, Rhin-Rhône qu'il est plus exact, d'ailleurs, d'appeler... Rhin-Saône ou mer du Nord-Méditerranée. Combien de fols, depuis vingt ans, a-t-il été promis par les ministres et les chefs d'Etat sans que les lois de finances successives viennent confirmer les propos officiels, bien au contraire !

En tout cas, le dernier engagement gouvernemental connu fixe à 1983 l'achèvement des travaux sur le Rhône et sur la Saône (le coût de ses travaux, essentiellement la jonction entre le Rhône et le port de Fox, est estimé à 250 millions de francs). Après quoi, on pourra « s'attacher » au parcours Saint-Jean-de-Lozne (Côte-d'Or)-Kembs (Haut-Rhin), c'est-à-dire la franchissement du

uest-a-ture le rattachement du
est véritablement dit pour lequel
les dépenses de l'Etat peuvent
être évaluées entre 500 et 600 mil-
lions de francs (valeur 1980) sur
l'ensemble du VIII^e Plan.

An total si l'on met à part les
gros travaux d'entretien et de
réparation et si l'on considère que
les travaux de jonction de la
Saône au Rhin à grand gabarit
sont communs à

Exprimée en francs actuels, la

Island

**Terre de contrastes,
Terre de feu et de glace,
Pays des amoureux de la nature**

La brochure "Saga Tours 80"

• **Tours classiques**

- **Expéditions camping**
(pour ceux qui désirent vivre une aventure)
- **Islande en toute liberté**
(louez une voiture et découvrez l'Islande)

Consultez votre agent de voyages ou votre nom et adresse à ICELANDAIR

75002 Paris – Tél. 742.52.26, et pour renseignements et documentation.

ICELAND

même « enveloppe » était de 2 062 millions pour le VIII^e Plan et de

A la lecture de ces chiffres — et même si l'on compte sur des fonds de concours estimés, pour cinq ans, à 390 millions de francs, — il n'y a pas du tout de quoi paoyer. Il est même évident que le VIII^e Plan ne permettra en aucune façon de rattraper les retards du plan précédent. Surtout si l'on a

a l'espérer le fait que l'ensemble du budget des voies navigables, en 1980, a atteint 350 millions de francs (dont 135 millions pour l'axe mer du Nord-Méditerranée) et que, selon les premières estimations du budget de 1981, ce chiffre tomberait l'an prochain à 270-300 millions de francs. A ce niveau de « misère », les projets du VIII^e Plan, avant même l'an I de ce plan, seraient déjà caducs.

-20%

sur tous les papiers peints et les articles suivants:



Lot de 5 pinceaux :
1 laqueur 15 mm, 1 laqueur 25 mm, 1 laqueur 35 mm, 1 raccord
n° 12, 1 pousse à recharger 3/0

36f. 14f.



**Compresseur
"COMBI"
moteur
asynchrone
mono 220 V -
0.65 CV - 50 Hz.
Air aspiré 95 L/mn
à 1450 tr/mn.
Pression maxi 8 bars. Régulation automatique 6 à 8 bars.
Cuve acier 8,5 L. Garantie 1 an pièces et main-d'œuvre.**

1980f. 1560f.

En option : pistolets, tuyaux, soufflettes,
poignées de montage, etc.



**Laque glycérophatique
"NOVEMAIL BÂTIMENT BRILLANT"**

0,500 L. ~~19,60f.~~ **15,60f.**
2,500 L. ~~99,40f.~~ **72,30f.**

Peinture de ravalement "VALENTINE" à la pillette.
5 kg couvrent 30 m² environ. Blanc.

5 kg ~~26f.~~ **62,40f.** 15 kg ~~220f.~~ **184f.**

**"ZAPAFOR" peinture satinée plastique pour les sols : ciment,
pierre, bois. Lessivable, résiste à
l'essence. Supprime la poussière.
12 teintes.**

3/4 L. ~~49,70f.~~ **32,50f.**
3 L. ~~152,10f.~~ **122,40f.**

**Rouleau à peindre
spécial façade,
larg. 175 mm**

36f. 14f.



JUSQU'AU 14 JUIN

Samaritaine

PONT-NEUF - VELIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY

MAGASIN 2 - SOUS-SOL

Islande

L'ensemble de ces travaux, qui comprennent l'entretien et la mise en valeur de certaines chaînes d'écluses, est évalué à 380 millions de francs, dont 270 millions à la charge de l'Etat, le reste étant fourni par ce que l'on appelle les fonds de concours, c'est-à-dire essentiellement les contributions des collectivités locales.

Trois itinéraires prioritaires

En revanche, trois autres opérations à grande échelle, visant à « accroître la capacité du réseau » ou à rompre son isolement par rapport aux voies navigables des pays voisins, sont jugées prioritaires pour le VIII^e Plan (1981-1985) :

- Les liaisons vers la Belgique par l'Escaut, la Deule et la Lys, notamment pour favoriser les échanges de produits agricoles (230 millions de francs de crédits budgétaires) ;
- La liaison entre le bassin de la Seine et celui du Nord est actuellement proche de la saturation, surtout pendant les campagnes céréalières. Deux solutions techniques sont actuellement étudiées pour accroître la capacité de transport des voies de jonction. Ces travaux, quelle que soit la formule retenue, sont de toute façon amplement justifiés, puisque « les bassins du Nord et de la Seine représentent ensemble 63 % de notre trafic fluvial ».

**Terre de contrastes,
Terre de feu et de glace,
Pays des amoureux de la nature,**

La brochure "Saga Tours 80" nous propose :

- **Tours classiques**
- **Randonnées**
(voyage de 3 semaines dont 6 jours à pied, sac au dos)
- **Tours spéciaux**
(ornithologie, géologie, minéralogie, pêche au saumon, rassemblement des moutons...)
- **Islande en toute liberté**
(louez une voiture et découvrez l'Islande)

Consultez votre agent de voyages ou retournez cette annonce avec votre nom et adresse à ICELANDAIR, 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris - Tél. 742.52.26, et vous recevrez renseignements et documentation.

ICELANDAIR

مكتبة

nt

les au cours de l'été
ne sera pas retrassé

CAMPAGNE RÉALISÉE PAR L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA LORRAINE.

LE MONDE — Vendredi 23 mai 1980 — Page 39

2.300.000 LORRAINS OUVRENT LE DOSSIER LORRAINE.

Il y a plusieurs Lorraine. La Meurthe et Moselle, la Meuse, la Moselle, les Vosges. Il y a la Lorraine industrielle. Et la Lorraine agricole. La Lorraine des villes. Et celle des campagnes. Il y a plusieurs Lorraine. Différentes, variées, complémentaires.

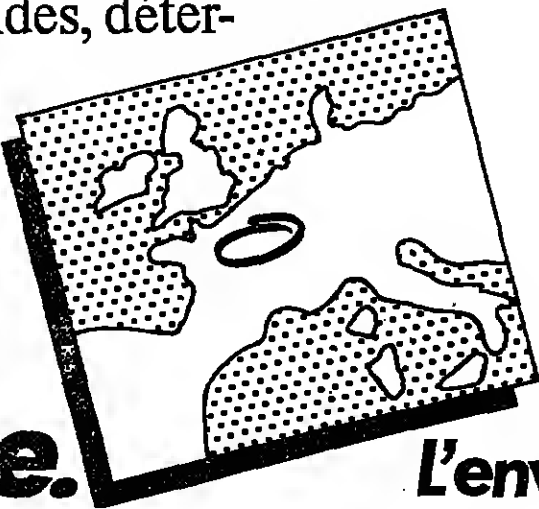
Ensemble, toutes ces Lorraine font quelques 2.300.000 Lorrains. Des mineurs et des agriculteurs. Des artisans et des techniciens. Des bûcherons et des chercheurs. En tout cas, la population la plus jeune de France.

Les Lorrains sont lucides, déterminés, travailleurs. L'avenir de la Lorraine est

leur avenir. Ils veulent le voir avec confiance. Ils connaissent leur région. Ses difficultés. Ses avantages. Ils savent que leur région, comme la vie, est faite de contrastes. Les atouts de la Lorraine sont leurs atouts.

Ils ont l'intention de les jouer. Pour gagner. Des données précises et objectives, une documentation actualisée, voilà ce que vous trouverez dans le dossier Lorraine que nous avons constitué pour tous ceux qui veulent mieux connaître la région Lorraine.

Il est à votre disposition. Demandez-le à l'Association pour la Promotion de la Lorraine. BP 1100 - 57038 Metz Cedex.



La Lorraine.

L'envie de vivre. Les moyens de gagner.

Islande

ICELANDAIR

La journée d'action du 23 mai contre la convention entre le corps médical et l'assurance-maladie

- ## Pour la quatrième fois en vingt ans

Lorsqu'il se place dans la convention, le praticien doit verser, chaque année, 720 francs pour la cotisation vieillesse (et non par mole comme cela a été indiqué dans le *Monde* date 18-19 mai 1960) et environ 8 000 à 10 000 francs (au prorata de son revenu professionnel) au titre de la cotisation maladie.

S'il choisit la faculté de fixer « avec tact et mesure » le montant de ses honoraires, le médecin aura à supporter la totalité du financement de la cotisation vieillesse et entre 18 000 et 20 000 F pour la maladie. Au total, il devra déboursier entre 9 400 et 11 400 francs de plus. C'est dire que sa liberté lui coûtera moins de 1 000 francs par mole... récupérables s'il majore ses actes de 2 à 3 francs.

fois en vingt ans

[illegible]

LES RÉACTIONS

● La C.G.C. : « existence ». — « Non aux cotisations sur les retraits, non au ticket modérateur d'ordre public, et maintenant la convention avec les médecins ! Où s'arrêtera ce décapage des problèmes de protection sociale ? La C.G.C. demande à nouveau avec insistance le défilé périmé, somme de lo sans où avec l'ensemble des techniques des solutions doivent être trouvées. Considèrent que c'est dans sa globalité que ce

cette évolution possible.

(Publié)

La S.I.E.I., Cabinet d'Etudes spécial
et en Afrique d'actions de
formateurs chargés des séminaires
un guide constituant

COMMUNIQUER PAR ÉCRIT

N'attendez pas nos publications pour la
préparation.

S. I. E. I.
52, rue de Danekerque, PARIS

Loire de tri de Saint-Etienne-
Footreynaud (Loire) sont en
rève depuis le mardi 20 mai. Le
mouvement lancé par la CGT

NERGIE

LA R

Une nouve

souligne un rappo

Deux nouveaux pays membres

ÉNERGIE

LA RÉUNION DE PARIS

Une nouvelle crise est imminente

dans l'organisation en Europe
 nation, *proposé pour*
 d'expression écrite
 8 dièsem :
DANS L'ENTREPRISE
 objectif idéatiques sont en
 - Téléphone : 878-91-53.

Les associations de commerçants continuent à s'inquiéter de l'implantation des grandes surfaces

INÉ le 26 avril 1908 à Paris. M. Weill

Musée national d'art moderne (depuis décembre 1979). M. Léo-Louis Weill était officier de la Légion d'honneur.]

Paris

imminente

crise de l'énergie

Le quasi-ministre des affaires étrangères...

l'Agence (la France n'en est pas membre) une révision des objectifs d'importation de pétrole, « de façon à renforcer la stabilité du marché et à tracer une voie qui permette à la France franchir sans à-coups les difficultés que le Japon a dû surmonter », précisait M. Sawhill, secrétaire adjoint à l'énergie. Or on connaît le peu d'empressement des Japonais à s'engager sur des objectifs plus stricts pour 1985. Les récentes hausses — et un prix moyen du pétrole qui dépasse 31 dollars le baril — inciteront-elles les pays industrialisés à plus d'effort et à plus de solidarité ?

Taux des Euro	
100	100
100	100

72400 F
La 16 CV avec catalyseur à 3 voies (obligatoire)
de la gamme
CHRYSLER
Autres variantes
COUPE - BREAK

[illegible]

AFFAIRES

Les associations de commerçants continuent à s'opposer à l'implantation des grandes surfaces

AFFAIRES

Une commission pour le développement industriel des équipements de santé va être créée

Afin de donner à l'industrie française des équipements de santé une chance de se développer face à une concurrence étrangère devenue très agressive, afin aussi de résorber progressivement son déficit commercial croissant, le gouvernement a pris plusieurs mesures le 21 mai en conseil des ministres.

Conformément à la proposition du rapport « Sciences de la vie et sociétés », de M.M. Gros, Royer et Jacob, une commission de technologie et de logistique biomédicale sera créée. Cette commission, véritable comité de l'innovation, aura pour tâches principales de définir les orientations du développement industriel et technologique, en précisant les créneaux nouveaux accessibles aux chercheurs et aux industriels français. Elle aura aussi pour mission de favoriser les transferts de connaissances entre la recherche et l'industrie, notamment au profit des P.M.I.

Des primes à l'innovation seront versées aux P.M.I. pour les inciter à développer leurs recherches.

Parallèlement, les moyens financiers consacrés par la D.G.R.S.T., l'INSERM et le C.N.R.S. à la recherche dans le domaine des technologies et logistiques biomédicales seront

accrus, pour passer de 14 millions de francs en 1979 à 20 millions par an entre 1980 et 1985. Dans ce contexte, le ministre de l'Industrie tiendra le rôle de chef d'orchestre.

[Présentée à la presse par M. Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, ces mesures seront-elles suffisantes pour permettre à l'industrie française des équipements de santé (35 000 personnes, 4,6 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 50 % à l'exportation) de mieux se défendre contre la concurrence étrangère ? Presque essentiellement composée de minuscules entreprises, exception faite de la Compagnie générale de radiologie (groupe C.S.F.), cette industrie doit se mesurer avec les grandes firmes américaines et japonaises notamment, qui, dotées de moyens puissants, sont parfaitement en mesure de prendre le virage de l'électronique et de la micro-informatique. On peut donc douter de l'efficacité des mesures annoncées, sachant ce qu'il est déjà advenu des différents plans gouvernementaux, notamment celui concernant l'électronique biomédicale. L'objectif du ministre de la santé est de parvenir à l'équilibre de la balance commerciale (1 milliard de francs de déficit en 1979 et 3 milliards prévus en 1985) en cinq ans. Y parviendra-t-on ? — A. D.]

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS	DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ U.S.	4.1625	4.1655	+ 38 + 165	+ 175 + 285		+ 475 + 535	
\$ can.	3.8016	3.8245	- 65 - 15	- 10 - 16		- 170 - 235	
Yen (100)	1.8540	1.8570	- 40 - 10	- 10 - 10		- 85 - 120	
D.M.	2.2295	2.3325	+ 45 + 70	+ 165 + 135		+ 345 + 480	
Fl. (100)	2.0955	2.1205	+ 10 + 30	+ 35 + 80		+ 130 + 185	
F.S. (100)	14.5125	14.5380	- 353 - 398	- 856 - 1009		- 1698 - 1859	
F.S. (1 000)	2.5075	2.5130	+ 130 + 160	+ 290 + 310		+ 510 + 625	
L. (1 000)	4.9475	4.9525	- 235 - 270	- 580 - 675		- 1 040 - 1 110	
Fr. (100)	5.7280	5.7330	- 335 - 360	- 725 - 775		- 1 585 - 1 610	

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/2	3 1/2	6 1/2	9 1/2	12 1/2	15 1/2	18 1/2	21 1/2	24 1/2	27 1/2	30 1/2
\$ U.S.	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
Fl. (100)	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
F.S. (100)	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
F.S. (1 000)	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
L. (1 000)	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
Fr. (100)	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4

Mais donnons ci-dessous les taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

NIKON EM 1190F
7540F
MOINS LA REPRISE
DE VOTRE APPAREIL



Chez Cirque on ne se contente pas de vous offrir des prix promotionnels ! On va plus loin, on reprend, après expertise, votre ancien équipement photo, cinéma, au meilleur prix. Votre Nikon EM, encore moins cher !

PHOTO-CINÉ DU Cirque
Toutes les grandes marques.
9-9 bis, Bd des Filles-du-Calvaire 75003 PARIS - Tél. 887.66.58

72 400 F*
La 16 CV (non catalytique et le tout électrique)
de la gamme **CHRYSLER**
Autres variantes COUPE - BREAK



DISTRIBUTEUR AUTORISÉ **Garage BOSQUET S.A.**
83, av. Bosquet, Paris-7 - 551.49.22

* Modèle présenté Plymouth "Volvo" 4 portes.
Prix tout mai 1980 - carte grise - Equipement complet, développement option air conditionné - 5 850 F.
Consommation à 90 km/h : 10,5 l. à 120 km/h : 14,5 l. en parcours de type urbain : 15,5 l. CHRYSLER A CROISI SEUL

LA DIRECTION DE MANUFACTURE DÉMOCRATISE LE COMPORTEMENT DE M. MESTRIES

Dans un communiqué, publié le 21 mai, le nouveau P.-D.G. de Manufacture, M. Yvon Benard et son conseil d'administration dénoncent le comportement de l'ancien directeur de la firme, M. Mestries, et les déclarations faites à l'A.F.P. après sa démission (le Monde du 20 mai).

« C'est pour nous, hypothéquer gravement le redressement de Manufacture », indique le communiqué, dans lequel il est précisé que la confiance a été recréée à M. Mestries en raison de « la politique qu'il s'apprêtait à mettre en œuvre et ses méthodes de réaction », « il n'y a pas d'homme présidentiel, et le redressement de Manufacture ne peut être que le fruit des efforts de la totalité de son personnel et de l'équipe qui le dirige », affirme encore la direction.

« LES PERSPECTIVES DE 1980 SONT PROMETTEUSES » déclare le P.-D.G. de Lafarge

« Les perspectives de 1980 de Lafarge me paraissent prometteuses », a déclaré, le 20 mai, M. Olivier Lecart, P.-D.G. du premier groupe cimentier français en présentant les résultats de 1979. Ceux-ci sont remarquables puisqu'ils ont permis une progression de 20 % de la marge brute d'autofinancement (904 millions de francs contre 695 millions en 1978) et une augmentation de 30,6 % du bénéfice net consolidé du groupe, qui a atteint 287,5 millions de francs (contre 220,1 millions en 1979).

Avant de rappeler que le gouvernement français n'avait toujours pas donné son accord à la cession de Lafarge emballage au groupe suédois Billerud-Uddeholm, et indiquant que l'offre de rachat de cette entreprise présentée par la Cellulose du Fin était satisfaisante mais ne pouvait être examinée qu'au terme des obligations contractées à l'égard du groupe suédois, M. Lecart avait évoqué la stratégie mise en œuvre par Lafarge ces dernières années. Celle-ci comporte trois volets :
• Participer dans le monde au développement de l'industrie cimentière et de ses activités complémentaires, dont la croissance sera faible dans les pays industrialisés et forte dans les pays en voie de développement ;
• Renforcer le poids et la compétitivité des activités non cimentières choisies comme axes de diversification dans les années 70 ;
• Rechercher parmi les activités proches ou complémentaires du groupe de nouveaux créneaux.

• La restructuration industrielle de la sidérurgie. — Commentant les propos tenus par la C.F.D.T., M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération C.F.T. de la métallurgie, après avoir rappelé que son organisation avait été la seule à « refuser de cautionner » le plan de restructuration de la sidérurgie, a déclaré : « La C.F.D.T. doit pousser la logique jusqu'au bout et se placer « sur le terrain de la lutte offensive ».

• La restructuration industrielle de la sidérurgie. — Commentant les propos tenus par la C.F.D.T., M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération C.F.T. de la métallurgie, après avoir rappelé que son organisation avait été la seule à « refuser de cautionner » le plan de restructuration de la sidérurgie, a déclaré : « La C.F.D.T. doit pousser la logique jusqu'au bout et se placer « sur le terrain de la lutte offensive ».

• La restructuration industrielle de la sidérurgie. — Commentant les propos tenus par la C.F.D.T., M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération C.F.T. de la métallurgie, après avoir rappelé que son organisation avait été la seule à « refuser de cautionner » le plan de restructuration de la sidérurgie, a déclaré : « La C.F.D.T. doit pousser la logique jusqu'au bout et se placer « sur le terrain de la lutte offensive ».

• La restructuration industrielle de la sidérurgie. — Commentant les propos tenus par la C.F.D.T., M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération C.F.T. de la métallurgie, après avoir rappelé que son organisation avait été la seule à « refuser de cautionner » le plan de restructuration de la sidérurgie, a déclaré : « La C.F.D.T. doit pousser la logique jusqu'au bout et se placer « sur le terrain de la lutte offensive ».

CONJONCTURE

LE COLLOQUE DE ROUEN

Comment le service public pourrait-il s'adapter à l'évolution de la société française ?

Rouen. — Le colloque organisé à Rouen jusqu'à vendredi par la Fondation nationale des sciences politiques, l'E.D.F. et le « Monde », sur « le service public à caractère industriel et commercial dans la société française d'aujourd'hui », s'est ouvert mercredi 21 mai sous la présidence de M. Jacques Fanvet, en présence de près de deux cents personnalités : responsables nationaux de partis politiques, de syndicats et d'organisations de consommateurs, dirigeants de grandes entreprises nationales et de firmes privées chargées d'un service public, responsables de grandes banques et de nombreuses

entreprises privées parmi les plus importantes, universitaires, hauts fonctionnaires. Dès la première journée, la nécessité d'une réflexion approfondie sur l'évolution du service public et sur son avenir est apparue pleinement justifiée tant les éléments fournis par les six exposés introductifs ont souligné l'imprécision des définitions actuelles sur le sujet, l'insuffisance des réponses traditionnelles sur les problèmes rencontrés et « à l'arrière », la difficulté éprouvée actuellement à satisfaire les aspirations nouvelles de la population (1).

Imprécision des définitions d'abord. Pour M. Boiteux, président de l'E.D.F., on peut retenir comme service public industriel et commercial « toute activité qui en a l'apparence, mais qui n'a pas les pouvoirs publics ». Pierre de la Défense, admet-il, dont le rôle n'a d'égale que la contingence de la même de service public industriel et commercial. Car si la distribution d'eau, les P.T.T., les chemins de fer, l'électricité y sont, pourquoi les activités comme les taxis dans les grandes villes, les boulangeries dans les petites, y échappent-elles ? Le trait commun susceptible de caractériser l'ensemble ou au moins une grande partie des activités de service public industriel et commercial, c'est, selon M. Boiteux, que la plupart de ces activités « créent des richesses dont elles ont l'emploi exclusif ou le monopole ».

Pour M. Nora, inspecteur général des finances et auteur du rapport qui porte son nom, le service public industriel et commercial est « un hybride d'entreprise et de contrôle étatique », résultant « d'aspirations antinomiques d'efficacité, de sécurité et de justice distributive ».

Peute de pouvoir le définir avec certitude par rapport au marché, à la notion de service collectif, à celle de propriété, M. Nora propose de se référer à « un croisement de critères » et d'admettre que le service public rassemble des activités « sur lesquelles pèse plus lourdement le sentiment collectif qu'elles doivent échapper aux règles du marché ».

Des réponses insuffisantes. Pour M. Combarnous, conseiller d'Etat, l'approche juridique du sujet reste des plus floues : pas de règle générale, une multiplication de textes parcelaires accompagnant l'extension du service public, des évolutions successives allant de la notion de « service public par nature » à celle d'une participation légitime des personnes privées à la gestion du service public. Il réclame donc une définition des plus générales : « activité assumée par une collectivité publique au nom de l'intérêt général ».

Les réponses traditionnelles aux problèmes rencontrés par le service public ne satisfont pas davantage les spécialistes et l'opinion. Que tout service public ait

un coût, c'est évident ; mais comment concilier le principe historique de l'égalité des citoyens devant le service public avec la multiplication des tarifs différenciés ou des avantages catégoriels et géographiques ? Comment choisir de faire payer plus ici au consommateur et moins au contribuable et l'inverse ailleurs ? Et qui doit faire le choix ? Peut-on d'ailleurs parler encore de secteur protégé (par un monopole) ou abrité (derrière les frontières ou la loi) quand le sonnet de productivité et de rentabilité intensive partent la concurrence et la guerre commerciale ?

La fortiori est-il plus difficile encore de répondre aux aspirations nouvelles de la population, qui veut que l'on porte plus d'intérêt à l'usager local sans abandonner pour autant les grands objectifs nationaux ; ou qui souhaite plus d'autonomie et de participation des usagers mais sans renoncer aux notions d'efficacité et de sécurité ; qui appelle son choix de caractère politique mais s'en méfie tout aussi pour peur des décisions d'appareils bureaucratiques trop centralisés. Qui sont au demeurant, les représentants les plus qualifiés de « la base » ? Les élus, les comités d'usagers, les représentants d'intérêts locaux ou catégoriels ?

Des débats de réponse ont certes commencé à être apportés depuis quelques décennies. Et les trois résumés appelés à faire état de leur expérience — M.M. De Jouany, P.-D.G. de la Compagnie générale des eaux, Pélissier, président de la S.N.C.F. et de Latire, président du Crédit national — en fournissent de nombreuses précisions. Selon eux, le service public se soucie davantage de sa gestion et se préoccupe mieux de son environnement social et économique. Il cherche souvent une meilleure harmonie avec les collectivités locales (la Compagnie des eaux

notamment). Il s'adapte davantage à ses clients et précises relations financières avec l'Etat (qui compense de façon mieux calculée qu'auparavant les servitudes d'ordre public ; c'est le cas notamment de la S.N.C.F. Il s'efforce enfin de rendre compatible (au Crédit national notamment) sa mission de caractère public (innovation, soutien financier des grandes orientations de l'Etat) avec une gestion rigoureuse de type privé.

Mais tout est encore fort loin de balayer dans l'huile. L'usager s'estime souvent négligé et les élus locaux mal compris. M. Pélissier s'en prend aussi bien aux chemins de fer, qui font grâce à tout bout de champ pour des motifs des plus futiles, qu'aux usagers, dont certains dégradent le matériel ferroviaire, ou qu'aux « comités d'intéressés de plus en plus nombreux », ou encore aux « groupes d'ouvriers et d'agriculteurs qui encombrant les votes fermés ».

On saura vendredi, dans le rapport de synthèse que présentera le d'Yves Vedel, si le colloque a pu répondre aux diverses questions posées précédemment ainsi qu'à celles qu'a ajoutées M. Nora à la fin de son exposé. Notamment, le service public peut-il assembler et chiffrer le poids dans ses activités des contraintes nées de l'intérêt général et préciser quelle collectivité publique aurait à les compenser ? Quelles structures de négociation et d'arbitrage seraient à mettre en place pour régler démocratiquement ces questions ? Les pouvoirs publics sont-ils prêts à faciliter l'émergence de telles structures ?

GILBERT MATHIEU.

(1) Aspirations exprimées notamment à l'occasion d'un sondage effectué par la S.O.P.R.E. en mars-avril et dont le Monde a publié l'analyse le 29 avril.

CENTRE RENAULT ALPINE
120, RUE THIERS
92100 BOULOGNE-620.12.13
Exposition voitures neuves et d'occasion
Essai de l'Alpine Renault A310V6



Une langue de plus, c'est une force de vente.

APPRENEZ-LA CHEZ BERLITZ

Parler, c'est la meilleure façon d'apprendre une langue. C'est le principe Berlitz. La méthode : un dialogue intensif programmé avec des professeurs entraînés. Des résultats prouvés. Des formules de cours adaptées à tous les niveaux et à tous les impératifs.

Choisissez l'heure et le lieu. Avec Berlitz vous parlerez une langue de plus. Et ça c'est une force de vente. Appelez dès aujourd'hui.

BERLITZ organisme privé

Paris, Champs-Élysées 720.41.60 / Nation 371.11.34 / Opéra 742.13.39 / Parnasse 633.98.77 / Rue de la Paix 261.44.34
Saint-Augustin 522.22.23 / Victor-Hugo 300.34.35
Région : Paris 609.15.10 / Bordeaux 773.68.16 / Saint-Germain-en-Laye 973.75.00
Versailles 550.08.70 / Provins, Bordeaux 44.26.44 / Cannes 39.26.86 / Lille 06.42.41 / Lyon 28.60.24 / Marseille 33.00.72
Nice 85.39.35 / Strasbourg 32.73.30 / Toulouse 62.32.97, Belgique, Bruxelles 219.02.74 / Liège 23.66.24
Suisse, Genève 21.52.63 / Lausanne 22.53.84.

MARCHÉ COMMUN

L'Assemblée européenne pourrait adopter un compromis sur le budget communautaire

Strasbourg. — L'Assemblée européenne se prononce, ce jeudi 22 mai, sur un projet de résolution présenté au nom de la commission des budgets par son rapporteur, M. Dankert (socialiste néerlandais). Celui-ci suggère au conseil des ministres de la C.E.E. une formule pour doter la Communauté d'un budget pour 1980, même en l'absence d'accord des Neuf sur la contribution britannique et sur les prix agricoles.

Dans le cas où le différend entre le Royaume-

Uni et les autres Etats membres ne trouverait pas de solution au cours des sessions ministérielles de la fin mai, le conseil est invité à présenter à l'Assemblée un projet de budget dans lequel les dépenses en matière agricole seraient calculées sur la base du compromis approuvé à huit lors du conseil de Luxembourg. L'Assemblée pourrait ainsi voter, avant l'été, ce texte provisoire, et un élément important de la crise que traverse la C.E.E. — l'absence de budget — serait éliminé.

De notre envoyé spécial

lumière de ses propositions du 30 avril en matière agricole, qui ont constitué la base des délibérations du conseil à Luxembourg. L'élément le plus novateur est l'acceptation par l'Assemblée du compromis approuvé par les Neuf à Luxembourg, à savoir une augmentation des prix communs de 5 %. Il s'agit d'un geste politique dans la mesure où, en décembre, l'Assemblée s'était prononcée en faveur d'une politique de réduction des dépenses de soutien agricole qu'on ne retrouve guère dans le compromis de Luxembourg. Nécessité fait loi.

Les Britanniques — conservateurs et travaillistes — ont réagi de façon négative à la proposition Dankert, laquelle revient à prendre en compte un accord agricole que leur gouvernement refuse. « Ce n'est pas une décision prise à la légère, elle est dangereuse, mais je la comprends. Elle est la conséquence logique du processus de déqualification qui est en train de s'opérer. »

Le rapporteur a soumis à l'approbation de l'Assemblée une résolution dont le paragraphe principal est le suivant : « Si le conseil devait, malheureusement, se révéler incapable de statuer sur la politique agricole avant le 1^{er} juin, le projet de budget devrait se baser sur l'avant-projet de budget présenté par la commission le 29 février, corrigé à la

manière de ses propositions du 30 avril en matière agricole, qui ont constitué la base des délibérations du conseil à Luxembourg. L'élément le plus novateur est l'acceptation par l'Assemblée du compromis approuvé par les Neuf à Luxembourg, à savoir une augmentation des prix communs de 5 %. Il s'agit d'un geste politique dans la mesure où, en décembre, l'Assemblée s'était prononcée en faveur d'une politique de réduction des dépenses de soutien agricole qu'on ne retrouve guère dans le compromis de Luxembourg. Nécessité fait loi.

Les Britanniques — conservateurs et travaillistes — ont réagi de façon négative à la proposition Dankert, laquelle revient à prendre en compte un accord agricole que leur gouvernement refuse. « Ce n'est pas une décision prise à la légère, elle est dangereuse, mais je la comprends. Elle est la conséquence logique du processus de déqualification qui est en train de s'opérer. »

Le rapporteur a soumis à l'approbation de l'Assemblée une résolution dont le paragraphe principal est le suivant : « Si le conseil devait, malheureusement, se révéler incapable de statuer sur la politique agricole avant le 1^{er} juin, le projet de budget devrait se baser sur l'avant-projet de budget présenté par la commission le 29 février, corrigé à la

AGRICULTURE

RÉPONDANT AUX INQUIÉTUDES DU CRÉDIT AGRICOLE

M. Barre promet que le financement des récoltes sera assuré

Au cours du conseil des ministres qui s'est tenu mercredi 21 mai, le premier ministre a souligné à propos des possibilités d'action du Crédit agricole, que « le financement des récoltes sera assuré dans des conditions satisfaisantes ». Il répondait ainsi aux inquiétudes exprimées mardi 20 mai par les dirigeants de la « banque verte », réunis en assemblée générale. Ceux-ci avaient souligné les difficultés croissantes de l'établissement mutualiste pour financer les récoltes dans les limites de l'encadrement du crédit et avaient demandé aux pouvoirs publics d'augmenter de 2 à 3 milliards de francs leur plafond d'encadrement afin de pour-

voir faire face à leurs engagements en 1980. Le ministre de l'Agriculture, M. Ménagé, qui dirigeait l'assemblée, avait reconnu qu'il y avait quelque incohérence à vouloir enfermer dans une norme rigide des besoins par nature cycliques. Il a ajouté que, pour 1981, « nous devrions revenir à un mécanisme qui respecte mieux les contraintes de la réalité ». Pour l'année en cours, il a remercié la caisse nationale d'avoir, en quelque sorte, autorisé les caisses régionales à dépasser les normes d'encadrement, mais s'était refusé à prendre des engagements précis en ce qui concerne les besoins de la « banque verte » pour le second semestre.

Cependant, en dépit des difficultés rencontrées pour le financement des récoltes, l'exercice 1979 n'a pas été mauvais pour l'établissement mutualiste. Si la progression de la collecte a connu une décélération (+ 14,7 % au lieu de + 15,4 % en 1978), ce pourcentage reste plus élevé que celui de l'exercice du réseau, et la part de marché du Crédit agricole augmente très légèrement, passant de 16,2 % à 16,3 %. Pour l'épargne, le mouvement inverse est en cours : la progression de 30 % du marché, la progression est également ralentie (+ 22,6 % au lieu de + 35 % en 1978) en raison de l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché, et par l'arrivée à échéance des plans les plus anciennement souscrits.

La distribution du crédit, en revanche, a sensiblement augmenté (+ 15,8 % contre + 13,5 % pour l'ensemble des réseaux). Si les prêts « courants » sont revenus de 2,18 milliards de francs en 1978 (et 1,9 milliard de francs en 1977) à 0,5 milliard de francs en 1979 du fait d'une bonne météorologie, les crédits au logement se sont fortement accrus (+ 31 %). Quant aux prêts bonifiés, dont l'enveloppe globale a été fixée à 13,7 milliards de francs (+ 1,6 milliard de francs), la progression de leur côté budgétaire a été notablement freinée, revenant de 26 % en 1977, et 12 % en 1978, à 2,7 % en 1979 (5,3 milliards de francs).

Dans une des emplois augmentent plus rapidement que la collecte des ressources, l'exercice de trésorerie reste très important : + 5 % en 1979, avec 80 milliards de francs en fin d'année, au lieu d'une avance de 23 % en 1978 et de 31 % en 1977.

En ce qui concerne les résultats, l'exercice du compte d'exploitation de la Caisse nationale passe de 1,18 milliard de francs à 1,95 milliard de francs, et le bénéfice net est ramené de 1,9 milliard de francs à 1 milliard de francs après paiement pour les sociétés à hauteur de 0,93 milliard de francs. A vrai dire, le bénéfice net de 1978 avait été exceptionnellement majoré de 700 millions de francs au titre de la régularisation comptable de produits procurés par les placements sur le marché monétaire, de sorte que, avant impôt, la

caisse nationale a gagné plus qu'en 1978 (1,5 milliard de francs environ, contre 1,2 milliard de francs). Revenant sur un thème qui est cher à la « banque verte », M. Lallement a souligné que l'établissement s'est efforcé de limiter les conséquences de la hausse des taux. Le court terme a progressé de 2,75 % au lieu de 4,45 % pour les autres réseaux, s'établissant à 11,25 % contre 13 %, la différence de taux s'expliquant en pratique à 2 % ou 3 %. M. Lallement, enfin, a rendu publique une initiative importante du Crédit agricole pour le calcul des barèmes appliqués aux entreprises en matière de taux. A l'heure actuelle, le système bancaire distingue quatre (ou cinq) catégories de taux croissant en raison inverse de l'importance du chiffre d'affaires (du moins en principe). Le « barème » général a décidé de prendre en compte le risque réel encouru sur l'entreprise et non sa dimension. Cette réforme mérite d'être relevée, au moment où les règles de la concurrence en la matière doivent être reformées dans le sens de la logique et de la justice.

(Publicité)

ELECTRICITY SUPPLY COMMISSION - ZIMBABWE

Centrale Electrique de Wankie

Des offres seront prochainement sollicitées pour la fabrication, la livraison, le montage et la mise en service du matériel suivant destiné à la centrale de Wankie en Zimbabwe.

CONTRAT 2M4

Installation de conduites de vapeur à haute pression, de réservoirs et d'alimentation pour quatre, éventuellement plus deux groupes de 200 MW.

CONTRAT 2E2

Appareillage électrique de 11000, 3300 et 380 volt avec équipement accessoire pour une centrale comprenant quatre, éventuellement plus deux groupes de 200 MW.

Les entreprises désirant soumettre des offres pour l'un ou l'autre des susdits contrats sont priées de s'annoncer sans retard par lettre à :

Merz and McLean, Consulting Engineers, Amberley, Kilingworth, Newcastle upon Tyne, NE12 0RS, Angleterre.

Une copie à tous respects complète de chaque requête, ainsi qu'une somme de 500 Zimbabwe dollars à titre de dépôt à l'égard de chacune des susdites positions devra simultanément être expédiée à :

The Secretary, Electricity Supply Commission, Electricity House, Jameson Avenue Central, Salisbury C1, Zimbabwe.

Les sommes déposées seront remboursées après réception d'offres "bona fide".

Seuls à entrer en ligne de compte seront les devis d'entreprises présentant avec leurs offres des preuves satisfaisantes de leur expérience dans la construction, la fabrication, le montage et la mise en service d'installations semblables.

FAITS ET CHIFFRES

ESPAGNE

Le déficit de la balance commerciale espagnole a atteint, au cours du premier trimestre 1980, 3 milliards de dollars, en hausse de 158 % par rapport au premier trimestre 1979. L'Espagne a importé pour 8,1 milliards de dollars, contre 2,74 milliards de francs en 1979, soit une augmentation de 14,1 %. Les taux de croissance les plus importants ont été réalisés par les hôtels (+16,4 %), la restauration augmentée de 77 % en valeur, bien qu'ayant diminué de 7 % en volume. — (A.F.P.)

ETATS-UNIS

La peur des commandes de biens durables passées à l'industrie américaine a baissé de 4,25 % en avril, après avoir déjà diminué de 4 % en mars et de 0,2 % en février. Il s'agit là de la plus forte baisse mensuelle enregistrée depuis juillet dernier, lorsque les commandes avaient reculé de 4,3 %. En avril, les nouvelles commandes se sont chiffrées à 74,75 milliards de dollars, soit 3,2 milliards de moins que le mois précédent. De leur côté, les livraisons de biens durables ont représenté 75,6 milliards de dollars, soit 3,3 % de moins qu'en mars. En fin de mois, les carnets de commandes s'élevaient à 276 milliards de dollars, soit 0,4 % de plus qu'un mois plus tôt. Cependant, les experts de l'O.C.D.E. prévoient, pour leur part, que les Etats-Unis enregistreront cette année un recul de leur produit national brut de 0,5 % et qu'ils ne repasseront au niveau zéro de croissance qu'au cours du premier semestre de 1981. — (A.F.P.)

GRANDE-BRETAGNE

Le chômage britannique s'est aggravé légèrement pour atteindre peu à peu le niveau le plus élevé qui a été enregistré depuis la guerre. En mai, le nombre des sans-emploi a atteint 1,483 million, après une série de variations saisonnières, soit 257 000 de plus qu'en avril, ce qui représente 6,1 % de la population active, contre 5,8 % le mois précédent. Selon une enquête menée par l'université de Cambridge, il y aurait quatre millions de chômeurs au Royaume-Uni en 1984, si le gouvernement ne modifie pas sa politique monétaire.

ITALIE

La balance des paiements italienne a enregistré en avril un déficit de 860 milliards de lire contre un excédent de 870 milliards en mars. Les exportations de produits finis ont augmenté de 1,2 % en avril 1980, contre 0,5 % en mars. Le déficit a atteint 2 750 milliards contre un excédent de 1 200 milliards pendant la période correspondante de 1979. — (A.F.P.)

B.F.A.

Les prix industriels ouest-allemands ont augmenté de 0,9 % en avril contre 0,7 % en mars. Cette hausse porte à 8,2 % l'augmentation des prix à la production au cours des douze derniers mois. De leur côté, les prix du grand commerce ont augmenté de 0,3 % en avril contre 0,5 % en mars, faisant apparaître une hausse de 8,8 % en douze mois. — (A.F.P.)

PLACEMENT DIAMANT OU S'INFORMER ?

Le Centre d'Information Union de Diamantaires, 17 rue St-Florentin, 75008 Paris Tél. (1) 260.36.32 - (24 lignes groupées), est ouvert au public du lundi au vendredi de 10 h à 19 h et le samedi de 10 h à 17 h.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

JACQUES BOREL INTERNATIONAL

Le conseil d'administration de Jacques Borel International a arrêté les comptes de l'exercice 1979. Au niveau consolidé, le volume d'affaires T.T.O. du groupe en 1979 s'est élevé à 242 millions de francs contre 217 millions de francs en 1978, soit une augmentation de 11,5 %. Les taux de croissance les plus importants ont été réalisés par les hôtels (+16,4 %), la restauration augmentée de 77 % en valeur, bien qu'ayant diminué de 7 % en volume. — (A.F.P.)

	1977	1978	1979
1 ^{er} semestre	56,9	48,2	31,5
2 ^e semestre	57,3	47,7	25,9
	84,2	41,9	5,6
	19,3	11,5	
Pertes non répétitives	163,5	53	5,6

Les améliorations ont été particulièrement fortes dans l'ensemble des secteurs de la restauration et de la restauration en Belgique et en Espagne. Le résultat net consolidé du groupe est, pour 1979, une perte de 57,7 millions de francs, alors qu'elle était de 184,6 millions de francs en 1978 et de 59,9 millions de francs en 1977. Le résultat de 1979 est donc dans le prolongement des importations antérieures précédemment enregistrées. Les résultats de la société mère Jacques Borel International S.A. avec une perte de 29,2 millions de francs (contre 99,3 millions de francs en 1978), reflètent en simplifié la tendance au redressement des résultats consolidés.

Le volume d'affaires consolidé T.T.O. du groupe en 1980 s'élève à 242 millions de francs, contre 217 millions de francs en 1979, soit une augmentation de 11,5 %. Les taux de croissance les plus importants ont été réalisés par les hôtels (+16,4 %), la restauration augmentée de 77 % en valeur, bien qu'ayant diminué de 7 % en volume. — (A.F.P.)

Le conseil d'administration a décidé de convoquer l'assemblée générale ordinaire pour le vendredi 27 juin, à 11 heures, à l'hôtel Sofitel-Paris.

Assemblée générale ordinaire du 20 mai 1980

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 20 mai 1980 sous la présidence de M. Jean Labarrière, a approuvé toutes les résolutions proposées par le conseil d'administration.

Elle a décidé la répartition de titres de la société (pourcentage de 100 % des actions de 1979, à raison d'une action de cette société pour trente actions de Vallourec). Cette opération sera assortie d'un avoir fiscal correspondant à 50 % du cours du droit de répartition : ce droit sera détaché avant le 30 septembre 1980.

Il est rappelé que l'exercice 1979 a été soldé par un bénéfice net de 1 629 548,15 francs, après déduction d'un montant de 1 987 972,55 francs des amortissements des immobilisations et des frais d'établissement et après reprise de 14 000 000 de francs sur la provision pour hausse de prix. Après prélèvement de 1 110 francs pour dotation à la réserve légale, le solde de ce bénéfice sera reporté à nouveau.

Ce résultat comprend également un solde positif de plus ou moins-values à l'actif de 111 440 809,55 francs, résultant notamment de dépréciations de titres et de la plus-value d'apport au département. Les titres sont détenus par la société Vallourec, qui a intervenu pour la détermination du résultat consolidé.

Le cash flow consolidé de l'exercice 1979 a donc été de 160,3 millions de francs contre 333,7 millions de francs pour 1978.

Rappelons que le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1979 s'est élevé à 242 millions de francs, contre 217 millions de francs en 1978.

L'assemblée générale a décidé la nomination comme administrateur de M. André Curon, président de Vallourec, pour une durée de six années ; elle a, enfin, renouvelé les mandats d'administrateurs de M. Pierre Champigny, Jean-Paul Tannery et Jean Elie de la Colombe.

Par ailleurs, les résultats consolidés de l'exercice 1979, avec les flux de trésorerie consolidés (Hôtel Concord, Deville, Mammouth, etc.), sont les suivants pour 1979 :

	1978	1979
Chiffre d'affaires hors taxes consolidé	217	242
Résultat net consolidé	184,6	57,7

La comparaison de ces résultats avec ceux obtenus au cours de l'exercice 1978 n'est pas significative compte tenu des changements de structures dans le groupe au cours du dernier exercice.

Classé en des meilleurs investissements par les plus grands financiers

RENTABLE double sa valeur en quelques années

SÛR des milliers de bons

FISCALITÉ ne rentre pas dans vos revenus annuels

Autres avantages : anonymat, facilité de succession, absence de gestion, liquidité permanente et internationale.

Les sommes d'investissement S.A. pour l'achat de diamants

75155 PARIS (15), tél. 538.95.93

Vous souhaitez, sans engagement, un investissement sérieux ?

Vous êtes intéressé, sans engagement, par l'investissement sérieux ?

Vous êtes intéressé, sans engagement, par l'investissement sérieux ?

Vous êtes intéressé, sans engagement, par l'investissement sérieux ?

Vous êtes intéressé, sans engagement, par l'investissement sérieux ?

Vous êtes intéressé, sans engagement, par l'investissement sérieux ?

Vous êtes intéressé, sans engagement, par l'investissement sérieux ?

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. ÊTRE JUIF (suite) : « Sur une colonie », par André Wurmser ; « Une seule appartenance », par Léo Homo ; « Oublier-nous ou pas », par Jean Wollgast.

ÉTRANGER

3. EUROPE — TURQUIE : après le quatre-vingtième tour de scrutin pour l'élection présidentielle, l'hypothèse d'une révision de la Constitution gagne du terrain.

AFRIQUE

4. PROCHE-ORIENT — L'Organisation sioniste mondiale critique les activités de son représentant à Paris.

ASIE

5-6-7. AMÉRIQUES — CANADA : le chef du parti libéral du Québec réclame des élections anticipées dans la province.

DIPLOMATIE

8-9. DIPLOMATIE — La déclaration du gouvernement à l'Assemblée nationale après le sommet franco-soviétique.

POLITIQUE

10. Les suites de l'offensive de Bagdad.

11. Les travaux de l'Assemblée nationale.

LA FORMATION PERMANENTE ET L'UNIVERSITÉ

13. POINT DE VUE : « Apprendre à vivre ensemble », par Yves Chatelet.

14. Le Centre universitaire de coopération économique et sociale de Nancy à l'écoute des problèmes régionaux et des travailleurs.

SOCIÉTÉ

17-18. ÉDUCATION : les suites de l'action de l'université de Jussieu ; « Des étudiants très étrangers » (II), par Roger Cans.

28. DÉFENSE : les premiers missiles thermocouloirs sont installés sur la base de plateau d'Albion.

30. JUSTICE : les suites du « projet Peyrefitte » ; les procès de l'espionnage et de M. Potié.

SPORTS

LE MONDE DES LIVRES

19. LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : « Pouvoirs du Phœnix », de Julia Kristeva.

20. LA VIE LITTÉRAIRE — ROMANS : deux regards sur la vieillesse ; Roger Ikor et Geneviève Gonnery.

22-23. LETTRES ÉTRANGÈRES : le retour de E.T.A. Hoffmann ; deux essais sur le romantisme allemand ; Uwe Johnson mélange les temps.

24. HISTOIRE : sept mille ans d'impérialisme.

27. SCIENCES HUMAINES : Roger Genès contre les nouvelles thérapies.

CULTURE

31. FESTIVALS : — A NANCY : flûtiers et dérivés ; Eva de Crescenzo ; — A GORRE : traitement spécial, de Gernot Paskalevic.

34. Radio-télévision : transfuge.

INFORMATIONS « SERVICES »

37. ENTRAIDE : des parents dans le malheur.

ÉQUIPEMENT

38. TRANSPORTS : budget de maître pour les voies navigables au cours du VIII^e Plan.

ÉCONOMIE

40. SOCIAL : la journée d'action du 23 mai contre la convention entre le corps médical et l'assurance-maladie.

40. ÉNERGIE : la réunion des ministres de l'A.E. à Paris.

40-41. AFFAIRES — AGRICULTURE : répondant aux inquiétudes du Crédit agricole, M. Barre promet que le financement des récoltes sera assuré.

RADIO-TELEVISION (34)

Annouces classées (35-36) ; Carnet (34) ; Journaux officiels (37) ; Météorologie (37) ; Mots croisés (37) ; Loterie nationale, Loto (37) ; Programmes spéciaux (32-33) ; Bourse (43).

Le numéro du « Monde » daté 22 mai 1980 a été tiré à 585 781 exemplaires.

A B C D E F G

POLLUTION CHIMIQUE DANS L'ÉTAT DE NEW-YORK

Sept cents familles sont évacuées d'un quartier de la ville de Niagara Falls

Un « Sésame américain », tel pourrait être le premier résumé d'une nouvelle et grave affaire de pollution qui était rendue publique le mercredi 21 mai, tard dans la soirée et qui s'applique cette fois à un quartier d'une ville de l'État de New-York, Niagara Falls.

On apprendait en effet qu'en vertu d'un état d'urgence fédéral, déclaré par le président Carter, plus de sept cents familles allaient être évacuées du quartier de « Love Canal » dans la ville de Niagara Falls — 85 000 habitants — située près des chutes du Niagara, à l'ouest de l'État de New-York.

Quelles étaient les raisons de cette mesure exceptionnelle ? Des analyses du sang des habitants, rendues publiques à la fin de la semaine dernière, avaient établi, chez onze de trente-six personnes soumises à analyse, des dommages génétiques susceptibles de provoquer des cancers, des fausses-crochetes et des naissances d'enfants anormaux.

L'enquête menée pour établir l'origine de ces troubles était simple : le quartier avait été construit sur un terrain où se trouvaient enterrés près de 20 000 tonnes de déchets chimiques dont une grande quantité de dioxine. L'endroit fut en effet utilisé par la Hooker Chemicals and Plastics Corporation pour y enterrer ses déchets chimiques. Puis le terrain fut vendu en 1972 pour être utilisé comme terrain de golf.

La déclaration du gouvernement à l'Assemblée nationale après le sommet franco-soviétique.

Mythes et réalités de la dioxine

La dioxine (dichlorodibenzo-p-dioxine) est un produit chimique, donc irritant qui, sur la peau, provoque des acnés graves et à long terme. Parfois, cependant, ces acnés (comme celles qui sont dues à d'autres causes) peuvent laisser des séquelles défigurantes : la peau est marquée de petites dépressions, présente de légers changements de couleur. Mais ces marques sont dues, le plus souvent, à des « manipulations » intempestives des boutons.

On a dit aussi que la dioxine provoquait des cancers du foie. Il est certain que ce produit stimule le foie par induction enzymatique et peut ainsi modifier l'action de médicaments qui sont métabolisés plus vite puisque les fonctions hépatiques sont augmentées. On a aussi remarqué la formation de globules gras dans le foie et une augmentation du cholestérol, mais on n'a jamais prouvé que cette action hépatique indésirable avait entraîné des cancers du foie chez l'homme, alors que la dioxine en avait provoqué chez le hamster.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES

A partir de 998 F dans un choix de 3.000 d'opérations

Fabrication traditionnelle

ROBES et TAILLEURS

SUR MESURE

Prêt-à-porter Homme

Boutique Femme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, PARIS (10^e)

Tél. : 742-70-01

DES VACANCES A VOS MESURES

avec Air France - Vacances

Des prix charters sur des vols réguliers

ET LE SERVICE A LA CARTE

GALLIA

Hôtels, appartements, motor-homes, voitures

Vers NICE, CORSE, ANTILLES, GUYANE, REUNION, ATHÈNES

LONDRES, PALMA, TEL-AVIV, NEW YORK, MONTREAL

Voyages GALLIA : 12, rue Aubert-9 - 256-07-24

Voyages AGREPA : 42, rue Etienne-Marcel-1 - 506-81-50

Voyages FULTON : 1, r. Fulton, La Varenne-St-Hilaire - 283-02-48

COURS Richelieu

Externat Demi-pension

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

75, avenue des Termes - 75017 PARIS

Renseignements : Tél. : 574.53.00 et 574.26.05

La première phase du troisième pacte pour l'emploi des jeunes est atteinte, affirme le C.N.P.F.

Insistant sur le gaspillage social que représente pour le pays le chômage des jeunes, M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., s'est déclaré satisfait, jeudi 22 mai, des résultats au 1^{er} mai 1980 de la première campagne pour le troisième pacte pour l'emploi des jeunes. Depuis le 1^{er} septembre 1979, en effet, « 430 000 jeunes ont trouvé une place dans les entreprises grâce à l'une des formules du pacte ». Ce résultat global marque certes une sensible amélioration en regard des

313 000 bénéficiaires du premier pacte (1979 (+ 24,13 %)), mais ne rattrape toujours pas les 578 000 jeunes concernés pour le premier dispositif de mai 1978 (+ 64,86 %).

Le succès des formules d'apprentissage (118 900) et des contrats emploi-formation (52 900) est net. Les premières de ces mesures datent de juillet 1979 et exercent les employeurs de toute charge sociale, tandis que la seconde assure une formation rémunérée en partie par l'Etat.

UN PROJET DE LOI VISE A TRANSFORMER LA RÉGLEMENTATION DE LA PUBLICITÉ EN FAVEUR DES BOISSONS ALCOOLISÉES.

Le conseil des ministres du 21 mai a approuvé un projet de loi présenté par M. Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la publicité en faveur des boissons alcoolisées. Si ce projet de loi est adopté, il modifiera plus que deux régimes en la matière.

La publicité en faveur des boissons fermentées non distillées (vin, bière, cidre, vins doux naturels) restera libre, sans qu'elle puisse faire état d'un effet bénéfique ou s'adresser à un public de mineurs.

La publicité pour toutes les autres boissons alcoolisées sera limitée à la presse écrite, ne pourra comporter d'autre mention que le nom, l'origine et la composition du produit, et ne pas dépasser une ligne par produit.

Enfin les sanctions pénales sont aggravées, allant jusqu'à des peines d'emprisonnement et des amendes professionnelles.

Le projet de loi répond d'abord à la nécessité d'harmoniser la réglementation française avec l'euro-pécune. La commission de la C.E.E. avait en effet estimé que la législation française qui laissait libre la publicité pour les alcools de fruits (calvados, armagnac, cognac) et interdisait la publicité pour les alcools de grains (whisky, vodka), était discriminatoire à l'égard des partenaires européens de la France. Selon le ministre de la santé et de la sécurité sociale, le projet de loi a également pour objet de renforcer la réglementation plus stricte en matière de publicité sur la publicité en faveur du tabac.

CONFLIT A « L'AUREOLE » AU SUJET D'UN ARTICLE

M. Michel Dumols, directeur de la rédaction de l'Aurore, a déclaré, jeudi 22 mai, que Jacques Guillemé-Brunon a la disposition de l'AGPI (l'agence de presse du groupe Hersant), dont celui-ci dépend. Cette décision est venue à l'AGPI le 21 mai, dans le Quotidien de Paris, d'un article sur l'entrevue Brejnev-Giscard d'Estaing écrit par l'éditorialiste de l'Aurore, qui était en fait une lettre ouverte à cette forme, pour le numéro de l'Aurore de lundi.

M. Gabriel Senéchal, qui remplaçait M. Dumols, dimanche soir, avait estimé que l'on ne pouvait, comme le souhaitait M. Guillemé-Brunon, faire à propos de l'entrevue de Brejnev-Giscard d'Estaing un article intitulé « L'accusé », avec la même mise en page que le célèbre article de Zola sur l'affaire Dreyfus. Soulignant qu'il n'y avait pas eu de publication dans l'Aurore, cet incident nous ramène à la question de la forme.

M. Guillemé-Brunon, après avoir collaboré au Figaro — avait été détaché à l'Aurore le 1^{er} avril 1979 pour « coiffer » le service de politique étrangère.

La succession de M. Jacques Fauriol au Monde. — Le deuxième tour exploratoire organisé mardi 20 mai par la Société des rédacteurs du Monde pour désigner son candidat à la succession de M. Jacques Fauriol a donné les résultats suivants : Claude Julien, 108 voix, soit 53,1 % des parts sociales ; Alain Jacob, 85 voix, soit 41,1 % des parts sociales présentes ou représentées. Il y a eu 5 bulletins blancs. L'assemblée générale de la Société des rédacteurs est appelée à se prononcer officiellement le 31 mai, la majorité qualifiée restant celle des trois cinquièmes.

Pour la première fois

DES ÉDITEURS ET DES LIBRAIRES S'OPPOSENT ENSEMBLE

A LA LIBERTÉ DU PRIX DU LIVRE

Pour la première fois, des éditeurs et des libraires ont adopté une position identique à propos de la libération des prix du livre, mise en œuvre le 1^{er} juillet par un arrêté de M. Monory, ministre de l'économie.

En effet, le Syndicat national de l'édition et l'Union des libraires de France, qui s'est constituée en opposition à la Fédération française des syndicats de libraires, favorable à la liberté des prix, ont communiqué communément dans lequel les deux organisations demandent au gouvernement de « modifier sans délai le régime actuel du prix du livre qui conduit à la destruction irréversible de la librairie et de l'édition de langue française ». Elles attirent « l'attention des pouvoirs publics sur le fait que l'extension à la librairie du régime général des prix a aggravé la disparité des tarifs entre les librairies et les libraires-services, a provoqué le désordre dans la profession et conduit à entraîner la disparition du réseau des librairies ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».

Elles estiment que « par voie de conséquence les nouveautés, de vente difficile, ne pourront plus être publiées, que les ouvrages de fonds seront condamnés à disparaître et qu'une menace extrêmement grave pèse ainsi sur le patrimoine culturel, la création dans tous les domaines et la liberté d'expression ».



Olivier Guichard est le premier « baron » du gaullisme à apporter son témoignage sur les heures exceptionnelles qu'il a vécues de 1947 à 1969 auprès du général de Gaulle : l'aventure du RPF, la solitude de la « traversée du désert », le retour au pouvoir, la vie au service de l'État, le départ du général.

OLIVIER GUICHARD

Mon Général

GRASSET

RENTE-SEPTIÈME ANNÉE
SELON LES AUTONOMES
Téhéran préparant une nouvelle offensive au Kurdistan
LIRE PAGE 6
L'aggravation
Destabilisation ?
Pour la troisième fois depuis l'adoption de la loi marocaine sur le Sud dans le Sud, le 12 mai, les Forces armées royales ont lancé une offensive pour tenter de trouver une solution pacifique aux troubles qui secouent le pays. Les forces armées royales ont lancé une offensive pour tenter de trouver une solution pacifique aux troubles qui secouent le pays. Les forces armées royales ont lancé une offensive pour tenter de trouver une solution pacifique aux troubles qui secouent le pays.